

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée

Quatrième trimestre et exercice complet de 2025

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée

Quatrième trimestre et exercice complet de 2025

Table des matières

1.	PRÉFACE	1
2.	APERÇU DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'INDUSTRIE	3
3.	FAITS SAILLANTS SUR LA PERFORMANCE ANTÉRIEURE	4
4.	STRATÉGIE DE LA SOCIÉTÉ	6
5.	PERFORMANCE FINANCIÈRE	8
5.1	Performance financière consolidée	8
5.2	Performance du secteur Détail	15
5.3	Performance du secteur Services Financiers	23
5.4	Performance du secteur CT REIT	28
6.	ANALYSE DU BILAN, LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT	31
7.	CAPITAUX PROPRES	40
8.	QUESTIONS FISCALES	41
9.	MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES	42
10.	MESURES FINANCIÈRES ET RATIOS NON CONFORMES AUX PCGR	42
11.	PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES	58
12.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES	71
13.	PARTIES LIÉES	72
14.	FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE	72
15.	TENDANCES TRIMESTRIELLES	73
16.	MISE EN GARDE RELATIVE AUX INFORMATIONS PROSPECTIVES	75
17.	ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION À FOURNIR ET DE COMMUNICATION AUX INVESTISSEURS	77

1. Préface

1.1 Définitions

Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos », « Société Canadian Tire » et « Société » désignent tous La Société Canadian Tire Limitée, sur une base consolidée. Le présent document mentionne également les trois secteurs opérationnels à présenter de la Société : le « secteur Détail », le « secteur Services Financiers » et le « secteur CT REIT ».

Dans le présent document :

« Canadian Tire » désigne les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous le nom et les marques de commerce Canadian Tire.

« Groupe détail Canadian Tire » et « Groupe détail » désignent les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire, PartSource, Pro Hockey Life (« PHL ») et Party City.

« CT REIT » désigne CT Real Estate Investment Trust et ses filiales, y compris CT REIT Limited Partnership (la « société en commandite CT REIT »), à moins que le contexte ne l'exige autrement.

Les « Services Financiers » désignent les activités de services financiers exercées par des filiales de CTFS Holdings Limited, notamment la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque ») et CTFS Bermuda Ltd. (« CTFS Bermuda »), une société de réassurance des Bermudes.

« Franchise Trust » désigne une entité juridique commanditée par une banque tierce qui veille au montage et à la gestion des prêts à certains marchands associés Canadian Tire (les « marchands ») pour l'achat de stocks et d'immobilisations corporelles (les « prêts aux marchands »).

« Helly Hansen » désigne les entreprises internationales de vente de gros et de détail exercées sous les noms et les marques de commerce Helly Hansen et Musto qui ont été vendues à Kontoor Brands, Inc. le 31 mai 2025 et sont présentées dans ce rapport de gestion en tant qu'activités abandonnées.

« Bon départ » désigne la Fondation Bon départ de Canadian Tire.

« Mark's » désigne les activités de détail et de commerce de gros commercial exercées par Mark's Work Warehouse Ltd. et exploitées sous les noms et les marques de commerce Mark's, L'Équipeur, Mark's WorkPro, L'Équipeur Pro, Mark's Commercial et L'Équipeur Commercial.

Les « marques détenues » désignent les marques détenues par la Société et vendues par l'entremise des enseignes de détail de la Société.

« Party City » désigne l'entreprise d'articles de fête qui exerce ses activités sous le nom et les marques de commerce Party City au Canada.

La « Division pétrolière » désigne les activités de vente au détail d'essence exercées sous le nom et la marque de commerce Essence+ Canadian Tire, en plus des postes d'essence Petro-Canada et d'autres enseignes appartenant à la Société.

« Détail » désigne les activités de détail exercées par la Société sous les enseignes de détail de la Société, notamment Canadian Tire, SportChek, Mark's, L'Équipeur, PartSource, Party City et PHL, ainsi que la Division pétrolière.

« SportChek » désigne les activités de détail exercées par FGL Sports Itée et exploitées sous les noms et les marques de commerce SportChek, Sports Experts, Atmosphere, Sports Rousseau, Hockey Experts et L'Entrepôt du Hockey, à moins que le contexte ne l'exige autrement.

Certains autres termes employés dans le présent document sont définis la première fois qu'ils sont utilisés.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles MD ou MC.

1.2 Informations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des informations qui peuvent constituer des « informations prospectives » aux termes des lois applicables sur les valeurs mobilières. Les informations prospectives fournissent des indications sur les attentes et les projets actuels de la direction et permettent aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société, y compris l'incertitude économique actuelle en lien avec les droits de douane et les échanges commerciaux. Les lecteurs sont prévenus que ces informations pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Bien que la Société estime que les informations prospectives présentées dans ce rapport de gestion reposent sur des renseignements, des hypothèses et des avis qui sont actuels, raisonnables et complets, de telles informations sont nécessairement assujetties à un certain nombre de facteurs commerciaux, économiques et concurrentiels, et à d'autres facteurs de risque qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes et des plans de la direction qui y sont exprimés. La Société ne peut garantir que les prévisions relatives à la performance financière ou opérationnelle, aux plans ou aux aspirations se concrétiseront vraiment ni, si c'est le cas, qu'elles donneront lieu à une hausse du cours des actions de la Société. Se reporter à la section 16 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la mise en garde relative à l'information prospective.

1.3 Examen et approbation par le conseil d'administration

Le conseil d'administration, faisant suite aux recommandations formulées par le comité d'audit, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion le 18 février 2026.

1.4 Comparaisons relatives au trimestre et à l'exercice contenues dans ce rapport de gestion

À moins d'indication contraire, tous les résultats du quatrième trimestre de 2025 (période de 14 semaines close le 3 janvier 2026) sont comparés aux résultats du quatrième trimestre de 2024 (période de 13 semaines close le 28 décembre 2024), et tous les résultats de l'exercice complet de 2025 (période de 53 semaines close le 3 janvier 2026) sont comparés aux résultats de l'exercice complet de 2024 (période de 52 semaines close le 28 décembre 2024).

1.5 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés annuels ont été préparés conformément aux Normes IFRS de comptabilité, également désignées par l'appellation principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), au moyen des méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés de 2025.

1.6 Estimations et hypothèses comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Société conformes aux Normes IFRS de comptabilité exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. Se reporter à la section 9.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

1.7 Mesures clés de performance

La Société utilise certaines mesures clés de performance qui fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de la Société. Ces mesures sont classées en tant que mesures conformes aux PCGR, mesures financières non conformes aux PCGR, ratios non conformes aux PCGR, mesures de gestion du capital, mesures financières supplémentaires et mesures non financières. Les lecteurs sont prévenus que les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée en vertu des Normes IFRS de comptabilité et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 10 pour plus d'information sur ces mesures. Bon nombre des mesures financières non conformes aux PCGR présentées dans le présent document sont ajustées pour normaliser les résultats de certaines activités qui, selon la direction, ne reflètent pas les activités courantes. À moins d'indication contraire, l'analyse des variations des résultats normalisés s'applique également aux variations des résultats présentés.

1.8 Arrondissement et pourcentages

Des chiffres arrondis sont utilisés tout au long du rapport de gestion. Toutes les variations en pourcentage d'un exercice à l'autre sont calculées au dollar près, sauf pour ce qui est de la présentation du bénéfice par action (le « BPA ») de base et du BPA dilué, pour lesquels les variations d'un exercice à l'autre en pourcentage sont basées sur des montants fractionnés.

2. Aperçu de la Société et de l'industrie

La Société Canadian Tire Limitée (TSX : CTC.A) (TSX : CTC) est une entreprise fièrement canadienne depuis 1922. Guidée par la raison d'être de sa marque, « Nous sommes là pour améliorer la vie au Canada », la Société a développé une large présence sur le marché de la vente au détail à l'échelle nationale, a acquis un taux de confiance exceptionnel auprès des clients et regroupe des effectifs comptant parmi les plus solides du pays – employant des dizaines de milliers de Canadiens qui s'ajoutent à ses marchands et franchisés à l'échelle locale. Son activité est centrée sur des commerces de détail, chacun étant destiné à refléter les aspirations de la vie : Canadian Tire, qui offre des produits dans les catégories Au foyer, Au jeu, À l'atelier, Au volant et Articles saisonniers et de jardinage, soutenu par les enseignes de renom Party City et PartSource; Mark's/L'Équipeur, un détaillant de premier plan de vêtements de travail et tout-aller; SportChek, Hockey Experts, Sports Experts et Atmosphere, qui offrent les meilleures marques de vêtements et d'articles pour la vie active; et Pro Hockey Life, un magasin spécialisé en équipement de hockey pour les joueurs d'élite. Les enseignes, marques partenaires et cartes de crédit de la Société sont réunies au sein de son programme de fidélisation Récompenses Triangle, qui est un rouage essentiel de la stratégie axée sur les clients de la Société. Comptant plus de 12 millions de membres, Triangle met à contribution des données de première main pour offrir des récompenses avantageuses et des expériences personnalisées à l'échelle des près de 1 700 magasins de détail et postes d'essence. La Société exploite également une division pétrolière et des services financiers, en plus de détenir une participation majoritaire dans CT REIT, une fiducie canadienne de placement immobilier cotée à la TSX. Une description des activités de la Société et de certaines de ses capacités fondamentales se trouve dans la notice annuelle de 2025 de la Société (la « notice annuelle »), notamment à la section 2, « Description des activités », ainsi que sur le site Web de profil d'entreprise de la Société (<https://corp.canadiantire.ca>) et celui des relations avec les investisseurs (<https://corp.canadiantire.ca/investors>).

2.1 Évolution générale des activités

Le 31 mai 2025, la Société a conclu la vente de son entreprise Helly Hansen à Kontoor Brands, Inc. pour un produit brut total de 1 313,4 millions de dollars. Cette transaction reflète l'attention accrue que porte la Société à son portefeuille de commerce de détail canadien et permet de libérer du capital pour les actionnaires et pour les dépenses d'investissement stratégiques.

Au cours du premier trimestre de 2025, la Société a répondu aux critères permettant de présenter Helly Hansen en tant qu'activité abandonnée. La Société présente ses activités abandonnées comme un montant unique, déduction faite de l'impôt, dans les états consolidés du résultat net et dans les états consolidés du résultat global, séparément des activités poursuivies jusqu'à la date de clôture de la vente pour la période en cours et la période comparative. Les activités abandonnées ont été déconsolidées du bilan consolidé à la suite de la vente.

Pour obtenir plus d'information sur la vente de l'entreprise Helly Hansen, se reporter à la note 4 des états financiers consolidés de 2025.

À moins d'indication contraire, toute l'information financière du présent rapport de gestion représente les résultats des activités poursuivies.

3. Faits saillants sur la performance antérieure

3.1 Principales tendances financières annuelles consolidées

Le tableau suivant présente les principales données financières et non financières annuelles consolidées des trois derniers exercices. L'information financière a été préparée conformément aux Normes IFRS de comptabilité.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et le nombre d'établissements de détail)	2025	2024	2023
Croissance des ventes comparables consolidées ¹	4,1 %	(1,7) %	(2,9) %
Ventes au détail, excluant la Division pétrolière ¹	16 738,3 \$	15 802,4 \$	16 073,3 \$
Produits	16 315,5	15 516,0	15 819,3
Bénéfice net	659,0	915,5	310,5
Bénéfice net ³ normalisé ²	833,3	731,3	704,7
BPA de base	10,60	14,95	3,28
BPA dilué	10,57	14,91	3,27
BPA dilué ³ normalisé ²	13,77	11,61	10,25
Total de l'actif	21 539,8	22 240,6	21 978,3
Total des passifs financiers non courants	7 924,5	8 119,6	8 345,1
Créances moyennes brutes ¹ des Services Financiers (total du portefeuille)	7 524,1	7 373,5	7 141,5
Nombre d'établissements de détail	1 690	1 704	1 695
Dividendes en trésorerie par action déclarés	7,1250 \$	7,0250 \$	6,9250 \$
Cours de l'action (CTC.A) ⁴	175,28	152,87	140,72

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

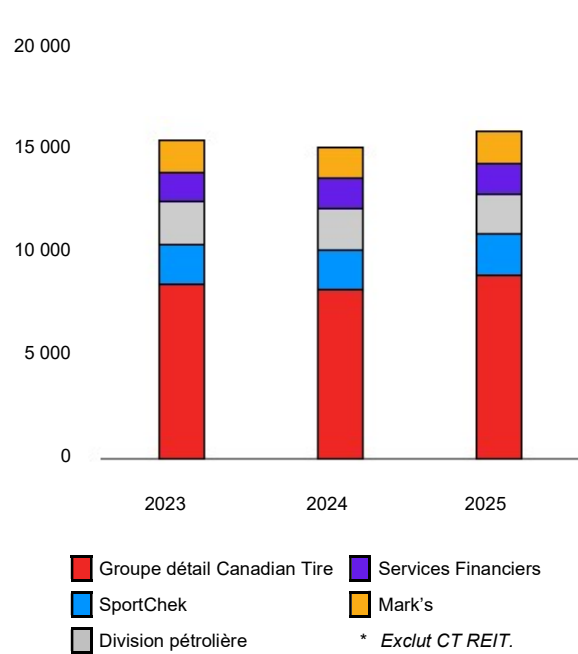
2. Se reporter à la section 5.1.1 du présent rapport de gestion pour une description des éléments de normalisation.

3. Mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1.1 du présent rapport de gestion.

4. Cours de clôture à la date la plus rapprochée de la fin d'exercice de la Société.

PRODUITS PAR ENSEIGNE/UNITÉ*

(en millions de dollars)

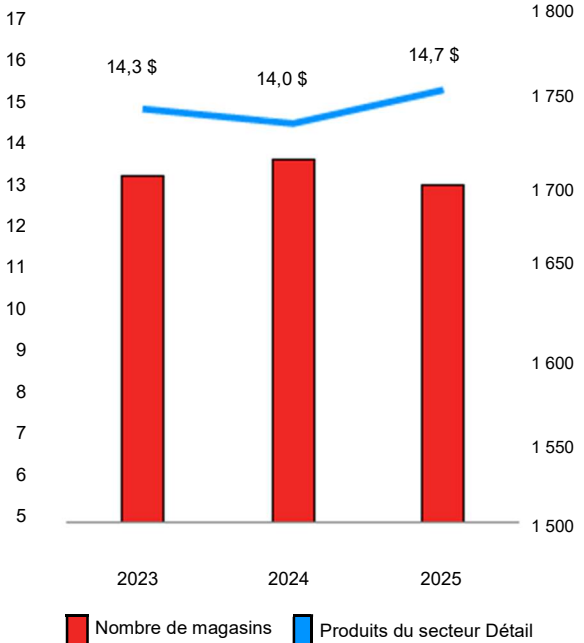


MAGASINS ET PRODUITS DU SECTEUR DÉTAIL

Produits du secteur Détail

(en milliards de dollars)

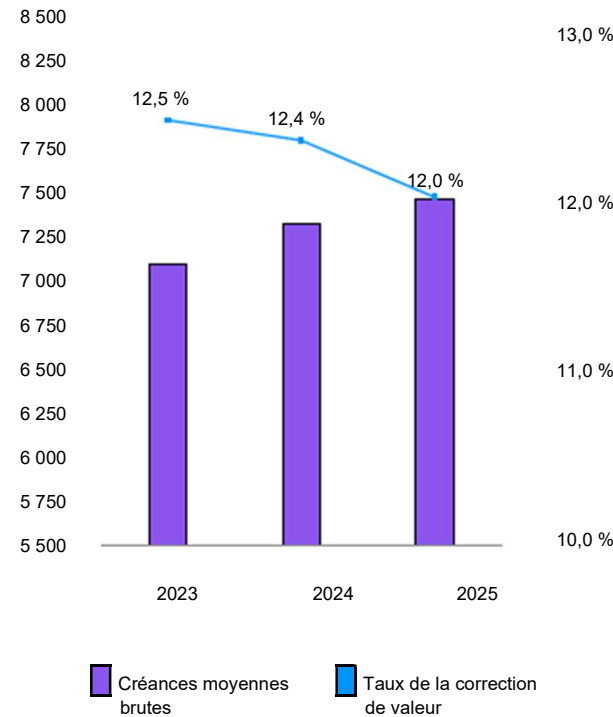
Nombre de magasins



CRÉANCES MOYENNES BRUTES ET TAUX DE LA CORRECTION DE VALEUR DES SERVICES FINANCIERS

(en millions de dollars)

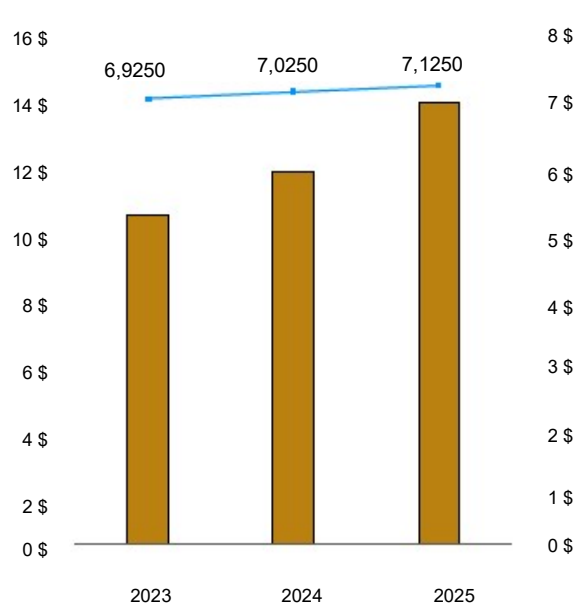
(% du taux de la correction de valeur)



BPA DILUÉ NORMALISÉ ET DIVIDENDES PAR ACTION

(en \$ par action)

(Dividendes en \$ par action)



4. Stratégie de la Société

Les informations qui suivent sont de nature prospective et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Vrai Nord

En mars 2025, la Société a lancé *Vrai Nord*, une stratégie de croissance transformatrice qui se déroulera sur une période de quatre ans. La stratégie Vrai Nord soutient la raison d'être de la marque de la Société et a pour objectif de favoriser la croissance de ses activités de commerce de détail fondamentales grâce à quatre éléments stratégiques clés, soit de placer les clients au cœur de sa stratégie, de bonifier le programme de fidélisation Récompenses Triangle et d'utiliser des données privilégiées, obtenues à l'aide de la technologie et de l'intelligence artificielle (« IA »), pour offrir une expérience numérique et en magasin rehaussée. La stratégie est mise en œuvre par une nouvelle équipe de haute direction et repose sur une nouvelle structure organisationnelle, afin de soutenir la transition de la Société d'une structure de société de portefeuille vers un modèle d'exploitation plus intégré et agile, capable d'exercer ses activités à grande échelle et d'offrir de la valeur à la clientèle.

L'exercice 2025 a représenté une année charnière pour la stratégie de croissance transformatrice Vrai Nord de la Société. La mise en œuvre du modèle d'exploitation agile, axé sur les technologies et efficace permet de nouvelles façons de travailler et d'importantes réalisations sur plusieurs fronts :

- Le programme Récompenses Triangle s'est taillé une place dans la vie d'un plus grand nombre de Canadiens et Canadiennes. Le programme compte maintenant 9,8 millions de membres actifs inscrits, ce qui représente une augmentation de 6 pour cent par rapport à 2024. Au début de 2026, dans le cadre de deux partenariats de fidélisation lancés par la Société, près de 100 000 membres de RBC Avion et 600 000 membres Petro-Points de Petro-Canada ont lié leur compte au programme Récompenses Triangle. Le partenariat de la Société avec WestJet (Récompenses WestJet) devrait être lancé au cours du deuxième trimestre de 2026, et le partenariat avec Tim Hortons (points FidéliTim) devrait suivre au second semestre de 2026.
- Les magasins rénovés continuent de soutenir la croissance. En 2025, des projets ont été menés à terme dans 52 magasins. Ces projets comprennent la rénovation, l'agrandissement ou le remplacement de 31 magasins Canadian Tire, y compris de nouveaux magasins Canadian Tire à Kelowna, en Colombie-Britannique, et à Kingston, en Ontario; et l'ouverture ou la rénovation de 21 magasins d'autres enseignes, y compris des magasins Mark's et SportChek aménagés selon de nouveaux formats attrayants en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et au Québec.
- De nouvelles capacités liées à l'optimisation des stocks, ainsi qu'un nouvel outil d'IA (DaiVID) qui optimise la fixation des prix et les marges, ont procuré de la valeur aux clients et contribué à la croissance. Le fait que le service de livraison le jour même soit de mieux en mieux connu dans toutes les enseignes a fait en sorte que la croissance des ventes de commerce électronique a surpassé la croissance des ventes des magasins physiques.
- La Compagnie de la Baie d'Hudson est devenue la plus récente marque détenue à avoir été lancée auprès des clients, avec sa capsule des fêtes « Rayures de la Baie d'Hudson » sortie au quatrième trimestre 2025 qui a suscité un vif intérêt chez les clients et généré d'excellentes ventes. Un assortiment complet d'articles sera mis en marché à l'été 2026.
- Le modèle organisationnel Vrai Nord de la Société définit clairement les responsabilités pour chacun des composants suivants : la stratégie de mise en marché (dirigée par Matt Moore, chef des services commerciaux), l'exécution de la vente au détail (dirigée par TJ Flood, chef de l'exploitation), la gestion du rendement et la discipline en matière de capital (dirigée par Darren Myers, chef des finances) et la gestion de l'initiative de transformation et la création de valeur (dirigée par Susan O'Brien, chef de la transformation, un poste nouvellement créé).
- Comme la restructuration liée à la stratégie *Vrai Nord* a été menée à terme au troisième trimestre de 2025, la Société tire maintenant parti des économies annualisées connexes; une tranche d'environ 30 millions de dollars de ces économies est reflétée dans les charges d'exploitation du quatrième trimestre de 2025. Les économies réalisées en 2026 continueront d'être accompagnées d'investissements ciblés visant à soutenir la croissance et à poursuivre la stratégie Vrai Nord, notamment grâce à des investissements dans le déploiement de l'IA.

- À la fin de l'exercice, le nombre d'actions de catégorie A sans droit de vote (CTC.A) en circulation avait diminué de 5 pour cent par rapport à l'exercice précédent, la Société ayant continué de mettre en œuvre son programme de rachat d'actions existant. La Société avait racheté de ses actions CTC.A pour un montant total de 442,4 millions de dollars, en plus du nombre requis à des fins d'antidilution, au cours de l'exercice dans le cadre de son intention de rachat d'actions de 2025 et de 2026.

Au cours du troisième trimestre de 2025, la Société a également négocié des modifications à ses contrats conclus avec les marchands du Groupe détail de manière à renforcer l'arrimage avec les priorités de la stratégie Vrai Nord.

5. Performance financière

Dans les présents résultats financiers, les activités d'Helly Hansen sont présentées séparément en tant qu'activités abandonnées. À moins d'indication contraire, toute l'information financière représente les résultats des activités poursuivies de la Société. Se reporter à la section 2.1, « Évolution générale des activités », pour plus d'information à ce sujet.

5.1 Performance financière consolidée

Les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet de 2025 comprennent une semaine d'activités de détail de plus que les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet de 2024.

5.1.1 Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
Ventes au détail ¹	5 860,7 \$	5 380,5 \$	8,9 %	18 986,9 \$	18 177,7 \$	4,5 %
Produits	4 551,1 \$	4 200,8 \$	8,3 %	16 315,5 \$	15 516,0 \$	5,2 %
Marge brute en dollars	1 576,6 \$	1 361,4 \$	15,8 %	5 615,3 \$	5 200,8 \$	8,0 %
Taux de la marge brute ¹	34,6 %	32,4 %	223 pb	34,4 %	33,5 %	90 pb
Autres charges (produits)	47,6 \$	(241,9) \$	n.s. ²	229,0 \$	(290,0) \$	n.s. ²
Frais de vente, généraux et administratifs	935,7	867,2	7,9 %	3 470,6	3 240,0	7,1 %
Amortissements	195,9	184,7	6,1 %	741,7	731,6	1,4 %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	78,7	82,8	(4,9) %	295,5	344,1	(14,1) %
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	(32,0) %	878,5 \$	1 175,1 \$	(25,2) %
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	86,3	83,2	3,7 %	219,5	259,6	(15,4) %
Taux d'imposition effectif ¹	27,1 %	17,8 %		25,0 %	22,1 %	
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	232,4 \$	385,4 \$	(39,7) %	659,0 \$	915,5 \$	(28,0) %
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	(3,1)	46,3	n.s. ²	(49,3)	56,4	n.s. ²
Bénéfice net	229,3 \$	431,7 \$	(46,9) %	609,7 \$	971,9 \$	(37,3) %
Bénéfice net attribuable aux :						
Actionnaires de la Société Canadian Tire						
Activités poursuivies	211,0 \$	365,2 \$	(42,2) %	575,6 \$	831,3 \$	(30,8) %
Activités abandonnées	(3,1)	46,3	n.s. ²	(49,3)	56,4	n.s. ²
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	21,4	20,2	5,9 %	83,4	84,2	(1,0) %
	229,3 \$	431,7 \$	(46,9) %	609,7 \$	971,9 \$	(37,3) %
Bénéfice par action de base	3,91 \$	7,40 \$	(47,2) %	9,70 \$	15,96 \$	(39,2) %
Activités poursuivies	3,97	6,57	(39,6)	10,60	14,95	(29,1) %
Activités abandonnées	(0,06)	0,83	n.s. ²	(0,90)	1,01	n.s. ²
Bénéfice par action dilué	3,90 \$	7,37 \$	(47,1) %	9,67 \$	15,92 \$	(39,3) %
Activités poursuivies	3,96	6,54	(39,4)	10,57	14,91	(29,1) %
Activités abandonnées	(0,06)	0,83	n.s. ²	(0,90)	1,01	n.s. ²
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :						
De base	53 154 717	55 624 885	(4,4) %	54 271 164	55 625 884	(2,4) %
Dilué	53 326 807	55 827 453	(4,5) %	54 460 287	55 766 848	(2,3) %

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

2. Non significatif.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente le bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de la Société. Pour plus d'information, se reporter à la note 14 des états financiers consolidés de 2025 de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
CT REIT				
Participations ne donnant pas le contrôle – 31,9 % (2024 – 31,6 %)	18,9 \$	18,9 \$	75,4 \$	78,0 \$
Filiale du secteur Détail				
Participations ne donnant pas le contrôle – 50,0 % (2024 – 50,0 %)	2,5	1,3	8,0	6,2
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	21,4 \$	20,2 \$	83,4 \$	84,2 \$

Éléments de normalisation

En ce qui concerne la stratégie Vrai Nord, la Société a comptabilisé des coûts de transformation de 125,1 millions de dollars pour l'exercice complet au titre des coûts de restructuration, qui comprennent les indemnités de départ et les coûts liés à l'optimisation du portefeuille de magasins de SportChek, incluant la fermeture de magasins Atmosphere autonomes. Pour l'exercice complet, la Société a aussi comptabilisé en charges un montant de 88,4 millions de dollars pour les coûts de transformation et les honoraires de services-conseils, dont 13,9 millions ont été comptabilisés en charges au cours du quatrième trimestre. Une perte de valeur de 17,0 millions de dollars liée à un placement à long terme a également été comptabilisée au quatrième trimestre. Ces coûts sont comptabilisés dans les autres charges (produits) dans les états consolidés du résultat net.

Les résultats d'exploitation pour l'exercice complet de 2024 comprenaient un profit de 241,0 millions de dollars comptabilisé dans les autres charges (produits), soit 222,9 millions après déduction de la réduction de valeur des stocks de 18,1 millions comptabilisée dans les coûts des activités génératrices de produits à la suite de la vente d'un immeuble à Brampton, en Ontario (le « centre de distribution de Brampton ») par la Société. La Société a aussi terminé son examen stratégique des activités des Services Financiers, au terme duquel des frais de vente, généraux et administratifs de 18,1 millions de dollars ont été comptabilisés. Ces éléments sont analysés en détail à la section 5.1.1 du rapport de gestion du quatrième trimestre de 2024 de la Société.

Le tableau suivant présente les éléments de normalisation comptabilisés au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Coûts de restructuration	— \$	— \$	125,1 \$	— \$
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	13,9	—	88,4	—
Perte de valeur liée à un placement à long terme	17,0	—	17,0	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton, déduction faite de la réduction de valeur des stocks	—	(222,9)	—	(222,9)
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	18,1	—	18,1
Total des coûts normalisés avant impôt	30,9 \$	(204,8) \$	230,5 \$	(204,8) \$
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	3,6	(20,6)	56,2	(20,6)
Total des coûts normalisés après impôt	27,3 \$	(184,2) \$	174,3 \$	(184,2) \$

Principales mesures normalisées – consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4 2025	Éléments de norma- lisation ¹	Résultat normalisé du T4 2025 ²	T4 2024	Éléments de norma- lisation ¹	Résultat normalisé du T4 2024 ²	Variation ³
Produits	4 551,1 \$	— \$	4 551,1 \$	4 200,8 \$	— \$	4 200,8 \$	8,3 %
Coût des activités génératrices de produits	2 974,5	—	2 974,5	2 839,4	(18,1)	2 821,3	5,4 %
Marge brute en dollars	1 576,6 \$	— \$	1 576,6 \$	1 361,4 \$	18,1 \$	1 379,5 \$	14,3 %
Taux de la marge brute ⁴	34,6 %	— pb	34,6 %	32,4 %	40 pb	32,8 %	180 pb
Autres charges (produits)	47,6 \$	(30,9) \$	16,7 \$	(241,9) \$	241,0 \$	(0,9) \$	n.s. ⁵
Frais de vente, généraux et administratifs	935,7	—	935,7	867,2	(18,1)	849,1	10,2 %
Amortissements	195,9	—	195,9	184,7	—	184,7	6,1 %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	78,7	—	78,7	82,8	—	82,8	(5,0) %
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	30,9 \$	349,6 \$	468,6 \$	(204,8) \$	263,8 \$	32,5 %
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	86,3	3,6	89,9	83,2	(20,6)	62,6	43,6 %
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	232,4 \$	27,3 \$	259,7 \$	385,4 \$	(184,2) \$	201,2 \$	29,1 %
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	(3,1)	—	(3,1)	46,3	—	46,3	n.s. ⁵
Bénéfice net	229,3 \$	27,3 \$	256,6 \$	431,7 \$	(184,2) \$	247,5 \$	3,7 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société							
Activités poursuivies	211,0 \$	27,3 \$	238,3 \$	365,2 \$	(184,2) \$	181,0 \$	31,7 %
Activités abandonnées	(3,1)	—	(3,1)	46,3	—	46,3	n.s. ⁵
BPA dilué	3,90 \$	0,51 \$	4,41 \$	7,37 \$	(3,30) \$	4,07 \$	8,4 %
Activités poursuivies	3,96	0,51	4,47	6,54	(3,30)	3,24	38,0 %
Activités abandonnées	(0,06)	—	(0,06)	0,83	—	0,83	n.s. ⁵

1. Se reporter au tableau sur les éléments de normalisation de la présente section pour plus d'information.

2. Ces mesures normalisées (excluant les produits, les amortissements, les charges financières nettes et le bénéfice net lié aux activités abandonnées) sont des mesures financières non conformes aux PCGR ou des ratios non conformes aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Variation entre les résultats normalisés.

4. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

5. Non significatif.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2025	Éléments de norma- lisation ¹	Résultat normalisé de 2025 ²	2024	Éléments de norma- lisation ¹	Résultat normalisé de 2024 ²	Variation ³
Produits	16 315,5 \$	— \$	16 315,5 \$	15 516,0 \$	— \$	15 516,0 \$	5,2 %
Coût des activités génératrices de produits	10 700,2	—	10 700,2	10 315,2	(18,1)	10 297,1	3,9 %
Marge brute en dollars	5 615,3 \$	— \$	5 615,3 \$	5 200,8 \$	18,1 \$	5 218,9 \$	7,6 %
Taux de la marge brute ⁴	34,4 %	— pb	34,4 %	33,5 %	10 pb	33,6 %	78 pb
Autres charges (produits)	229,0 \$	(230,5) \$	(1,5) \$	(290,0) \$	241,0 \$	(49,0) \$	96,9 %
Frais de vente, généraux et administratifs	3 470,6	—	3 470,6	3 240,0	(18,1)	3 221,9	7,7 %
Amortissements	741,7	—	741,7	731,6	—	731,6	1,4 %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	295,5	—	295,5	344,1	—	344,1	(14,1) %
Bénéfice avant impôt	878,5 \$	230,5 \$	1 109,0 \$	1 175,1 \$	(204,8) \$	970,3 \$	14,3 %
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	219,5	56,2	275,7	259,6	(20,6)	239,0	15,4 %
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	659,0 \$	174,3 \$	833,3 \$	915,5 \$	(184,2) \$	731,3 \$	13,9 %
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	(49,3)	—	(49,3)	56,4	—	56,4	n.s. ⁵
Bénéfice net	609,7 \$	174,3 \$	784,0 \$	971,9 \$	(184,2) \$	787,7 \$	(0,5) %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société							
Activités poursuivies	575,6 \$	174,3 \$	749,9 \$	831,3 \$	(184,2) \$	647,1 \$	15,9 %
Activités abandonnées	(49,3)	—	(49,3)	56,4	—	56,4	n.s. ⁵
BPA dilué	9,67 \$	3,20 \$	12,87 \$	15,92 \$	(3,30) \$	12,62 \$	2,0 %
Activités poursuivies	10,57	3,20	13,77	14,91	(3,30)	11,61	18,6 %
Activités abandonnées	(0,90)	—	(0,90)	1,01	—	1,01	n.s. ⁵

1. Se reporter au tableau sur les éléments de normalisation de la présente section pour plus d'information.

2. Ces mesures normalisées (excluant les produits, les amortissements, les charges financières nettes et le bénéfice net lié aux activités abandonnées) sont des mesures financières non conformes aux PCGR ou des ratios non conformes aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Variation entre les résultats normalisés.

4. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

5. Non significatif.

Analyse des résultats consolidés

Au quatrième trimestre, le bénéfice avant impôt consolidé s'est établi à 318,7 millions de dollars, résultat attribuable à la solide performance du secteur Détail partiellement contrebalancée par les coûts de restructuration et la charge pour perte de valeur non récurrents. La diminution par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à un profit lié aux biens immobiliers de 222,9 millions de dollars relatif à la vente du centre de distribution de Brampton au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice avant impôt normalisé a augmenté de 85,8 millions de dollars, ou 32,5 pour cent, pour s'établir à 349,6 millions, en raison de la performance solide du secteur Détail. Le BPA dilué a diminué de 3,96 \$ pour s'établir à 2,58 \$. Le BPA dilué normalisé s'est établi à 4,47 \$, en hausse de 1,23 \$.

Pour l'exercice complet, le bénéfice avant impôt consolidé a diminué de 296,6 millions de dollars, un résultat attribuable au fait que la solide performance du secteur Détail a été partiellement contrebalancée par les coûts de restructuration et la charge pour perte de valeur non récurrents et par la baisse de la performance du secteur Services Financiers. Un profit lié aux biens immobiliers de 222,9 millions de dollars relatif à la vente du centre de distribution de Brampton au quatrième trimestre de l'exercice précédent a également contribué à cette diminution. Le bénéfice avant impôt normalisé a augmenté de 138,7 millions de dollars, ou 14,3 pour cent, pour s'établir à 1 109,0 millions, en raison de l'amélioration de la rentabilité du secteur Détail. Le BPA dilué a diminué de 4,34 \$ pour s'établir à 10,57 \$. Le BPA dilué normalisé s'est établi à 13,77 \$, en hausse de 2,16 \$.

Au quatrième trimestre, la perte avant impôt liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 4,6 millions de dollars, ce qui reflète les rajustements postérieurs à la clôture finaux. Pour l'exercice complet, la perte avant impôt liée aux activités abandonnées s'est établie à 47,5 millions de dollars.

T4 2025		Exercice complet
Sommaire des résultats consolidés	▼ BPA dilué : 2,58 \$ par action	▼ BPA dilué : 4,34 \$ par action
	▲ BPA dilué normalisé : 1,23 \$ par action	▲ BPA dilué normalisé : 2,16 \$ par action
	- Les produits consolidés se sont établis à 4 551,1 millions de dollars, soit une hausse de 350,3 millions, ou 8,3 pour cent. Les produits consolidés, excluant la Division pétrolière¹, se sont chiffrés à 4 068,3 millions de dollars, en hausse de 10,1 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable au secteur Détail. - La marge brute consolidée en dollars s'est établie à 1 576,6 millions de dollars, en hausse de 215,2 millions, ou 15,8 pour cent, par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation au sein du secteur Détail. - Les autres charges (produits) se sont chiffrés à 47,6 millions de dollars, en raison principalement des charges liées à la restructuration et à la perte de valeur. Sur une base normalisée, les autres charges (produits) se sont chiffrés à 16,7 millions de dollars, principalement en raison de la perte de valeur comptabilisée au titre de certains actifs de magasins Party City. - Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés se sont établis à 935,7 millions de dollars, soit une hausse de 7,9 pour cent, ou 10,2 pour cent sur une base normalisée, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable aux secteurs Détail et Services Financiers. - La dotation aux amortissements s'est chiffrée à 195,9 millions de dollars, une hausse de 6,1 pour cent, ou de 11,2 millions, qui est attribuable aux dépenses d'investissement stratégiques de la Société. - Les charges financières nettes se sont établies à 78,7 millions de dollars, soit une baisse de 4,1 millions, ou 5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de la baisse des emprunts, ainsi que des taux d'intérêt réduits. - La charge (économie) d'impôt sur le résultat s'est établie à 86,3 millions de dollars, une hausse de 3,1 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des gains en capital non imposables, partiellement contrebalancée par la baisse du bénéfice avant impôt au cours de l'exercice considéré. - Le BPA dilué s'est chiffré à 3,96 \$, soit une baisse de 2,58 \$ par rapport à l'exercice précédent. Le BPA dilué normalisé s'est chiffré à 4,47 \$, soit une augmentation de 1,23 \$ par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la hausse du bénéfice net normalisé attribuable aux facteurs mentionnés précédemment.	- Les produits consolidés se sont établis à 16 315,5 millions de dollars, soit une hausse de 799,5 millions, ou 5,2 pour cent. Les produits consolidés, excluant la Division pétrolière, se sont chiffrés à 14 377,9 millions de dollars, en hausse de 7,0 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable au secteur Détail. - La marge brute consolidée en dollars s'est établie à 5 615,3 millions de dollars, en hausse de 414,5 millions, ou 8,0 pour cent, par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation au sein du secteur Détail. - Les autres charges (produits) se sont chiffrés à 229,0 millions de dollars, principalement en raison des coûts liés à la stratégie Vrai Nord qui ont été comptabilisés en charges au cours de la période. Sur une base normalisée, les autres charges (produits) se sont chiffrés à (1,5) million de dollars, ce qui représente une variation défavorable de 47,5 millions qui tient principalement de la baisse des profits liés aux biens immobiliers et de la perte de valeur comptabilisée au titre de certains actifs de magasins Party City au cours de l'exercice. - Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés se sont établis à 3 470,6 millions de dollars, soit une hausse de 7,1 pour cent, ou 7,7 pour cent sur une base normalisée, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable aux secteurs Détail et Services Financiers. - La dotation aux amortissements s'est chiffrée à 741,7 millions de dollars, une légère hausse de 1,4 pour cent, qui est attribuable aux dépenses d'investissement stratégiques de la Société. - Les charges financières nettes se sont établies à 295,5 millions de dollars, soit une baisse de 48,6 millions, ou 14,1 pour cent, par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de la baisse des emprunts, ainsi que des taux d'intérêt réduits. - La charge (économie) d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 219,5 millions de dollars, en baisse de 40,1 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution du bénéfice avant impôt, contrebalancée en partie par la baisse des gains en capital non imposables. - Le BPA dilué s'est chiffré à 10,57 \$, soit une baisse de 4,34 \$ par rapport à l'exercice précédent. Le BPA dilué normalisé s'est chiffré à 13,77 \$, soit une augmentation de 2,16 \$ par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la hausse du bénéfice net normalisé attribuable aux facteurs mentionnés précédemment.

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

5.1.2 Mesures clés de performance consolidées

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)	T4 2025	T4 2024	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs	935,7 \$	867,2 \$	68,5 \$
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹	935,7	849,1	86,6
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹ en pourcentage des produits ²	20,6 %	20,2 %	34 pb
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	(149,9) \$
Bénéfice avant impôt normalisé ¹	349,6	263,8	85,8
BAIIA ^{2, 3}	598,6	741,2	(142,6)
BAIIA ³ normalisé ¹	629,5	536,4	93,1
BAIIA ³ normalisé ¹ en pourcentage des produits ²	13,8 %	12,8 %	107 pb

1. Se reporter à la section 5.1.1 du présent rapport de gestion pour une description des éléments de normalisation.

2. Mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »).

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)	2025	2024	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs	3 470,6 \$	3 240,0 \$	230,6 \$
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹	3 470,6	3 221,9	248,7
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹ en pourcentage des produits ²	21,3 %	20,8 %	51 pb
Bénéfice avant impôt	878,5 \$	1 175,1 \$	(296,6) \$
Bénéfice avant impôt normalisé ¹	1 109,0	970,3	138,7
BAIIA ^{2, 3}	1 938,0	2 273,7	(335,7)
BAIIA ³ normalisé ¹	2 168,5	2 068,9	99,6
BAIIA ³ normalisé ¹ en pourcentage des produits ²	13,3 %	13,3 %	(4) pb

1. Se reporter à la section 5.1.1 du présent rapport de gestion pour une description des éléments de normalisation.

2. Mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »).

Les variations des pourcentages présentés sont attribuables aux variations connexes des produits, des frais de vente, généraux et administratifs et du bénéfice avant impôt présentées dans l'analyse des résultats consolidés ci-dessus.

5.1.3 Analyse des tendances saisonnières

Le tableau suivant présente la performance financière consolidée de la Société pour les activités poursuivies par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T4 2025 ¹	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023
Produits	4 551,1 \$	4 105,8 \$	4 201,9 \$	3 456,7 \$	4 200,8 \$	3 987,0 \$	3 995,4 \$	3 332,8 \$	4 168,9 \$
Bénéfice net (perte nette)	232,4	191,3	188,3	47,0	385,4	218,6	232,4	79,1	167,9
BPA dilué	3,96	3,13	3,07	0,49	6,54	3,55	3,72	1,08	2,57

1. Les résultats du quatrième trimestre de 2025 comprennent une semaine d'activités de détail de plus que les résultats du quatrième trimestre de 2024.

5.2 Performance du secteur Détail

Les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet de 2025 comprennent une semaine d'activités de détail de plus que les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet de 2024, sauf pour la croissance des ventes comparables, les ventes par pied carré et la croissance du volume des ventes d'essence comparables.

5.2.1 Résultats financiers du secteur Détail

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
Ventes au détail ¹	5 860,7 \$	5 380,5 \$	8,9 %	18 986,9 \$	18 177,7 \$	4,5 %
Produits	4 150,7 \$	3 816,7 \$	8,8 %	14 728,6 \$	13 970,6 \$	5,4 %
Marge brute en dollars	1 361,0 \$	1 168,6 \$	16,5 %	4 765,5 \$	4 380,6 \$	8,8 %
Taux de la marge brute ¹	32,8 %	30,6 %	217 pb	32,4 %	31,4 %	100 pb
Autres charges (produits)	8,7 \$	(281,0) \$	n.s. ²	75,2 \$	(422,6) \$	n.s. ²
Frais de vente, généraux et administratifs	831,6	773,0	7,5 %	3 081,5	2 889,8	6,6 %
Amortissements	251,7	232,6	8,2 %	934,7	921,0	1,5 %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	58,3	67,8	(14,0) %	220,9	291,1	(24,1) %
Bénéfice (perte) avant impôt lié aux activités poursuivies	210,7 \$	376,2 \$	(44,0) %	453,2 \$	701,3 \$	(35,4) %
Bénéfice avant impôt lié aux activités abandonnées	(4,6)	60,6	n.s. ²	(47,5)	70,9	n.s. ²
Bénéfice (perte) avant impôt	206,1 \$	436,8 \$	(52,8) %	405,7 \$	772,2 \$	(47,5) %

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

2. Non significatif.

Principales mesures normalisées – Détail

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4 2025	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T4 2025 ²	T4 2024	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T4 2024 ²	Variation ³
Produits	4 150,7 \$	— \$	4 150,7 \$	3 816,7 \$	— \$	3 816,7 \$	8,8 %
Coût des activités génératrices de produits	2 789,7	—	2 789,7	2 648,1	(18,1)	2 630,0	6,1 %
Marge brute en dollars	1 361,0 \$	— \$	1 361,0 \$	1 168,6 \$	18,1 \$	1 186,7 \$	14,7 %
Taux de la marge brute ⁴	32,8 %	— pb	32,8 %	30,6 %	47 pb	31,1 %	170 pb
Autres charges (produits)	8,7 \$	(30,9) \$	(22,2) \$	(281,0) \$	241,0 \$	(40,0) \$	(44,5) %
Frais de vente, généraux et administratifs	831,6	—	831,6	773,0	(8,7)	764,3	8,8 %
Amortissements	251,7	—	251,7	232,6	—	232,6	8,2 %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	58,3	—	58,3	67,8	—	67,8	(14,0) %
Bénéfice (perte) avant impôt lié aux activités poursuivies	210,7 \$	30,9 \$	241,6 \$	376,2 \$	(214,2) \$	162,0 \$	49,1 %
Bénéfice avant impôt lié aux activités abandonnées	(4,6)	—	(4,6)	60,6	—	60,6	n.s. ⁵
Bénéfice (perte) avant impôt	206,1 \$	30,9 \$	237,0 \$	436,8 \$	(214,2) \$	222,6 \$	6,5 %

1. Se reporter à la section 5.1.1 du présent rapport de gestion pour une description des éléments de normalisation.

2. Ces mesures normalisées (excluant les produits, les amortissements, les charges financières nettes et le bénéfice avant impôt lié aux activités abandonnées) sont des mesures financières non conformes aux PCGR ou des ratios non conformes aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Variation entre les résultats normalisés.

4. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

5. Non significatif.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2025	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé de 2025 ²	2024	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé de 2024 ²	Variation ³
Produits	14 728,6 \$	— \$	14 728,6 \$	13 970,6 \$	— \$	13 970,6 \$	5,4 %
Coût des activités génératrices de produits	9 963,1	—	9 963,1	9 590,0	(18,1)	9 571,9	4,1 %
Marge brute en dollars	4 765,5 \$	— \$	4 765,5 \$	4 380,6 \$	18,1 \$	4 398,7 \$	8,3 %
Taux de la marge brute ⁴	32,4 %	— pb	32,4 %	31,4 %	13 pb	31,5 %	55 pb
Autres charges (produits)	75,2 \$	(230,5) \$	(155,3) \$	(422,6) \$	241,0 \$	(181,6) \$	(14,5) %
Frais de vente, généraux et administratifs	3 081,5	—	3 081,5	2 889,8	(8,7)	2 881,1	7,0 %
Amortissements	934,7	—	934,7	921,0	—	921,0	1,5 %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	220,9	—	220,9	291,1	—	291,1	(24,1) %
Bénéfice (perte) avant impôt lié aux activités poursuivies	453,2 \$	230,5 \$	683,7 \$	701,3 \$	(214,2) \$	487,1 \$	40,4 %
Bénéfice avant impôt lié aux activités abandonnées	(47,5)	—	(47,5)	70,9	—	70,9	n.s. ⁵
Bénéfice (perte) avant impôt	405,7 \$	230,5 \$	636,2 \$	772,2 \$	(214,2) \$	558,0 \$	14,0 %

1. Se reporter à la section 5.1.1 du présent rapport de gestion pour une description des éléments de normalisation.

2. Ces mesures normalisées (excluant les produits, les amortissements, les charges financières nettes et le bénéfice avant impôt lié aux activités abandonnées) sont des mesures financières non conformes aux PCGR ou des ratios non conformes aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Variation entre les résultats normalisés.

4. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

5. Non significatif.

5.2.2 Mesures clés de performance du secteur Détail¹

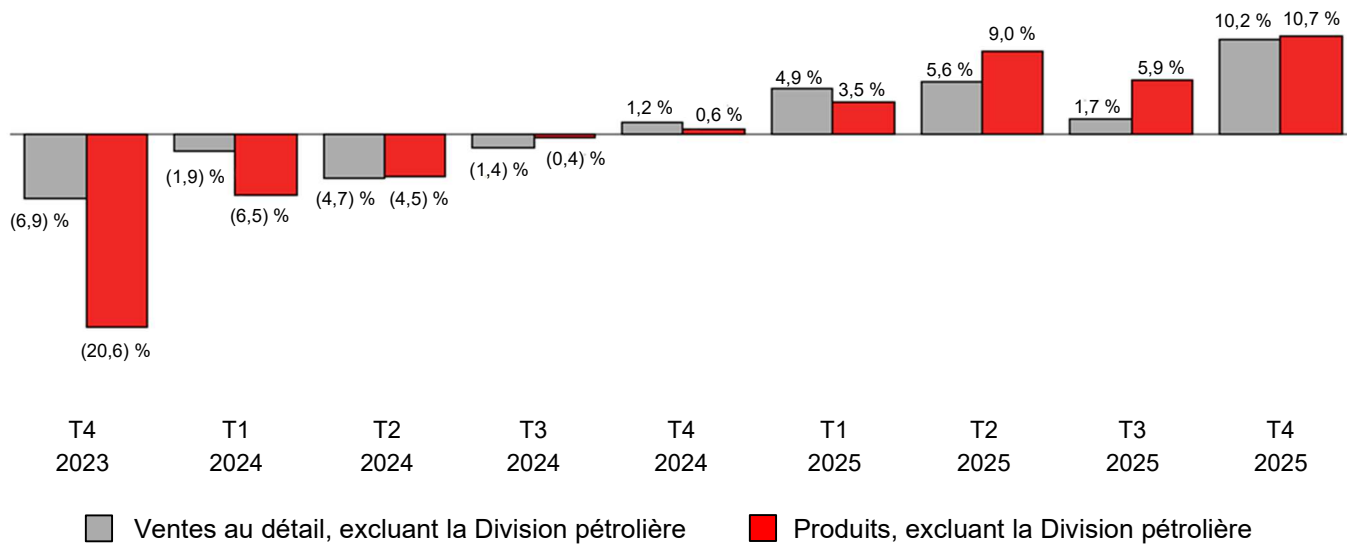
(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
 Produits ²	4 150,7 \$	3 816,7 \$	8,8 %	14 728,6 \$	13 970,6 \$	5,4 %
Produits, excluant la Division pétrolière	3 667,9	3 312,0	10,7 %	12 791,0	11 894,0	7,5 %
Nombre de magasins	1 690	1 704				
Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	35,4	35,3				
Croissance des ventes au détail ³	8,9 %	1,1 %		4,5 %	(1,8) %	
Croissance des ventes au détail, excluant la Division pétrolière ³	10,2 %	1,2 %		5,9 %	(1,7) %	
Croissance des ventes comparables consolidées ^{3, 4}	4,2 %	1,1 %		4,1 %	(1,7) %	
Rendement du capital investi dans les activités de détail ^{5, 6}	11,0 %	9,8 %	119 pb	s.o.	s.o.	
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ⁷ du secteur Détail en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière ^{3, 6}	22,7 %	23,1 %	(41) pb	24,1 %	24,2 %	(13) pb
Taux de pénétration des marques détenues ³	37,9 %	38,0 %	(2) pb	36,5 %	36,7 %	(15) pb
 Produits ^{2, 8}	2 379,8 \$	2 187,2 \$	8,8 %	9 081,2 \$	8 452,6 \$	7,4 %
Nombre de magasins ⁹	673	671				
Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	24,4	24,2				
Ventes par pied carré ^{3, 10}	511 \$	497 \$	2,8 %	s.o.	s.o.	
Croissance des ventes au détail ^{3, 11}	8,7 %	1,3 %		5,6 %	(1,9) %	
Croissance des ventes comparables ³	2,7 %	1,1 %		3,7 %	(2,0) %	
 Produits ²	637,8 \$	546,8 \$	16,6 %	2 071,9 \$	1 897,7 \$	9,2 %
Nombre de magasins ¹²	354	371				
Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	7,1	7,2				
Ventes par pied carré ^{3, 13}	335 \$	315 \$	6,3 %	s.o.	s.o.	
Croissance des ventes au détail ^{3, 14}	14,5 %	0,2 %		7,4 %	(1,3) %	
Croissance des ventes comparables ³	9,5 %	0,4 %		6,2 %	(0,7) %	
 Produits ^{2, 15}	647,3 \$	575,3 \$	12,5 %	1 620,4 \$	1 523,3 \$	6,4 %
Nombre de magasins	386	383				
Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	3,9	3,8				
Ventes par pied carré ^{3, 13}	416 \$	410 \$	1,7 %	s.o.	s.o.	
Croissance des ventes au détail ^{3, 16}	13,0 %	2,4 %		6,5 %	— %	
Croissance des ventes comparables ³	7,2 %	1,8 %		3,9 %	(0,1) %	
 Produits ²	482,8 \$	504,7 \$	(4,3) %	1 937,6 \$	2 076,6 \$	(6,7) %
Postes d'essence	277	279				
Marge brute en dollars	61,3 \$	52,4 \$	17,0 %	226,2 \$	210,2 \$	7,6 %
Croissance des ventes au détail ³	(1,5) %	0,3 %		(5,3) %	(2,3) %	
Croissance du volume des ventes d'essence en litres	9,4 %	1,4 %		4,8 %	(2,1) %	
Croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables en litres ³	0,7 %	0,6 %		1,7 %	(2,5) %	

- L'écart entre les ventes au détail et les ventes comparables est en partie attribuable à la base de calcul, puisque les ventes comparables sont calculées sur 52 semaines, comparativement aux ventes au détail, qui sont calculées sur un exercice complet (53 semaines).
- Les produits présentés pour le Groupe détail, SportChek, Mark's et la Division pétrolière pour les périodes de 14 semaines et de 53 semaines closes le 3 janvier 2026 comprennent des produits intersectoriels de 3,0 millions de dollars (2024 – 7,7 millions) et de 11,7 millions (2024 – 10,9 millions), respectivement. Le total des produits du Groupe détail, de SportChek, de Mark's et de la Division pétrolière ne correspond donc pas au total des produits du secteur Détail.
- Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.
- La croissance des ventes comparables exclut la Division pétrolière.
- Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé sur 12 mois sur une base normalisée.
- Mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.
- Se reporter à la section 5.1.1 du présent rapport de gestion pour une description des éléments de normalisation.
- Les produits comprennent les produits de Canadian Tire, de PartSource, de PHL, de Party City et de Franchise Trust.
- Le nombre de magasins comprend les magasins Canadian Tire et des autres enseignes, totalisant 171 magasins (2024 – 169 magasins). Les autres enseignes comprennent PartSource, PHL et Party City.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois. La superficie consacrée à la vente au détail exclut le centre du jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos, et la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes de Canadian Tire, de PartSource, de PHL et de Party City, ainsi que la composante main-d'œuvre des ventes dans les centres-autos Canadian Tire.
- SportChek comprend des magasins franchisés dans lesquels d'autres magasins sont intégrés.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés.
- Les produits comprennent les ventes d'articles dans les magasins franchisés de Mark's, les ventes au détail dans les succursales de Mark's, les produits tirés des activités de commerce de gros de la division commerciale de Mark's, ainsi que les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes au détail dans les succursales de Mark's et ses magasins franchisés, mais exclut les produits tirés des services de retouches et de broderie.

Le graphique suivant présente la performance des ventes au détail¹ et des produits du secteur Détail, excluant la Division pétrolière^{1, 2}, par trimestre pour les deux derniers exercices. Les résultats sont présentés pour les activités poursuivies.

Croissance des ventes au détail et des produits d'un exercice à l'autre



1. Les résultats du quatrième trimestre de 2025 comprennent une semaine d'activités de détail de plus que les résultats des quatrième trimestres de 2024 et de 2023.
2. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

Analyse du secteur Détail

Le bénéfice avant impôt s'est établi à 210,7 millions de dollars pour le quatrième trimestre et à 453,2 millions pour l'exercice complet, ce qui représente une baisse de 165,5 millions et de 248,1 millions, respectivement, par rapport à l'exercice précédent. La diminution d'un exercice à l'autre reflète principalement l'incidence des coûts de restructuration non récurrents engagés au cours de l'exercice considéré et l'absence d'un profit lié aux biens immobiliers de 222,9 millions de dollars comptabilisé au quatrième trimestre de l'exercice précédent relativement à la vente du centre de distribution de Brampton.

Sur une base normalisée, le bénéfice avant impôt du secteur Détail a augmenté de 79,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre et de 196,6 millions pour l'exercice complet, en raison de la solide performance opérationnelle sous-jacente de toutes les principales enseignes, malgré l'augmentation des charges d'exploitation découlant d'investissements en technologies de l'information (« TI ») annoncés précédemment pour permettre de concrétiser la stratégie transformatrice Vrai Nord.

Le taux de pénétration du programme de fidélisation¹ a augmenté de 112 points de base sur 12 mois pour atteindre 55,5 pour cent des ventes au détail, selon le balayage des cartes de fidélité, incluant la Division pétrolière.

	T4 2025	Exercice complet
Ventes au détail	▲ 480,2 millions de dollars ou 8,9 % ▲ Croissance des ventes comparables de 4,2 % - Les ventes au détail se sont établies à 5 860,7 millions de dollars, en hausse de 8,9 pour cent. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail ont augmenté de 10,2 pour cent, ou 488,8 millions de dollars, par rapport à l'exercice précédent. Les conditions météorologiques ont été un facteur important de croissance des ventes dans toutes les principales enseignes, principalement SportChek. ▼ Les ventes au détail du Groupe détail ont augmenté de 8,7 pour cent. Les ventes ont augmenté dans la plupart des divisions en raison de la forte croissance dans les catégories des Articles saisonniers et de jardinage, ainsi que dans les catégories d'articles liés aux conditions météorologiques. - SPORTCHEK Les ventes au détail de SportChek ont augmenté de 14,5 pour cent en raison des fortes ventes dans les catégories des vêtements pour l'extérieur, des vêtements à l'effigie d'équipes sportives et des articles de hockey. ■ Mark's Les ventes au détail de Mark's ont augmenté de 13,0 pour cent en raison des ventes solides des magasins aménagés selon le nouveau format et de la croissance élevée dans les catégories des vêtements tout-aller pour femmes, des vêtements de travail et des chaussures tout-aller. ▼ ESSENCE+ Les ventes au détail des postes Essence+ ont diminué de 1,5 pour cent en raison de la baisse des prix de l'essence par litre, partiellement contrebalancée par la hausse des volumes d'essence.	▲ 809,2 millions de dollars ou 4,5 % ▲ Croissance des ventes comparables de 4,1 % - Les ventes au détail se sont établies à 18 986,9 millions de dollars, en hausse de 4,5 pour cent. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail ont augmenté de 5,9 pour cent, ou 935,9 millions de dollars, par rapport à l'exercice précédent. La croissance des ventes enregistrée dans toutes les principales enseignes a été principalement stimulée par SportChek et le Groupe détail. - Les ventes de commerce électronique¹ se sont chiffrées à 1 milliard de dollars, en hausse de 8,5 pour cent par rapport à l'exercice précédent. ▼ Les ventes au détail du Groupe détail ont augmenté de 5,6 pour cent sous l'effet de hausses dans toutes les divisions, principalement dans la catégorie Au volant et des Articles saisonniers et de jardinage. - SPORTCHEK Les ventes au détail de SportChek ont augmenté de 7,4 pour cent en raison des fortes ventes dans les catégories des vêtements à l'effigie d'équipes sportives, des vêtements pour l'extérieur et des articles de hockey. ■ Mark's Les ventes au détail de Mark's ont augmenté de 6,5 pour cent en raison de la croissance dans les catégories des chaussures de travail pour hommes, des vêtements de travail et des jeans pour hommes. ▼ ESSENCE+ Les ventes au détail des postes Essence+ ont diminué de 5,3 pour cent en raison de la baisse des prix de l'essence par litre, partiellement contrebalancée par la hausse des volumes d'essence.

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

Analyse du secteur Détail (suite)

	T4 2025	Exercice complet
Produits	▲ 334,0 millions de dollars ou 8,8 % ▲ 10,7 %, en excluant la Division pétrolière Les produits du secteur Détail se sont établis à 4 150,7 millions de dollars, soit une augmentation de 8,8 pour cent, ou 334,0 millions, attribuable à la hausse des livraisons au Groupe détail et à la forte croissance enregistrée chez Mark's et SportChek.	▲ 758,0 millions de dollars ou 5,4 % ▲ 7,5 %, en excluant la Division pétrolière Les produits du secteur Détail se sont établis à 14 728,6 millions de dollars, soit une augmentation de 5,4 pour cent, ou 758,0 millions, attribuable à la hausse des livraisons au Groupe détail et à la croissance des ventes enregistrée chez Mark's et SportChek.
Marge brute	▲ 192,4 millions de dollars ou 16,5 % ▲ 217 pb du taux de la marge brute ▲ 16,4 %, en excluant la Division pétrolière¹ ▲ 173 pb du taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière¹ - La marge brute en dollars du secteur Détail s'est établie à 1 361,0 millions de dollars, en hausse de 192,4 millions. La marge brute en dollars, en excluant la Division pétrolière¹, s'est établie à 1 299,7 millions de dollars, soit une hausse de 183,5 millions, ou 16,4 pour cent, en raison de l'augmentation des produits décrite précédemment, en plus d'une hausse du taux de la marge brute. - Le taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière, s'est établi à 35,4 pour cent, soit une hausse de 173 points de base. Sur une base normalisée, le taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière, a augmenté de 118 points de base. Ces augmentations sont attribuables à la hausse des taux de la marge du Groupe détail et de SportChek.	▲ 384,9 millions de dollars ou 8,8 % ▲ 100 pb du taux de la marge brute ▲ 8,8 %, en excluant la Division pétrolière ▲ 42 pb du taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière - La marge brute en dollars du secteur Détail s'est établie à 4 765,5 millions de dollars, en hausse de 384,9 millions. La marge brute en dollars, en excluant la Division pétrolière, s'est établie à 4 539,3 millions de dollars, soit une hausse de 368,9 millions, ou 8,8 pour cent, en raison de l'augmentation des produits décrite précédemment, en plus d'une hausse du taux de la marge brute. - Le taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière, s'est établi à 35,5 pour cent, soit une hausse de 42 points de base. Sur une base normalisée, le taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière, a augmenté de 27 points de base. Ces augmentations sont attribuables à la légère hausse des taux de la marge brute du Groupe détail et de SportChek.
Autres charges (produits)	▲ 289,7 millions de dollars ou 103,1 % Des charges de normalisation de 30,9 millions de dollars pour l'exercice considéré et des produits de normalisation de 241,0 millions pour l'exercice précédent ont donné lieu à une augmentation des autres charges (produits) de 271,9 millions. Compte non tenu de ces éléments, les autres charges (produits) normalisés ont enregistré une variation défavorable de 17,8 millions de dollars qui tient principalement d'une charge pour perte de valeur comptabilisée au titre de certains actifs de magasins Party City au cours du trimestre.	▲ 497,8 millions de dollars ou 117,8 % Des charges de normalisation de 230,5 millions de dollars pour l'exercice considéré et des produits de normalisation de 241,0 millions pour l'exercice précédent ont donné lieu à une augmentation des autres charges (produits) de 471,5 millions. Compte non tenu de ces éléments, les autres charges (produits) normalisés ont enregistré une variation défavorable de 26,3 millions de dollars qui tient principalement de la perte de valeur comptabilisée au titre de certains actifs de magasins Party City au cours de l'exercice.

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

Analyse du secteur Détail (suite)

	T4 2025	Exercice complet
Frais de vente, généraux et administratifs	▲ 58,6 millions de dollars ou 7,5 % Les frais de vente, généraux et administratifs se sont chiffrés à 831,6 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 7,5 pour cent, ou 8,8 pour cent sur une base normalisée, principalement en raison de la hausse des coûts liés aux immeubles, de la rémunération variable et des coûts liés aux TI, ainsi que des hausses découlant de l'inflation et des coûts liés aux volumes des ventes.	▲ 191,7 millions de dollars ou 6,6 % Les frais de vente, généraux et administratifs se sont chiffrés à 3 081,5 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,6 pour cent, ou 7,0 pour cent sur une base normalisée, principalement en raison de la hausse des investissements en TI et dans les technologies en lien avec la stratégie Vrai Nord, des coûts liés aux immeubles et de la rémunération variable, ainsi que des hausses découlant de l'inflation et des coûts liés aux volumes des ventes.
Amortissements	▲ 19,0 millions de dollars ou 8,2 % La dotation aux amortissements a augmenté en raison de la hausse des dépenses d'investissement stratégiques de la Société.	▲ 13,7 millions de dollars ou 1,5 % La dotation aux amortissements a augmenté en raison de la hausse des dépenses d'investissement stratégiques de la Société.
Charges financières nettes	▼ 9,5 millions de dollars ou 14,0 % Les charges financières nettes ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse des emprunts et des taux d'intérêt.	▼ 70,2 millions de dollars ou 24,1 % Les charges financières nettes ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse des emprunts et des taux d'intérêt.
Sommaire des résultats	▼ 165,5 millions de dollars ou 44,0 % Le bénéfice avant impôt a diminué de 165,5 millions de dollars. Le bénéfice avant impôt normalisé a augmenté de 79,6 millions de dollars en raison des facteurs susmentionnés.	▼ 248,1 millions de dollars ou 35,4 % Le bénéfice avant impôt a diminué de 248,1 millions de dollars. Le bénéfice avant impôt normalisé a augmenté de 196,6 millions de dollars en raison des facteurs susmentionnés.

5.2.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Détail

Les produits et le bénéfice (la perte) avant impôt trimestriels sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le tableau suivant présente la performance financière du secteur Détail de la Société pour les activités poursuivies par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025 ¹	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023
Ventes au détail	5 860,7 \$	4 541,5	\$ 5 161,7	\$ 3 423,0	5 380,5 \$	4 539,5	\$ 5 000,2	\$ 3 257,5	5 323,4 \$
Produits	4 150,7	3 705,8	3 810,3	3 061,8	3 816,7	3 591,9	3 617,5	2 944,5	3 796,0
Bénéfice (perte) avant impôt	210,7	144,6	161,1	(63,2)	376,2	162,2	181,2	(18,3)	121,6

1. Les résultats du quatrième trimestre de 2025 comprennent une semaine d'activités de détail de plus que les résultats du quatrième trimestre de 2024.

5.3 Performance du secteur Services Financiers

5.3.1 Résultats financiers du secteur Services Financiers

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
Produits	404,8 \$	388,9 \$	4,1 %	1 593,8 \$	1 560,2 \$	2,2 %
Marge brute en dollars	195,4 \$	175,4 \$	11,4 %	761,7 \$	741,9 \$	2,7 %
Taux de la marge brute ¹	48,3 %	45,1 %	319 pb	47,8 %	47,5 %	24 pb
Autres charges (produits)	1,1 \$	1,2 \$	n.s. ²	3,8 \$	(1,1) \$	n.s. ²
Frais de vente, généraux et administratifs	116,4	107,4	8,4 %	426,2	388,4	9,7 %
Amortissements	1,5	2,6	(43,1) %	6,7	9,4	(28,8) %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	(2,8)	(3,3)	(15,1) %	(9,7)	(16,8)	(42,4) %
Bénéfice avant impôt	79,2 \$	67,5 \$	17,3 %	334,7 \$	362,0 \$	(7,5) %

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

2. Non significatif.

Principales mesures normalisées – Services Financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4 2025	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T4 2025 ²	T4 2024	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T4 2024 ²	Variation ³
Produits	404,8 \$	— \$	404,8 \$	388,9 \$	— \$	388,9 \$	4,1 %
Marge brute en dollars	195,4	—	195,4	175,4	—	175,4	11,4 %
Taux de la marge brute ⁴	48,3 %	— pb	48,3 %	45,1 %	— pb	45,1 %	319 pb
Autres charges (produits)	1,1 \$	— \$	1,1 \$	1,2 \$	— \$	1,2 \$	(8,3) %
Frais de vente, généraux et administratifs	116,4	—	116,4	107,4	(9,4)	98,0	18,8 %
Amortissements	1,5	—	1,5	2,6	—	2,6	(43,1) %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	(2,8)	—	(2,8)	(3,3)	—	(3,3)	(15,1) %
Bénéfice avant impôt	79,2 \$	— \$	79,2 \$	67,5 \$	9,4 \$	76,9 \$	3,0 %

1. Se reporter à la section 5.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Ces mesures normalisées (les frais de vente, généraux et administratifs et le bénéfice avant impôt) sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Variation entre les résultats normalisés.

4. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – Services Financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2025	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé de 2025 ²	2024	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé de 2024 ²	Variation ³
Produits	1 593,8 \$	— \$	1 593,8 \$	1 560,2 \$	— \$	1 560,2 \$	2,2 %
Marge brute en dollars	761,7	—	761,7	741,9	—	741,9	2,7 %
Taux de la marge brute ⁴	47,8 %	— pb	47,8 %	47,5 %	— pb	47,5 %	24 pb
Autres charges (produits)	3,8 \$	— \$	3,8 \$	(1,1) \$	— \$	(1,1) \$	n.s. ⁵
Frais de vente, généraux et administratifs	426,2	—	426,2	388,4	(9,4)	379,0	12,5 %
Amortissements	6,7	—	6,7	9,4	—	9,4	(28,8) %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	(9,7)	—	(9,7)	(16,8)	—	(16,8)	(42,4) %
Bénéfice avant impôt	334,7 \$	— \$	334,7 \$	362,0 \$	9,4 \$	371,4 \$	(9,9) %

1. Se reporter à la section 5.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Ces mesures normalisées (les frais de vente, généraux et administratifs et le bénéfice avant impôt) sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Variation entre les résultats normalisés.

4. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

5. Non significatif.

Analyse du secteur Services Financiers

Le bénéfice avant impôt du secteur Services Financiers s'est établi à 79,2 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 11,7 millions par rapport à l'exercice précédent et de 2,3 millions sur une base normalisée. La hausse de la marge brute en dollars découle principalement de l'augmentation des produits d'intérêts et de la baisse des pertes de valeur nettes, et elle a été partiellement contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs liée aux investissements relatifs à des impératifs réglementaires et aux investissements dans la stratégie Vrai Nord annoncés précédemment.

Pour l'exercice complet, le bénéfice avant impôt du secteur Services Financiers s'est établi à 334,7 millions de dollars, en baisse de 27,3 millions par rapport à l'exercice précédent, et de 36,7 millions sur une base normalisée, en raison de la hausse des frais de vente, généraux et administratifs principalement attribuable aux investissements relatifs à des impératifs réglementaires et aux investissements dans la stratégie Vrai Nord annoncés précédemment, ainsi que de la hausse des charges liées aux volumes.

	T4 2025	Exercice complet
Produits	▲ 15,9 millions de dollars ou 4,1 % Pour le trimestre, les produits se sont établis à 404,8 millions de dollars, soit une hausse de 15,9 millions, ou 4,1 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits d'intérêts.	▲ 33,6 millions de dollars ou 2,2 % Les produits se sont établis à 1 593,8 millions de dollars, soit une hausse de 33,6 millions, ou 2,2 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits d'intérêts, contrebalancée en partie par une baisse des frais.
Marge brute en dollars	▲ 20,0 millions de dollars ou 11,4 % La marge brute en dollars s'est établie à 195,4 millions de dollars, en hausse de 20,0 millions, ou 11,4 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par la croissance des produits et la baisse des pertes de valeur nettes, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des frais de financement.	▲ 19,8 millions de dollars ou 2,7 % La marge brute en dollars s'est établie à 761,7 millions de dollars, en hausse de 19,8 millions, ou 2,7 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par la croissance des produits, contrebalancée par la hausse des pertes de valeur nettes et des frais de financement, conformément aux prévisions.
Frais de vente, généraux et administratifs	▲ 9,0 millions de dollars ou 8,4 % Les frais de vente, généraux et administratifs se sont établis à 116,4 millions de dollars, soit une hausse de 9,0 millions, ou 8,4 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ont augmenté de 18,4 millions de dollars, principalement en raison de la hausse des coûts liés aux TI et des frais de consultation pour soutenir les investissements dans les infrastructures relatifs à des impératifs réglementaires et les initiatives liées à la stratégie Vrai Nord, ainsi que de la hausse des charges liées au personnel et des coûts liés aux volumes.	▲ 37,8 millions de dollars ou 9,7 % Les frais de vente, généraux et administratifs se sont établis à 426,2 millions de dollars, soit une hausse de 37,8 millions, ou 9,7 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ont augmenté de 47,2 millions de dollars, principalement en raison de la hausse des coûts liés aux TI et des frais de consultation pour soutenir les investissements dans les infrastructures relatifs à des impératifs réglementaires et les initiatives liées à la stratégie Vrai Nord, ainsi que de la hausse des coûts liés aux volumes.
Sommaire des résultats	▲ 11,7 millions de dollars ou 17,3 % Le bénéfice avant impôt s'est établi à 79,2 millions de dollars, soit une hausse de 11,7 millions, ou 17,3 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, attribuable aux facteurs mentionnés précédemment. Sur une base normalisée, le bénéfice avant impôt a augmenté de 2,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.	▼ 27,3 millions de dollars ou 7,5 % Le bénéfice avant impôt s'est établi à 334,7 millions de dollars, soit une baisse de 27,3 millions, ou 7,5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, attribuable aux facteurs mentionnés précédemment. Sur une base normalisée, le bénéfice avant impôt a diminué de 36,7 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

5.3.2 Mesures clés de performance du secteur Services Financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
Croissance des ventes par cartes de crédit ¹	3,9 %	3,5 %		3,4 %	1,6 %	
Créances moyennes brutes ¹	7 656 \$	7 465 \$	2,5 %	7 524 \$	7 374 \$	2,0 %
Produits (en pourcentage des créances moyennes brutes) ^{1, 2}	21,2 %	21,2 %		s.o.	s.o.	
Nombre moyen de comptes ayant un solde (en milliers)	2 354	2 335	0,8 %	2 321	2 318	0,1 %
Solde moyen des comptes ¹ (au dollar près)	3 252 \$	3 197 \$	1,7 %	3 242 \$	3 180 \$	1,9 %
Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ^{1, 2}	7,2 %	7,0 %		s.o.	s.o.	
Taux des créances sur cartes de crédit en souffrance ³	3,5 %	3,6 %		s.o.	s.o.	
Taux de la correction de valeur	12,0 %	12,4 %		s.o.	s.o.	
Rendement des créances ^{1, 2}	4,4 %	4,9 %		s.o.	s.o.	
Proportion du mode de paiement ^{1, 2}	13,2 %	13,2 %		s.o.	s.o.	
Argent Canadian Tire octroyé aux titulaires de carte de crédit de la BCT ^{1, 2}	328,5 \$	292,4 \$	12,3 %	s.o. \$	s.o. \$	

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

2. Les données sont calculées sur 12 mois.

3. Ratio non conforme aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

Carte de pointage du secteur Services Financiers

T4 2025 par rapport au T4 2024

Croissance	▲ 3,9 % des ventes par cartes de crédit ▲ 2,5 % des créances moyennes brutes ▲ 0,8 % du nombre moyen de comptes ayant un solde ▲ 1,7 % du solde moyen des comptes ► Baisse de 2 pb de la proportion du mode de paiement ▲ 12,3 % de l'Argent Canadian Tire octroyé aux titulaires de carte de crédit de la BCT • Les ventes par cartes de crédit ont augmenté de 3,9 pour cent par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des dépenses tant à l'interne, au sein des enseignes du secteur Détail, que chez les marchands externes. • Les créances moyennes brutes ont augmenté de 2,5 pour cent en raison de l'engagement toujours élevé des titulaires de carte, qui s'est traduit par une hausse de 1,7 pour cent du solde des comptes liée à la croissance des ventes par cartes de crédit et à la croissance du nombre de comptes actifs. • La vigueur des ventes par cartes de crédit et l'engagement des titulaires de carte ont favorisé l'octroi d'Argent électronique Canadian Tire par rapport à l'exercice précédent.
Performance	▼ 46 pb du rendement des créances ► Hausse de 2 pb des produits en pourcentage des créances moyennes brutes • Le rendement des créances a diminué de 46 points de base en raison de la baisse du bénéfice sur 12 mois pour soutenir les investissements dans les infrastructures relatifs à des impératifs réglementaires et les initiatives liées à la stratégie Vrai Nord, ainsi que de la croissance des créances moyennes brutes.
Mesures d'exploitation	▼ Baisse de 11 pb des créances en souffrance depuis deux mois ou plus ▲ 13 pb du taux de radiation nette liée aux cartes de crédit ▼ Baisse de 33 pb du taux de la correction de valeur • Le taux des créances sur cartes de crédit en souffrance depuis deux mois ou plus est demeuré stable, avec une baisse de 11 points de base à la fin du trimestre par rapport à l'exercice précédent. • Le taux de radiation nette liée aux cartes de crédit a augmenté de 13 points de base, ce qui s'explique par l'augmentation du montant des radiations nettes en dollars par rapport à la croissance des créances, conformément aux prévisions. Le taux de radiation nette est demeuré stable par rapport au troisième trimestre de 2025. • Le taux de la correction de valeur a diminué de 33 points de base pour s'établir à 12,0 pour cent, ce qui demeure à l'intérieur de la fourchette de 11,5 pour cent à 13,5 pour cent annoncée précédemment. À 934,9 millions de dollars, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues à l'égard des créances sur prêts est demeurée relativement inchangée par rapport au troisième trimestre de 2025.

5.3.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Services Financiers

Les produits et le bénéfice avant impôt trimestriels sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le tableau suivant présente la performance financière consolidée du secteur par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023
Produits	404,8 \$	401,3 \$	392,1 \$	395,6 \$	388,9 \$	399,1 \$	383,2 \$	389,0 \$	379,9 \$
Bénéfice avant impôt	79,2	84,4	74,1	97,0	67,5	110,3	88,5	95,7	85,2

5.4 Performance du secteur CT REIT

5.4.1 Résultats financiers du secteur CT REIT

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
Produits tirés des immeubles ¹	153,0 \$	145,4 \$	5,1 %	604,3 \$	578,7 \$	4,4 %
Charges liées aux immeubles ¹	33,5	30,9	8,4 %	132,6	125,7	5,5 %
Frais généraux et administratifs	4,3	2,8	49,2 %	18,4	16,1	14,5 %
Charges financières nettes	34,3	31,2	10,0 %	131,6	121,8	8,1 %
Ajustement au titre (du profit) de la perte à la juste valeur ²	(110,4)	(54,8)	n.s. ³	(195,4)	(119,1)	64,1 %
Bénéfice avant impôt	191,3 \$	135,3 \$	41,4 %	517,1 \$	434,2 \$	19,1 %
Ajustement découlant du passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement à la méthode du coût amorti						
Ajustement au titre du profit (de la perte) à la juste valeur	110,4	54,8	n.s. ³	195,4	119,1	64,1 %
(Profit) réalisé à la vente d'immeubles	—	—	n.s. ³	—	(12,8)	n.s. ³
Amortissement et perte de valeur	21,8	20,7	5,3 %	84,4	80,9	4,3 %
Bénéfice avant impôt, selon les méthodes comptables de la Société	59,1 \$	59,8 \$	(1,2) %	237,3 \$	247,0 \$	(3,9) %

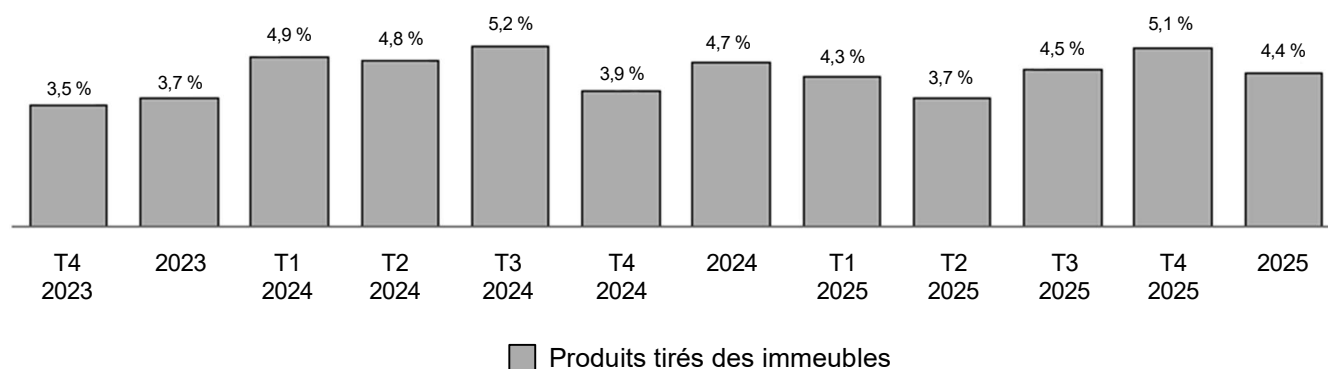
1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

2. La juste valeur est éliminée à la consolidation.

3. Non significatif.

Le graphique suivant présente la performance des produits tirés des immeubles d'un exercice à l'autre de CT REIT par trimestre pour les deux derniers exercices.

Croissance des produits tirés des immeubles d'un exercice à l'autre



Analyse du secteur CT REIT

Pour le trimestre, les produits du secteur CT REIT, selon les méthodes comptables de la Société, ont diminué de 0,7 million de dollars en raison de la hausse des charges financières nettes, des charges liées aux immeubles, des frais généraux et administratifs et de l'amortissement, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des produits tirés des immeubles.

Pour l'exercice complet, les produits du secteur CT REIT, selon les méthodes comptables de la Société, ont diminué de 9,7 millions de dollars, surtout en raison d'un profit réalisé à la vente d'un immeuble au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

	T4 2025	Exercice complet
Produits tirés des immeubles	▲ 7,6 millions de dollars ou 5,1 % Les produits tirés des immeubles se sont établis à 153,0 millions de dollars, soit une augmentation de 7,6 millions, ou 5,1 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions d'immeubles, aux projets d'intensification et d'aménagement achevés en 2024 et en 2025, et aux hausses contractuelles de loyer.	▲ 25,6 millions de dollars ou 4,4 % Les produits tirés des immeubles se sont établis à 604,3 millions de dollars, soit une augmentation de 25,6 millions, ou 4,4 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions d'immeubles, aux projets d'intensification et d'aménagement achevés en 2024 et en 2025, et aux hausses contractuelles de loyer.
Charges liées aux immeubles	▲ 2,6 millions de dollars ou 8,4 % Les charges liées aux immeubles se sont établies à 33,5 millions de dollars, soit une augmentation de 2,6 millions, ou 8,4 pour cent, essentiellement attribuable à la hausse de l'impôt foncier.	▲ 6,9 millions de dollars ou 5,5 % Les charges liées aux immeubles se sont établies à 132,6 millions de dollars, soit une augmentation de 6,9 millions, ou 5,5 pour cent, essentiellement attribuable à la hausse de l'impôt foncier.
Frais généraux et administratifs	▲ 1,5 million de dollars ou 49,2 % Les frais généraux et administratifs se sont chiffrés à 4,3 millions de dollars, soit une augmentation de 1,5 million principalement attribuable à la hausse de l'évaluation à la valeur de marché au titre de la charge de rémunération variable.	▲ 2,3 millions de dollars ou 14,5 % Les frais généraux et administratifs se sont chiffrés à 18,4 millions de dollars, soit une augmentation de 2,3 millions principalement attribuable à la hausse de l'évaluation à la valeur de marché au titre de la charge de rémunération variable et de la hausse de la rémunération du personnel.
Amortissement	▲ 1,1 million de dollars ou 5,3 % La dotation à l'amortissement s'est chiffrée à 21,8 millions de dollars, en hausse de 1,1 million, ou 5,3 pour cent, en raison des acquisitions d'immeubles et des projets d'intensification et d'aménagement achevés en 2024 et en 2025.	▲ 3,5 millions de dollars ou 4,3 % La dotation à l'amortissement s'est chiffrée à 84,4 millions de dollars, en hausse de 3,5 millions, ou 4,3 pour cent, en raison des acquisitions d'immeubles et des projets d'intensification et d'aménagement achevés en 2024 et en 2025.
Charges financières nettes	▲ 3,1 millions de dollars ou 10,0 % Les charges financières nettes se sont chiffrées à 34,3 millions de dollars, soit une hausse de 3,1 millions, ou 10,0 pour cent, en raison de la hausse des taux sur les parts de société en commandite de catégorie C et de l'émission de débentures de premier rang non garanties de série J.	▲ 9,8 millions de dollars ou 8,1 % Les charges financières nettes se sont chiffrées à 131,6 millions de dollars, soit une hausse de 9,8 millions, ou 8,1 pour cent, en raison de la hausse des taux sur les parts de société en commandite de catégorie C, des prélèvements effectués sur les facilités de crédit, de la hausse des intérêts sur les obligations locatives et de la baisse des produits d'intérêt.
Sommaire des résultats	▼ 0,7 million de dollars ou 1,2 % Le bénéfice avant impôt, selon les méthodes comptables de la Société, s'est établi à 59,1 millions de dollars, soit une baisse de 0,7 million, ou 1,2 pour cent, en raison des facteurs mentionnés précédemment.	▼ 9,7 millions de dollars ou 3,9 % Le bénéfice avant impôt, selon les méthodes comptables de la Société, s'est établi à 237,3 millions de dollars, soit une baisse de 9,7 millions, ou 3,9 pour cent, en raison d'un profit réalisé à la vente d'un immeuble au deuxième trimestre de 2024, contrebalancé par les facteurs mentionnés précédemment.

5.4.2 Mesures clés de performance du secteur CT REIT

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par part)	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
Bénéfice d'exploitation net ¹	121,2 \$	115,6 \$	4,9 %	478,7 \$	457,6 \$	4,6 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	80,7	79,0	2,2 %	323,6	314,7	2,8 %
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ¹ – dilués	0,339 \$	0,334 \$	1,5 %	1,360 \$	1,333 \$	2,0 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	75,6	73,0	3,6 %	303,1	292,4	3,7 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés par part ¹ – dilués	0,317 \$	0,308 \$	2,9 %	1,274 \$	1,239 \$	2,8 %

1. Mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1.6 du présent rapport de gestion.

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net pour le trimestre a augmenté de 4,9 pour cent par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des hausses contractuelles de loyer et du recouvrement de dépenses d'investissement, combinés à la hausse du bénéfice d'exploitation net attribuable aux immeubles acquis et ayant fait l'objet de travaux d'intensification et d'aménagement en 2024 et en 2025.

Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO »)

Pour le trimestre, les FTO ont augmenté de 2,2 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'une acquisition et des projets d'intensification et d'aménagement achevés en 2024 et en 2025, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des charges financières nettes.

FTO par part – dilués

Pour le trimestre, les FTO par part ont augmenté de 1,5 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison du fait que la croissance des FTO a dépassé celle du nombre moyen pondéré de parts en circulation, après dilution.

Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (« FTOA »)

Pour le trimestre, les FTOA ont augmenté de 3,6 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'une acquisition et des projets d'intensification et d'aménagement achevés en 2024 et en 2025, ainsi que des hausses contractuelles de loyer, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des charges financières nettes.

FTOA par part – dilués

Pour le trimestre, les FTOA par part – dilués ont augmenté de 2,9 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison du fait que la croissance des FTOA a dépassé celle du nombre moyen pondéré de parts en circulation, après dilution.

6. Analyse du bilan, liquidités et sources de financement

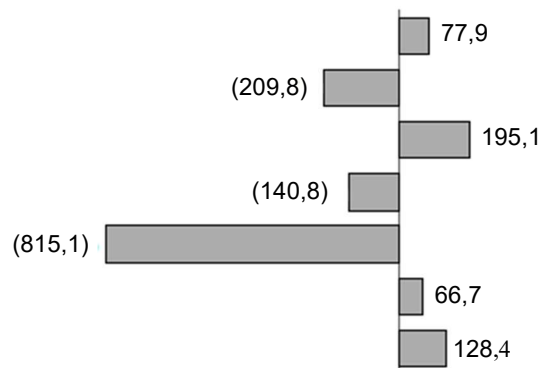
6.1 Principaux faits saillants du bilan

Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 3 janvier 2026 et la variation d'un exercice à l'autre par rapport au 28 décembre 2024 sont présentés ci-dessous. Les données comparatives de l'exercice précédent n'ont pas été retraitées à la suite de la vente d'Helly Hansen.

Variation du total de l'actif	▼	700,8 \$
--------------------------------------	----------	-----------------

Actifs	3 janvier 2026
Trésorerie et équivalents de trésorerie	553,5
Créances clients et autres débiteurs	1 053,2
Créances sur prêts (courantes et à long terme)	7 395,7
Stocks de marchandises	2 417,5
Goodwill et immobilisations incorporelles	1 361,1
Immeubles de placement	503,4
Immobilisations corporelles	5 522,8

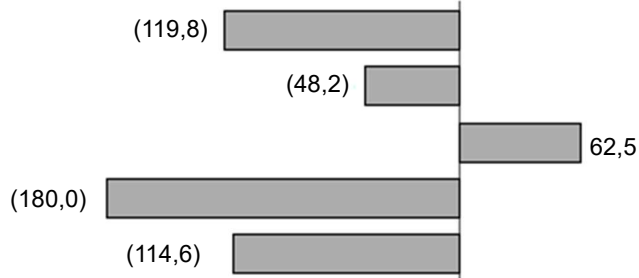
**Variation des actifs
d'un exercice à l'autre**



Variation du total du passif	▼	426,4 \$
-------------------------------------	----------	-----------------

Passifs	3 janvier 2026
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 811,6
Obligations locatives (courantes et à long terme)	2 441,9
Provisions (à court et à long terme)	315,8
Dette à long terme (courante et à long terme)	4 375,9
Impôt différé	130,9

**Variation des passifs
d'un exercice à l'autre**



Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	▲ 77,9 millions de dollars	Se reporter à la section 6.2, Sommaire des flux de trésorerie, pour plus d'information.
Créances clients et autres débiteurs	▼ 209,8 millions de dollars	La diminution des créances clients et autres débiteurs est principalement attribuable à la vente d'Helly Hansen au deuxième trimestre de 2025.
Créances sur prêts (courantes et à long terme)	▲ 195,1 millions de dollars	La hausse est principalement attribuable à l'accroissement des activités des titulaires de cartes de crédit, tant sur le plan du solde moyen que du nombre de comptes de cartes de crédit actifs.
Stocks de marchandises	▼ 140,8 millions de dollars	La diminution des stocks s'explique par la vente d'Helly Hansen au deuxième trimestre de 2025, partiellement contrebalancée par une augmentation des stocks qui s'explique par la réception d'articles plus tôt qu'à l'exercice précédent.
Goodwill et immobilisations incorporelles	▼ 815,1 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable à la vente d'Helly Hansen au deuxième trimestre de 2025.
Immeubles de placement	▲ 66,7 millions de dollars	L'augmentation des immeubles de placement est attribuable à divers placements de la FPI.
Immobilisations corporelles	▲ 128,4 millions de dollars	L'augmentation tient principalement aux investissements dans le réseau de magasins et dans la chaîne d'approvisionnement, incluant le nouveau centre de distribution de la Société à Richmond qui a ouvert en 2025.
Passifs		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	▼ 119,8 millions de dollars	La baisse s'explique principalement par la vente d'Helly Hansen au deuxième trimestre de 2025.
Obligations locatives (courantes et à long terme)	▼ 48,2 millions de dollars	La diminution des obligations locatives est principalement attribuable au calendrier des paiements de loyers et à la vente de l'entreprise Helly Hansen au deuxième trimestre de 2025.
Provisions (à court et à long terme)	▲ 62,5 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable aux provisions en lien avec la stratégie Vrai Nord et à la hausse des ventes qui a donné lieu à une hausse des provisions pour retours sous garantie au cours de l'exercice.
Dette à long terme (courante et à long terme)	▼ 180,0 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable au remboursement de billets à moyen terme pour un montant de 200 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2025.
Impôt différé	▼ 114,6 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable à la vente d'Helly Hansen au deuxième trimestre de 2025.

6.2 Sommaire des flux de trésorerie

Les tableaux suivants présentent certains postes des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société liés aux activités poursuivies et aux activités abandonnées pour les trimestres et les exercices clos le 3 janvier 2026 et le 28 décembre 2024.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	Variation
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	798,9 \$	875,3 \$	(76,4) \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(248,6)	171,7	(420,3)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(339,2)	(925,4)	586,2
Flux de trésorerie générés (utilisés) au cours de la période	211,1 \$	121,6 \$	89,5 \$

(en millions de dollars canadiens)	2025	2024	Variation
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	952,1 \$	2 063,8 \$	(1 111,7) \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	638,8	(264,1)	902,9
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 513,0)	(1 635,3)	122,3
Flux de trésorerie générés (utilisés) au cours de la période	77,9 \$	164,4 \$	(86,5) \$

	T4 2025	Exercice complet
Activités d'exploitation	▼ Variation de 76,4 millions de dollars La diminution des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable aux variations du fonds de roulement.	▼ Variation de 1 111,7 millions de dollars La diminution des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable aux variations du fonds de roulement et à la hausse de l'impôt sur le résultat payé.
Activités d'investissement	▼ Variation de 420,3 millions de dollars La diminution des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement est principalement attribuable à la baisse du produit de la cession d'immeubles, qui comprenait le centre de distribution de Brampton, à l'exercice précédent.	▲ Variation de 902,9 millions de dollars L'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement est principalement attribuable au produit de la vente d'Helly Hansen qui a eu lieu au cours de l'exercice considéré, contrebalancé en partie par la baisse du produit de la cession d'immeubles, qui comprenait le centre de distribution de Brampton, à l'exercice précédent.
Activités de financement	▲ Variation de 586,2 millions de dollars La diminution des flux de trésorerie affectés aux activités de financement est principalement attribuable à la baisse du remboursement net sur la dette à long terme, contrebalancée par l'augmentation des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote.	▲ Variation de 122,3 millions de dollars La diminution des flux de trésorerie affectés aux activités de financement est attribuable à la hausse du remboursement de titres d'emprunt à court terme et de la dette à long terme au cours de l'exercice précédent, contrebalancée en partie par l'augmentation des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote pour l'exercice en cours.

6.3 Gestion du capital

La définition du capital varie selon les sociétés, les secteurs et les objectifs particuliers. Dans le cadre de la gestion du capital de la Société, la direction inclut les éléments suivants dans la définition du capital, qui inclut la dette de Glacier Credit Card Trust (« GCCT »), mais exclut celle de Franchise Trust puisqu'elle relève de la responsabilité juridique des marchands.

(en millions de dollars canadiens)	2025	% du total	2024	% du total
Composantes du capital				
Dépôts	1 109,4 \$	7,9 %	1 171,4 \$	8,0 %
Emprunts à court terme	295,1	2,1 %	295,8	2,0 %
Tranche courante de la dette à long terme	758,0	5,4 %	680,4	4,6 %
Dette à long terme	3 617,9	25,7 %	3 875,5	26,5 %
Dépôts à long terme	2 432,7	17,3 %	2 386,0	16,3 %
Total de la dette	8 213,1 \$	58,4 %	8 409,1 \$	57,4 %
Capital social	615,9	4,4 %	625,9	4,3 %
Bénéfices non distribués	5 230,3	37,2 %	5 614,4	38,3 %
Total du capital sous gestion	14 059,3 \$	100,0 %	14 649,4 \$	100,0 %

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital visent à :

- s'assurer d'avoir des liquidités suffisantes et la flexibilité nécessaire pour accéder à des capitaux additionnels auprès de sources multiples, au besoin, afin de remplir ses obligations financières à leur échéance et de mener à bien ses plans opérationnels et stratégiques;
- réduire le coût du capital après impôt tout en prenant en considération les principaux risques, incluant les conditions actuelles et futures sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie décrites à la section 11 du présent rapport de gestion.

6.3.1 Contexte réglementaire de la Banque Canadian Tire

La BCT gère son capital conformément aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF ») du Canada, qui sont fondées sur le dispositif de Bâle III élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Le dispositif de Bâle III est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et est conçu pour améliorer la réglementation, la supervision et la gestion des risques au sein du secteur bancaire.

Pour se conformer à ce cadre réglementaire, la BCT a mis en place plusieurs politiques, procédures et contrôles en matière de gestion du capital. Un élément essentiel du dispositif est le processus interne annuel d'évaluation de la suffisance du capital, qui aide la BCT à atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels.

Les objectifs de gestion du capital de la Banque comprennent les suivants :

- respecter toutes les exigences réglementaires applicables;
- maintenir et renforcer la confiance dans la sécurité et la solidité de la Banque;
- permettre la croissance des actifs et des passifs;
- compenser les pertes d'exploitation et les pertes de placement inattendues et la volatilité.

À la fin du quatrième trimestre de 2025, la Banque se conformait à toutes les exigences réglementaires applicables en matière de capital du BSIF et avait atteint ses cibles établies à l'interne dans le cadre du processus interne d'évaluation de la suffisance du capital.

6.4 Activités d'investissement

6.4.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de la Société pour les périodes closes le 3 janvier 2026 et le 28 décembre 2024 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2025	2024
Modernisation du processus d'exécution et des systèmes	182,8 \$	181,7 \$
Expérience client omnicanal	142,7	102,4
Investissements dans les magasins	176,7	194,3
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation¹	502,2 \$	478,4 \$
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société	128,3	96,7
Total des dépenses d'investissement²	630,5 \$	575,1 \$

1. Mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

2. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

Exercice complet	
Total des dépenses d'investissement	▲ 55,4 millions de dollars Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation et le total des dépenses d'investissement de la Société se sont établis à 502,2 millions de dollars et à 630,5 millions, respectivement, une hausse de 23,8 millions et de 55,4 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable au calendrier des dépenses.

Engagements en capital

Au 3 janvier 2026, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 94,7 millions de dollars (28 décembre 2024 – 122,4 millions).

Dépenses d'investissement liées à l'exploitation

Les informations qui suivent sont de nature prospective et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation de la Société pour l'exercice complet de 2025 se sont chiffrées à 502,2 millions de dollars, soit un montant inférieur à la fourchette de 525 millions à 575 millions annoncée au troisième trimestre de 2025. Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation pour l'exercice complet de 2026 devraient se situer dans une fourchette de 500 millions à 550 millions de dollars.

6.5 Liquidités et financement

La direction veille à s'assurer que la Société maintienne des liquidités suffisantes, tant par la réalisation d'un bilan solide que par la capacité d'accéder à des capitaux additionnels auprès de sources multiples. Les secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT disposent chacun de diverses sources de financement et de liquidités de rechange afin de remplir les obligations financières à leur échéance et de mener à bien leurs plans opérationnels et stratégiques.

Au 3 janvier 2026, la Société, CT REIT et la BCT respectaient chacune toutes les clauses restrictives financières des conventions relatives aux marges de crédit bancaire engagées énumérées dans le tableau ci-après présentant les sources de financement.

Au 3 janvier 2026

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Trésorerie et équivalents de trésorerie	553,5 \$	210,7 \$	338,6 \$	4,2 \$
Placements à court terme	148,5	—	148,5	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, montant total net¹	702,0 \$	210,7 \$	487,1 \$	4,2 \$
Marges de crédit bancaire engagées ²	3 775,0	1 975,0	1 500,0	300,0
Moins : emprunts impayés ³	—	—	—	—
Moins : papier commercial libellé en dollars américains en cours ⁴	—	—	—	—
Moins : lettres de crédit en cours	2,7	—	—	2,7
Marges de crédit bancaire engagées disponibles	3 772,3 \$	1 975,0 \$	1 500,0 \$	297,3 \$
Liquidités¹	4 474,3 \$	2 185,7 \$	1 987,1 \$	301,5 \$

1. Mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de signification normalisée en vertu des Normes IFRS de comptabilité et, par conséquent, elle pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.
2. L'engagement de financement du secteur Services Financiers comprend une facilité d'achat de billets de 1,2 milliard de dollars de GCCT et une marge de crédit bancaire garantie de 300,0 millions. La direction exclut des liquidités du secteur Services Financiers l'écart entre le papier commercial adossé à des créances en cours émis par GCCT (pour un montant de 295 millions au 3 janvier 2026) et la facilité de trésorerie consortiale de style mondial de 300,0 millions, puisque l'accès à cette facilité dépend du financement initial sur le marché, qui n'a pas toujours été disponible dans le passé.
3. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.
4. La marge de crédit bancaire engagée de CTC sert de crédit de sûreté pour le papier commercial libellé en dollars américains, de sorte que ces emprunts réduisent la trésorerie du secteur Détail.

Au 3 janvier 2026, la trésorerie et les placements à court terme de la Société s'élevaient à 702,0 millions de dollars, déduction faite de la dette bancaire, et les liquidités totalisaient 4,5 milliards, soit 2,2 milliards, 2,0 milliards et 301,5 millions pour les secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT, respectivement.

Sources de financement	
Marges de crédit bancaire engagées et facilité d'achat de billets titrisés	- Un consortium de huit institutions financières canadiennes et de deux institutions financières étrangères fournit une marge de crédit bancaire non garantie de 1 975 millions de dollars à des fins générales, qui comprend un crédit de sécurité pour le papier commercial libellé en dollars américains en cours, laquelle viendra à échéance en septembre 2030. Au 3 janvier 2026, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité. - Un consortium de sept institutions financières canadiennes fournit à CT REIT une marge de crédit bancaire non garantie de 300,0 millions de dollars, laquelle viendra également à échéance en septembre 2030. Au 3 janvier 2026, CT REIT n'avait prélevé aucun montant sur sa marge de crédit bancaire. - La BCT a accès à une marge de crédit bancaire garantie de 300,0 millions de dollars et une facilité d'achat de billets titrisés de 1,2 milliard, qui arrivent toutes deux à échéance en avril 2028. Au 3 janvier 2026, la BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire et avait un montant nominal à payer sur ses billets adossés à des créances sur cartes de crédit de premier rang et subordonnés émis par GCCT au prêteur en vertu de sa facilité d'achat de billets.
Programmes de papier commercial	- La Société a un programme de papier commercial libellé en dollars américains lui permettant d'émettre des billets à ordre à court terme non garantis pour un montant maximal de 1,0 milliard de dollars américains. Ces billets, d'une durée allant de un jour à 270 jours, sont émis à escompte et ont égalité de rang de paiement avec toutes les obligations non subordonnées et non garanties de la Société. Au 3 janvier 2026, la Société n'avait aucun papier commercial libellé en dollars américains en cours. - Parallèlement, la Société conclut des dérivés de change afin de couvrir le risque de change associé aux composantes capital et intérêt dans le cadre de ses émissions de papier commercial libellé en dollars américains. La Société ne désigne pas ces dérivés comme des couvertures aux fins comptables. - GCCT tient un programme de papier commercial adossé à des créances qui lui permet d'émettre des billets à ordre adossés à des créances sur cartes de crédit à court terme pour un montant maximal de 300 millions de dollars. Le programme est entièrement soutenu par une facilité de trésorerie de type mondial fournie par un consortium de cinq institutions financières canadiennes et arrivera à échéance en septembre 2028. Au 3 janvier 2026, GCCT avait du papier commercial adossé à des créances en cours pour un montant de 295,1 millions de dollars en emprunts à court terme.
Billets à moyen terme, emprunt à terme et débentures non garanties de premier rang	- Au 3 janvier 2026, la Société avait des billets à moyen terme en cours pour un montant en capital total de 950,0 millions de dollars. - Au 3 janvier 2026, CT REIT avait des débentures non garanties de premier rang en cours d'un montant en capital total de 1 425,0 millions de dollars.
Billets à terme adossés à des créances de premier rang et subordonnés	Au 3 janvier 2026, GCCT avait des billets à terme adossés à des créances sur cartes de crédit en cours d'un montant de 2 000,0 millions de dollars, constitués de billets à terme de premier rang d'un montant de 1 870,0 millions et de billets à terme subordonnés d'un montant de 130,0 millions.
Dépôts de CPG auprès de courtiers	Au 3 janvier 2026, les dépôts de CPG de la BCT, lesquels proviennent de divers de réseaux de courtiers actifs, s'élevaient à 2 957,5 millions de dollars.
Dépôts de détail	Au 3 janvier 2026, les dépôts de détail de la BCT s'élevaient 584,6 millions de dollars et se composaient de dépôts dans des comptes d'épargne à intérêt élevé et dans des CPG de détail, qui sont offerts dans le cadre des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») ou non.
Immobilier	- Au 3 janvier 2026, la Société détenait une participation effective de 68,1 pour cent dans CT REIT, qui comprend des parts de CT REIT négociées en bourse. La Société effectue aussi des transactions immobilières stratégiques touchant des immeubles n'appartenant pas à CT REIT. - CT REIT a accès à des sources de financement supplémentaires, notamment la capacité d'accéder aux marchés des titres d'emprunt et de capitaux propres, sous réserve des modalités de la déclaration de fiducie de CT REIT et de toutes les exigences réglementaires applicables. - Au 3 janvier 2026, CT REIT avait un emprunt hypothécaire en cours d'un montant de 8,1 millions de dollars. Cet emprunt hypothécaire est garanti par un immeuble de placement.

Notations du crédit

Une notation du crédit fournit généralement une indication du risque que l'emprunteur ne remplisse pas ses obligations en temps voulu relativement aux intérêts et au capital. Les notations des instruments d'emprunt à long terme varient selon une fourchette qui va de la plus haute qualité de crédit (habituellement « AAA ») au défaut de paiement (habituellement « D »). Les notations pour les instruments d'emprunt à court terme varient selon une fourchette qui va de « R-1 (élevée) » (Morningstar DBRS), « A-1+ » (S&P), « P-1 » (Moody's) ou « F1+ » (Fitch), représentant la plus haute qualité de crédit, à « D » (Morningstar DBRS, S&P et Fitch) et « not prime » (Moody's), pour la qualité la moins élevée.

Notation	Morningstar DBRS		S&P		Moody's		Fitch	
	Tendance	Notation	Tendance	Perspectives	Tendance	Perspectives	Tendance	Perspectives
Société								
Canadian Tire¹								
Émetteur (à long terme)	BBB	Stable	BBB	Stable	—	—	—	—
Billets à moyen terme (à long terme)	BBB	Stable	BBB	—	—	—	—	—
Émetteur (à court terme)	—	—	A-2	—	P-2	—	—	—
Glacier Credit Card Trust								
Billets à terme de premier rang adossés à des créances	AAA (fs)	—	AAA (fs)	—	—	—	—	—
Billets à terme subordonnés adossés à des créances	A (fs)	—	A (fs)	—	—	—	—	—
Papier commercial adossé à des créances	R-1 (élevée) (fs)	—	—	—	—	—	F1+ (fs)	—
CT REIT								
Émetteur (à court et à long terme)	BBB	Stable	—	—	—	—	—	—
Déventures de premier rang non garanties	BBB	Stable	—	—	—	—	—	—

1. S&P attribue à la Société des notations d'émetteur à long terme et à court terme (pour les monnaies locales et étrangères), tandis que Moody's attribue une notation à court terme uniquement pour le programme de papier commercial libellé en dollars américains de la Société.

6.5.1 Obligations contractuelles, garanties et engagements

La Société fait appel à diverses sources afin d'assurer le financement des dépenses d'investissement, des besoins en fonds de roulement, du versement de dividendes et d'autres besoins financiers, comme les remboursements sur la dette et les rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le tableau suivant présente les obligations contractuelles dont la Société doit s'acquitter au cours des cinq prochaines années et au-delà de cette période. Au 3 janvier 2026, la Société était d'avis qu'elle avait la capacité de s'acquitter de ces obligations contractuelles.

(en millions de dollars canadiens)	2026	2027	2028	2029	2030	2031 et par la suite	Total
Dépôts	1 120,5 \$	735,4 \$	739,0 \$	534,8 \$	423,5 \$	— \$	3 553,2 \$
Total de la dette ¹	758,1	825,0	900,0	250,0	1 100,0	550,0	4 383,1
Obligations liées aux contrats de location ²	414,7	398,3	333,8	270,1	212,0	1 299,6	2 928,5
Obligations liées aux achats	2 839,0	342,1	228,6	119,1	33,2	2,8	3 564,8
Autres obligations	32,8	26,5	14,2	10,2	8,2	9,0	100,9
Paielements d'intérêts	330,4	281,6	191,1	124,3	59,9	101,8	1 089,1
	5 495,5 \$	2 608,9 \$	2 406,7 \$	1 308,5 \$	1 836,8 \$	1 963,2 \$	15 619,6 \$

1. Comprend la dette à court terme, la dette à long terme, les billets à terme de GCCT (billets à terme de premier rang et subordonnés) et un emprunt hypothécaire. Ces éléments sont présentés en détail à la note 21 des états financiers consolidés de 2025.

2. Exclut des options raisonnablement certaines représentant 314,0 millions de dollars (2024 – 249,3 millions).

Dans le cours normal des activités, la Société conclut plusieurs ententes dont certaines caractéristiques peuvent correspondre à la notion de garantie. Pour une analyse des garanties et des engagements importants de la Société, se reporter à la note 35 des états financiers consolidés de 2025. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux garanties et engagements susmentionnés est présentée à la note 24 des états financiers consolidés de 2025.

6.6 Frais de financement

Le tableau qui suit présente les frais de financement liés à la dette à court terme et à la dette à long terme et exclut les dépôts détenus par la BCT, la dette de Franchise Trust et les intérêts sur l'obligation locative.

(en millions de dollars canadiens)	2025	2024
Charges d'intérêts ¹	211,0 \$	266,0 \$
Coût de la dette ¹	4,40 %	4,61 %

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.2 du présent rapport de gestion.

Se reporter à la section 11.2 du présent rapport de gestion pour une analyse des liquidités et des risques de crédit liés à la capacité de la Société de générer les ressources suffisantes pour respecter ses obligations financières.

7. Capitaux propres

Les informations qui suivent sont de nature prospective et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

7.1 Actions en circulation

(en millions de dollars canadiens)	2025	2024
Autorisées		
3 423 366 actions ordinaires		
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote		
Émises		
3 423 366 actions ordinaires (2024 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$
49 524 531 actions de catégorie A sans droit de vote (2024 – 52 197 823)	615,7	625,7
	615,9 \$	625,9 \$

Chaque année, la Société dépose un avis d'intention en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à la Bourse de Toronto (la « TSX »), qui lui permet de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote au moyen de transactions sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles canadiens, s'ils sont admissibles, au cours du marché des actions de catégorie A sans droit de vote au moment du rachat ou de toute autre façon permise en vertu des règles de la TSX et des lois en valeurs mobilières applicables. Les actions de catégorie A sans droit de vote rachetées par la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités retrouvent le statut d'actions autorisées et non émises. Il est possible d'obtenir un exemplaire de l'avis sans frais en communiquant avec le secrétaire général de la Société.

Le 6 mars 2025, la TSX a approuvé l'avis d'intention de la Société de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal des activités. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée par la TSX, la Société peut racheter jusqu'à 4,9 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 11 mars 2025 et le 10 mars 2026 (l'« offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2025-2026 »). La TSX a également approuvé le nouveau programme de rachat d'actions automatique qui expirera au plus tard le 10 mars 2026, permettant à un courtier désigné de faciliter les rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2025-2026 à des moments où la Société ne pourrait habituellement pas effectuer de tels rachats en raison de restrictions réglementaires applicables et de périodes d'interdiction de transactions usuelles que la Société s'impose elle-même. De plus, le 15 février 2024, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société visant le rachat d'un nombre maximal de 4,9 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2024 et le 1^{er} mars 2025.

Le 7 novembre 2024, la Société a annoncé son intention de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant maximal de 200 millions de dollars en 2025, en plus du nombre requis à des fins d'antidilution. Le 6 mars 2025, dans le cadre de l'annonce de sa stratégie Vrai Nord, la Société a revu à la hausse son intention de rachat d'actions pour un montant maximal de 400 millions de dollars en 2025, à condition que la vente d'Helly Hansen soit conclue (l'« intention de rachat d'actions de 2025 »).

Le 5 novembre 2025, le conseil a approuvé l'avis d'intention de la Société de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant maximal de 400 millions de dollars d'ici la fin de 2026, en plus du nombre requis à des fins d'antidilution, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation pour le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société (« l'intention de rachat d'actions de 2025-2026 »).

En 2025, la Société a racheté un total de 2 673 292 actions de catégorie A sans droit de vote en plus des actions à des fins antidilutives pour un montant de 442,4 millions de dollars, 2 423 492 actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant de 400,0 millions en vertu de l'intention de rachat d'actions de 2025, et 249 800 actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant de 42,4 millions en vertu de l'intention de rachat d'actions de 2025-2026.

7.2 Dividendes

Le ratio de distribution à long terme¹ cible de la Société est d'environ 30 pour cent à 40 pour cent du bénéfice net normalisé de l'exercice précédent, après avoir tenu compte de la situation de trésorerie et des besoins futurs en liquidités, des conditions des marchés boursiers et des occasions d'investissement à la fin de la période. Le ratio de distribution peut fluctuer pour un exercice donné.

Le 5 novembre 2025, la Société a augmenté son dividende annuel pour une 16^e année consécutive, le faisant passer de 7,10 \$ à 7,20 \$ par action ordinaire à droit de vote et par action de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente une hausse d'environ 1,4 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

Le 18 février 2026, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes au taux de 1,80 \$ par action, payables le 1^{er} juin 2026 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 30 avril 2026. Le dividende est considéré comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt.

7.3 Dérivés sur actions

La Société conclut des dérivés sur actions pour compenser partiellement son exposition aux fluctuations des charges liées aux options sur actions, aux unités d'actions au rendement, aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions différées. La Société utilise actuellement des contrats à livrer sur actions à taux variable.

Au cours du quatrième trimestre de 2025, 240 000 unités de contrats à terme de gré à gré sur actions qui couvraient des options sur actions, des unités d'actions au rendement, des unités d'actions restreintes et des unités d'actions différées ont été réglées et ont donné lieu à l'encaissement d'un montant en trésorerie d'environ 3,5 millions de dollars reçu de la part des contreparties. Au cours du trimestre, la Société a conclu de nouveaux contrats à terme de gré à gré sur actions composés de 320 000 unités.

8. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

En ce qui a trait aux différences temporaires qui sont liées à la participation de la Société dans ses filiales, la Société est en mesure de contrôler la réalisation des différences temporaires et n'a pas de plans qui entraîneraient une telle réalisation. Par conséquent, la Société n'a constitué aucune provision au titre de l'impôt différé lié à ces différences temporaires qui pourraient découler de transactions relatives au placement de la Société dans ses filiales. Se reporter à la méthode comptable relative à l'impôt sur le résultat à la note 3 des états financiers consolidés de 2025.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différerait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

Pour le trimestre clos le 3 janvier 2026, l'impôt sur le résultat s'est établi à 86,3 millions de dollars (2024 – 83,2 millions). Le taux d'imposition effectif² pour le trimestre clos le 3 janvier 2026 a augmenté pour s'établir à 27,1 pour cent (2024 – 17,8 pour cent), principalement en raison d'une diminution des gains en capital relative à la cession d'immobilisations. Lorsqu'il est ajusté pour tenir compte des éléments de normalisation³, le taux d'imposition effectif pour le trimestre est de 25,7 pour cent pour 2025 et de 23,7 pour cent pour 2024.

Pour l'exercice complet clos 3 janvier 2026, l'impôt sur le résultat s'est établi à 219,5 millions de dollars, comparativement à 259,6 millions en 2024. Le taux d'imposition effectif pour l'exercice complet clos le 3 janvier 2026 a augmenté pour s'établir à 25,0 pour cent, comparativement à 22,1 pour cent en 2024, principalement en raison d'une diminution des gains en capital non imposables liés à la cession d'immobilisations. Lorsqu'il est ajusté pour tenir compte des éléments de normalisation³, le taux d'imposition effectif² pour l'exercice complet est de 24,9 pour cent pour 2025 et de 24,6 pour cent pour 2024.

1. Pour plus d'information sur cette mesure, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

2. Cette mesure est un ratio non conforme aux PCGR. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement détaillé, se reporter à la section 10.1 du présent rapport de gestion.

3. Se reporter à la section 5.1.1 du présent rapport de gestion pour une description des éléments de normalisation.

9. Méthodes et estimations comptables

9.1 Estimations comptables critiques

La Société estime certains des montants reflétés dans ses états financiers consolidés en se servant de modèles financiers détaillés qui sont fondés sur des résultats antérieurs, des tendances actuelles et d'autres hypothèses. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction est d'avis que les estimations et les méthodes comptables présentées en détail aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés de 2025 de la Société n'exigent pas que la direction formule des hypothèses sur des questions comportant un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, aucune de ces estimations n'est considérée comme une « estimation comptable critique » telle qu'elle est définie dans l'annexe 51-102A1, Rapport de gestion, publiée par les Autorités canadiennes en matière de valeurs mobilières, à l'exception de la correction de valeur pour perte de valeur des créances du secteur Services Financiers.

La note 2 des états financiers consolidés de 2025 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés pourrait être importante de l'avis de la Société.

9.2 Changements de méthodes comptables

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice clos le 3 janvier 2026 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Classement et évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications ont trait au règlement de passifs financiers au moyen d'un système de paiement électronique et à l'appréciation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers, ainsi qu'à la création de dispositions additionnelles pour les instruments financiers. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de ces modifications sur les états financiers consolidés.

Présentation et informations à fournir dans les états financiers

En avril 2024, l'IASB a publié la nouvelle norme IFRS 18 *États financiers : Présentation et informations à fournir*, qui remplacera IAS 1 *Présentation des états financiers*. La nouvelle norme introduit des sous-totaux nouvellement définis dans l'état du résultat net, des exigences relatives au regroupement et à la ventilation des informations et des informations à fournir sur les mesures de la performance définies par la direction dans les états financiers. Elle entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de ces modifications sur les états financiers consolidés.

10. Mesures financières et ratios non conformes aux PCGR

Dans les présents résultats financiers, les activités d'Helly Hansen sont présentées séparément en tant qu'activités abandonnées. À moins d'indication contraire, toute l'information financière représente les résultats des activités poursuivies de la Société.

10.1 Mesures financières et ratios non conformes aux PCGR

La Société prépare et présente son information financière conformément aux PCGR. La direction utilise de nombreuses mesures pour évaluer la performance, y compris des mesures financières non conformes aux PCGR et des ratios non conformes aux PCGR. Les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures similaires utilisées par d'autres sociétés.

10.1.1 Normalisation des mesures financières non définies par les PCGR

La direction estime que les résultats et les mesures présentés et normalisés sont utiles pour évaluer la performance des activités principales de la Société. La direction utilise les résultats normalisés pour évaluer les variations de la performance financière d'une période à l'autre sur une base comparable, en éliminant les éléments précisés qui ne sont pas liés aux activités principales de la Société et qui sont de nature peu fréquente et non liées à l'exploitation. Les éléments, qui peuvent comprendre les coûts de transaction connexes aux acquisitions, les coûts de restructuration ou les autres sorties comme les fermetures de magasins, les coûts du programme d'efficacité opérationnelle, les coûts non récurrents liés au lancement de nouveaux programmes et les ajustements d'évaluation peu fréquents et non liés à l'exploitation, sont exclus des coûts des activités génératrices de produits, des frais de vente, généraux et administratifs et des autres charges (produits), le cas échéant. La section 5.1.1 présente une explication des éléments de normalisation.

Coût des activités génératrices de produits normalisé

Le coût des activités génératrices de produits normalisé est la mesure la plus directement comparable au coût des activités génératrices de produits, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés. Le tableau suivant présente le rapprochement du coût des activités génératrices de produits normalisé avec le coût des activités génératrices de produits.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Coût des activités génératrices de produits	2 974,5 \$	2 839,4 \$	10 700,2 \$	10 315,2 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Réduction de valeur des stocks liée à la vente du centre de distribution de Brampton	—	18,1	—	18,1
Coût des activités génératrices de produits normalisé	2 974,5 \$	2 821,3 \$	10 700,2 \$	10 297,1 \$

Coût des activités génératrices de produits normalisé du secteur Détail

Le coût des activités génératrices de produits normalisé du secteur Détail est la mesure la plus directement comparable au coût des activités génératrices de produits du secteur Détail, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés. Le tableau suivant présente le rapprochement du coût des activités génératrices de produits normalisé du secteur Détail avec le coût des activités génératrices de produits du secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Coût des activités génératrices de produits	2 974,5 \$	2 839,4 \$	10 700,2 \$	10 315,2 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	184,8	191,3	737,1	725,2
Coût des activités génératrices de produits du secteur Détail	2 789,7 \$	2 648,1 \$	9 963,1 \$	9 590,0 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Réduction de valeur des stocks liée à la vente du centre de distribution de Brampton	—	18,1	—	18,1
Coût des activités génératrices de produits normalisé du secteur Détail	2 789,7 \$	2 630,0 \$	9 963,1 \$	9 571,9 \$

Marge brute normalisée et taux de la marge brute normalisé

La marge brute normalisée et le taux de la marge brute normalisé servent de mesures additionnelles pour évaluer le montant des produits des activités ordinaires conservés après avoir engagé des coûts directs liés aux produits et services que la Société fournit. Le tableau suivant présente un rapprochement de la marge brute normalisée avec la marge brute, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

Le taux de la marge brute normalisé correspond à la marge brute normalisée divisée par les produits.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Marge brute	1 576,6 \$	1 361,4 \$	5 615,3 \$	5 200,8 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Réduction de valeur des stocks liée à la vente du centre de distribution de Brampton	—	18,1	—	18,1
Marge brute normalisée	1 576,6 \$	1 379,5 \$	5 615,3 \$	5 218,9 \$

Marge brute normalisée du secteur Détail et mesures connexes

La marge brute normalisée du secteur Détail, la marge brute normalisée du secteur Détail, excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute normalisée du secteur Détail et le taux de la marge brute normalisée du secteur Détail, excluant la Division pétrolière, servent de mesures additionnelles pour évaluer le montant des produits des activités ordinaires conservés après avoir engagé des coûts directs liés aux produits et services que la Société fournit. La marge brute normalisée du secteur Détail et ses dérivés successifs sont les mesures les plus directement comparables à la marge brute, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

Le taux de la marge brute normalisée du secteur Détail correspond à la marge brute normalisée du secteur Détail divisée par les produits. Le taux de la marge brute normalisée du secteur Détail, excluant la Division pétrolière, correspond à la marge brute normalisée du secteur Détail divisée par les produits, excluant la Division pétrolière.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Marge brute	1 576,6 \$	1 361,4 \$	5 615,3 \$	5 200,8 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	215,6	192,8	849,8	820,2
Marge brute du secteur Détail	1 361,0 \$	1 168,6 \$	4 765,5 \$	4 380,6 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Réduction de valeur des stocks liée à la vente du centre de distribution de Brampton	—	18,1	—	18,1
Marge brute normalisée du secteur Détail	1 361,0 \$	1 186,7 \$	4 765,5 \$	4 398,7 \$
Moins : marge brute de la Division pétrolière	61,3	52,4	226,2	210,2
Marge brute normalisée du secteur Détail, excluant la Division pétrolière	1 299,7 \$	1 134,3 \$	4 539,3 \$	4 188,5 \$

Autres charges (produits) normalisés

Le tableau suivant présente un rapprochement des autres charges (produits) normalisés avec les autres charges (produits), la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable présentée dans les états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Autres charges (produits)	47,6 \$	(241,9) \$	229,0 \$	(290,0) \$
Moins les éléments de normalisation :				
Coûts de restructuration	—	—	125,1	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	13,9	—	88,4	—
Perte de valeur liée à un placement à long terme	17,0	—	17,0	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton	—	241,0	—	241,0
Autres charges (produits) normalisés	16,7 \$	(0,9) \$	(1,5) \$	(49,0) \$

Autres charges (produits) normalisés du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement des autres charges (produits) normalisés du secteur Détail avec les autres charges (produits), une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Autres charges (produits)	47,6 \$	(241,9) \$	229,0 \$	(290,0) \$
Moins : autres secteurs opérationnels	38,9	39,1	153,8	132,6
Autres charges (produits) du secteur Détail	8,7 \$	(281,0) \$	75,2 \$	(422,6) \$
Moins les éléments de normalisation :				
Coûts de restructuration	—	—	125,1	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	13,9	—	88,4	—
Perte de valeur liée à un placement à long terme	17,0	—	17,0	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton	—	241,0	—	241,0
Autres charges (produits) normalisés du secteur Détail	(22,2) \$	(40,0) \$	(155,3) \$	(181,6) \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés et frais de vente, généraux et administratifs normalisés en pourcentage des produits

Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesure additionnelle pour évaluer la performance des activités courantes de la Société. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés sont la mesure la plus directement comparable aux frais de vente, généraux et administratifs, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés. Les frais de vente, généraux et administratifs sont ajustés pour tenir compte des éléments de normalisation.

Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés en pourcentage des produits sont une mesure non conforme aux PCGR calculée en divisant les frais de vente, généraux et administratifs normalisés par les produits.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Frais de vente, généraux et administratifs	935,7 \$	867,2 \$	3 470,6 \$	3 240,0 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	18,1	—	18,1
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	935,7 \$	849,1 \$	3 470,6 \$	3 221,9 \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail et frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière

Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail servent de mesure additionnelle pour évaluer la performance des activités courantes de la Société. Cette mesure est plus directement comparable aux frais de vente, généraux et administratifs, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés. Les frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail sont ajustés pour tenir compte des éléments de normalisation.

Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, sont une mesure non conforme aux PCGR calculée en divisant les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail par les produits du secteur Détail, excluant la Division pétrolière.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Frais de vente, généraux et administratifs	935,7 \$	867,2 \$	3 470,6 \$	3 240,0 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	104,1	94,2	389,1	350,2
Frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail	831,6 \$	773,0 \$	3 081,5 \$	2 889,8 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	8,7	—	8,7
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail	831,6 \$	764,3 \$	3 081,5 \$	2 881,1 \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés des Services Financiers

Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés des Services Financiers servent de mesure additionnelle pour évaluer la performance des activités courantes de la Société. Cette mesure est plus directement comparable aux frais de vente, généraux et administratifs, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés. Les frais de vente, généraux et administratifs des Services Financiers sont ajustés pour tenir compte des éléments de normalisation.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Frais de vente, généraux et administratifs	935,7 \$	867,2 \$	3 470,6 \$	3 240,0 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	819,3	759,8	3 044,4	2 851,6
Frais de vente, généraux et administratifs des Services Financiers	116,4 \$	107,4 \$	426,2 \$	388,4 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	9,4	—	9,4
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés des Services Financiers	116,4 \$	98,0 \$	426,2 \$	379,0 \$

Bénéfice avant impôt normalisé

Le bénéfice avant impôt normalisé sert de mesure additionnelle pour évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aider celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt normalisé et du bénéfice avant impôt, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	878,5 \$	1 175,1 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Coûts de restructuration	—	—	125,1	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	13,9	—	88,4	—
Perte de valeur liée à un placement à long terme	17,0	—	17,0	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton, déduction faite de la réduction de valeur des stocks	—	(222,9)	—	(222,9)
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	18,1	—	18,1
Bénéfice avant impôt normalisé	349,6 \$	263,8 \$	1 109,0 \$	970,3 \$

Bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail

Le bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail sert de mesure additionnelle pour évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aider celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail et du bénéfice avant impôt, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	878,5 \$	1 175,1 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	108,0	92,4	425,3	473,8
Bénéfice (perte) avant impôt du secteur Détail	210,7 \$	376,2 \$	453,2 \$	701,3 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Coûts de restructuration	—	—	125,1	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	13,9	—	88,4	—
Perte de valeur liée à un placement à long terme	17,0	—	17,0	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton, déduction faite de la réduction de valeur des stocks	—	(222,9)	—	(222,9)
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	8,7	—	8,7
Bénéfice avant impôt normalisé (perte avant impôt normalisée) du secteur Détail	241,6 \$	162,0 \$	683,7 \$	487,1 \$

Bénéfice avant impôt normalisé des Services Financiers

Le bénéfice avant impôt normalisé des Services Financiers sert de mesure additionnelle pour évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aider celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt normalisé des Services Financiers et du bénéfice avant impôt, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	878,5 \$	1 175,1 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	239,5	401,1	543,8	813,1
Bénéfice avant impôt des Services Financiers	79,2 \$	67,5 \$	334,7 \$	362,0 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	9,4	—	9,4
Bénéfice avant impôt normalisé des Services Financiers	79,2 \$	76,9 \$	334,7 \$	371,4 \$

Charge (économie) d'impôt sur le résultat normalisée et taux d'imposition effectif normalisé

La direction utilise la charge (l'économie) d'impôt sur le résultat normalisée pour calculer le bénéfice net normalisé. L'incidence fiscale des éléments de normalisation est calculée en multipliant les éléments de normalisation par le taux d'imposition prévu par la loi. Le tableau suivant présente un rapprochement de la charge (l'économie) d'impôt sur le résultat normalisée et de la charge (l'économie) d'impôt sur le résultat, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

Le taux d'imposition effectif normalisé est calculé en divisant la charge (l'économie) d'impôt sur le résultat normalisée par le bénéfice avant impôt normalisé.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	86,3 \$	83,2 \$	219,5 \$	259,6 \$
Plus l'incidence fiscale des éléments de normalisation :				
Coûts de restructuration	—	—	32,9	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	3,6	—	23,3	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton, déduction faite de la réduction de valeur des stocks	—	(25,6)	—	(25,6)
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	5,0	—	5,0
Charge (économie) d'impôt sur le résultat normalisée	89,9 \$	62,6 \$	275,7 \$	239,0 \$

Bénéfice net normalisé, bénéfice net normalisé attribuable aux actionnaires, bénéfice par action dilué normalisé et ratio de distribution

Le bénéfice net normalisé, le bénéfice net normalisé attribuable aux actionnaires et le bénéfice par action dilué normalisé servent de mesures additionnelles pour évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net normalisé, du bénéfice net normalisé attribuable aux actionnaires et du bénéfice dilué par action normalisé avec le bénéfice net, une mesure définie par les PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

Le ratio de distribution est calculé en divisant le total des dividendes par le bénéfice net normalisé de l'exercice précédent.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice net	232,4 \$	385,4 \$	659,0 \$	915,5 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	211,0	365,2	575,6	831,3
Plus les éléments de normalisation, après impôt :				
Perte de valeur liée à un placement à long terme	17,0	—	17,0	—
Coûts de restructuration	—	—	92,2	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	10,3	—	65,1	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton, déduction faite de la réduction de valeur des stocks	—	(197,4)	—	(197,4)
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	13,2	—	13,2
Bénéfice net normalisé	259,7 \$	201,2 \$	833,3 \$	731,3 \$
Bénéfice net normalisé attribuable aux actionnaires	238,3 \$	181,0 \$	749,9 \$	647,1 \$
BPA dilué normalisé	4,47 \$	3,24 \$	13,77 \$	11,61 \$

10.1.2. BAIIA

BAIIA et mesures connexes

Le BAIIA, le BAIIA normalisé et le BAIIA normalisé en pourcentage des produits servent de mesures additionnelles pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris les dépenses d'investissement. Le BAIIA et ses dérivés successifs sont la mesure la plus directement comparable au bénéfice avant impôt, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés, et cette mesure est ajustée en déduisant les charges financières nettes (produits financiers nets) et les amortissements. Le BAIIA lui-même est ensuite ajusté pour tenir compte des éléments de normalisation.

Le BAIIA normalisé en pourcentage des produits est une mesure non conforme aux PCGR calculée en divisant le BAIIA normalisé par les produits.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	878,5 \$	1 175,1 \$
Plus :				
Amortissements ¹	201,2	189,8	764,0	754,5
Charges financières nettes (produits financiers nets)	78,7	82,8	295,5	344,1
BAIIA	598,6 \$	741,2 \$	1 938,0 \$	2 273,7 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Coûts de restructuration	—	—	125,1	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	13,9	—	88,4	—
Perte de valeur liée à un placement à long terme	17,0	—	17,0	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton, déduction faite de la réduction de valeur des stocks	—	(222,9)	—	(222,9)
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	18,1	—	18,1
BAIIA normalisé	629,5 \$	536,4 \$	2 168,5 \$	2 068,9 \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour les périodes de 14 et de 53 semaines closes le 3 janvier 2026 se sont chiffrés à 5,3 millions de dollars (2024 – 5,1 millions) et à 22,3 millions (2024 – 22,9 millions), respectivement.

BAIIA du secteur Détail et mesures connexes

Le BAIIA du secteur Détail et le BAIIA normalisé du secteur Détail servent de mesures additionnelles pour évaluer la performance des activités courantes du secteur Détail et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour satisfaire ses besoins de trésorerie, y compris les dépenses d'investissement. Le BAIIA du secteur Détail et ses dérivés successifs sont la mesure la plus directement comparable au bénéfice avant impôt, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés, et cette mesure est ajustée en déduisant les charges financières nettes (produits financiers nets) et les amortissements. Le BAIIA du secteur Détail est ensuite ajusté pour tenir compte des éléments de normalisation.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	878,5 \$	1 175,1 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	108,0	92,4	425,3	473,8
Bénéfice (perte) avant impôt du secteur Détail	210,7 \$	376,2 \$	453,2 \$	701,3 \$
Plus :				
Amortissements ¹	257,0	237,7	957,0	943,9
Charges financières nettes (produits financiers nets)	58,3	67,8	220,9	291,1
BAIIA du secteur Détail	526,0 \$	681,7 \$	1 631,1 \$	1 936,3 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Coûts de restructuration	—	—	125,1	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	13,9	—	88,4	—
Perte de valeur liée à un placement à long terme	17,0	—	17,0	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton, déduction faite de la réduction de valeur des stocks	—	(222,9)	—	(222,9)
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	8,7	—	8,7
BAIIA normalisé du secteur Détail	556,9 \$	467,5 \$	1 861,6 \$	1 722,1 \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour les périodes de 14 et de 53 semaines closes le 3 janvier 2026 se sont chiffrés à 5,3 millions de dollars (2024 – 5,1 millions) et à 22,3 millions (2024 – 22,9 millions), respectivement.

BAIIA des Services Financiers

Le BAIIA des Services Financiers sert de mesure additionnelle pour évaluer la performance des activités courantes du secteur Services Financiers et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie. Le BAIIA des Services Financiers est la mesure la plus directement comparable au bénéfice avant impôt, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés, et cette mesure est ajustée en déduisant les charges financières nettes (produits financiers nets) et les amortissements.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	878,5 \$	1 175,1 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	239,5	401,1	543,8	813,1
Bénéfice avant impôt des Services Financiers	79,2 \$	67,5 \$	334,7 \$	362,0 \$
Plus :				
Amortissements	1,5	2,6	6,7	9,4
Charges financières nettes (produits financiers nets)	(2,8)	(3,3)	(9,7)	(16,8)
BAIIA des Services Financiers	77,9 \$	66,8 \$	331,7 \$	354,6 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	9,4	—	9,4
BAIIA normalisé des Services Financiers	77,9 \$	76,2 \$	331,7 \$	364,0 \$

BAIIA de CT REIT et mesures connexes

Le BAIIA de CT REIT et le bénéfice avant intérêts, impôt et ajustements de la juste valeur de CT REIT servent de mesures additionnelles pour évaluer la performance des activités courantes du secteur CT REIT et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris les dépenses d'investissement. Le BAIIA de CT REIT et ses dérivés successifs sont la mesure la plus directement comparable au bénéfice avant impôt, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés, et cette mesure est ajustée en déduisant les charges financières nettes (produits financiers nets) et les amortissements. Le BAIIA de CT REIT est ensuite ajusté pour tenir compte des variations de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	878,5 \$	1 175,1 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	127,4	333,3	361,4	740,9
Bénéfice avant impôt de CT REIT	191,3 \$	135,3 \$	517,1 \$	434,2 \$
Plus :				
Charges financières nettes (produits financiers nets)	34,3	31,2	131,6	121,8
BAIIA de CT REIT¹	225,6 \$	166,5 \$	648,7 \$	556,0 \$
Plus :				
Ajustement au titre du profit (de la perte) à la juste valeur	(110,4)	(54,8)	(195,4)	(119,1)
(Profit) perte lié à la juste valeur des attributions fondées sur des parts et autres ajustements	(0,4)	(1,5)	1,2	0,7
Bénéfice avant intérêts, impôt et ajustements de la juste valeur de CT REIT	114,8 \$	110,2 \$	454,5 \$	437,6 \$

1. CT REIT comptabilise ses immeubles de placement selon le modèle de la juste valeur, de sorte qu'aucune dotation aux amortissements n'est comptabilisée dans ses résultats sectoriels.

10.1.3 Autres mesures financières consolidées non conformes aux PCGR

Dettes nettes ajustées

Les tableaux suivants présentent les composantes de la dette nette ajustée. La Société est d'avis que la dette nette ajustée est pertinente pour évaluer le montant du levier financier utilisé.

Au 3 janvier 2026

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Dettes nettes consolidées				
Dépôts à court terme	1 109,4 \$	— \$	1 109,4 \$	— \$
Dépôts à long terme	2 432,7	—	2 432,7	—
Emprunts à court terme	295,1	—	295,1	—
Dettes à long terme	4 375,9	951,4	1 994,6	1 429,9
Total de la dette	8 213,1 \$	951,4 \$	5 831,8 \$	1 429,9 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie ¹	(553,5)	(210,7)	(338,6)	(4,2)
Placements à court terme ¹	(148,5)	—	(148,5)	—
Placements à long terme ¹	(71,4)	(11,4)	(60,0)	—
Dettes nettes	7 439,7 \$	729,3 \$	5 284,7 \$	1 425,7 \$
Dettes intersociétés	—	(508,1)	311,4	196,7
Parts de société en commandite de catégorie C de CT REIT en circulation	—	(1 451,6)	—	1 451,6
Dettes nettes ajustées	7 439,7 \$	(1 230,4) \$	5 596,1 \$	3 074,0 \$

1. Comprend des réserves réglementaires.

Au 28 décembre 2024

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Dettes nettes consolidées				
Dépôts à court terme	1 171,4 \$	— \$	1 171,4 \$	— \$
Dépôts à long terme	2 386,0	—	2 386,0	—
Emprunts à court terme	295,8	—	293,8	2,0
Dettes à long terme	4 555,9	1 150,8	1 974,9	1 430,2
Total de la dette	8 409,1 \$	1 150,8 \$	5 826,1 \$	1 432,2 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie ¹	(475,6)	(172,9)	(299,6)	(3,1)
Placements à court terme ¹	(128,4)	—	(128,4)	—
Placements à long terme ¹	(72,8)	(12,8)	(60,0)	—
Dettes nettes	7 732,3 \$	965,1 \$	5 338,1 \$	1 429,1 \$
Dettes intersociétés	—	(226,5)	129,5	97,0
Parts de société en commandite de catégorie C de CT REIT en circulation	—	(1 451,1)	—	1 451,1
Dettes nettes ajustées	7 732,3 \$	(712,5) \$	5 467,6 \$	2 977,2 \$

1. Comprend des réserves réglementaires.

Dépenses d'investissement liées à l'exploitation

Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation servent à évaluer les ressources utilisées pour maintenir les immobilisations à leur capacité de production. Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation sont la mesure la plus directement comparable au total des entrées, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	2025	2024
Total des entrées ¹	663,7 \$	636,8 \$
Plus : variation des montants à payer au titre des entrées et des autres éléments sans effet sur la trésorerie	(3,2)	(61,7)
Moins :		
Acquisition de la propriété intellectuelle de la Compagnie de la Baie d'Hudson	30,0	—
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société	128,3	96,7
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation	502,2 \$	478,4 \$

1. Ce poste figure dans la section sur les activités d'investissement du tableau consolidé des flux de trésorerie.

10.1.4 Autres mesures financières du secteur Détail

Rendement du capital investi du secteur Détail

Le rendement du capital investi du secteur Détail est calculé en divisant le rendement du secteur Détail par le capital investi du secteur Détail. Le rendement du secteur Détail est défini comme étant le bénéfice après impôt du secteur Détail sur les 12 derniers mois, excluant les charges d'intérêts, la dotation à l'amortissement liée aux contrats de location, le bénéfice intersectoriel et tout élément de normalisation. Le capital investi du secteur Détail est défini comme étant le total des actifs du secteur Détail, moins les dettes fournisseurs et charges à payer et les soldes intersectoriels du secteur Détail selon une moyenne des quatre derniers trimestres. Le rendement du secteur Détail et le capital investi du secteur Détail sont des mesures financières non conformes aux PCGR que la Société ne juge pas utiles de façon isolée. La Société estime que le rendement du capital investi du secteur Détail est utile pour évaluer le rendement du secteur Détail par rapport au placement des actionnaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2025	2024
Bénéfice avant impôt	878,5 \$	1 175,1 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	425,3	473,8
Bénéfice avant impôt du secteur Détail	453,2 \$	701,3 \$
Plus les éléments de normalisation :		
Coûts de restructuration	125,1	—
Autres coûts de transformation et honoraires de services-conseils	88,4	—
Profit à la vente du centre de distribution de Brampton, déduction faite de la réduction de valeur des stocks	—	(222,9)
Charges liées à l'examen stratégique des SFCT	—	8,7
Autres charges pour perte de valeur	17,0	—
Bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail	683,7 \$	487,1 \$
Moins :		
Ajustements intersociétés ¹ du secteur Détail	229,6	218,5
Plus :		
Charges d'intérêts ² du secteur Détail	291,7	335,8
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation du secteur Détail	593,2	578,7
Taux d'imposition effectif du secteur Détail	26,0 %	25,8 %
Plus : impôt du secteur Détail	(348,1)	(305,8)
Rendement du secteur Détail	990,9 \$	877,3 \$
Total de l'actif moyen lié aux activités poursuivies	21 508,4 \$	20 839,6 \$
Moins : actif moyen des autres secteurs opérationnels	4 422,2	4 334,4
Actif moyen du secteur Détail lié aux activités poursuivies	17 086,2 \$	16 505,2 \$
Moins :		
Ajustements intersociétés ¹ moyens du secteur Détail	4 547,6	4 339,8
Dettes fournisseurs et charges à payer ³ moyennes du secteur Détail	2 834,1	2 611,2
Actif moyen de Franchise Trust	550,9	583,8
Excédents de trésorerie moyens du secteur Détail	123,2	—
Capital investi moyen du secteur Détail	9 030,4 \$	8 970,4 \$
Rendement du capital investi du secteur Détail	11,0 %	9,8 %

1. Les ajustements intersociétés comprennent le bénéfice intersociétés reçu de CT REIT, qui est inclus dans le secteur Détail, et les placements intersociétés effectués par le secteur Détail dans CT REIT et les SFCT.

2. Exclut Franchise Trust.

3. Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les dettes fournisseurs et autres crédettes, les passifs dérivés à court terme, les provisions à court terme et l'impôt à payer.

Flux de trésorerie disponibles du secteur Détail normalisés

Les flux de trésorerie disponibles du secteur Détail sont une mesure utilisée pour évaluer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie et qui sont disponibles pour ses activités de détail. La direction est d'avis qu'ils constituent une mesure importante pour évaluer la capacité de la Société à financer ses distributions aux actionnaires, ses activités de financement et de possibles acquisitions.

Le tableau suivant présente un rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés, avec les flux de trésorerie du secteur Détail normalisés.

(en millions de dollars canadiens)	2025	2024
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	952,1 \$	2 063,8 \$
Excluant : autres secteurs opérationnels, éléments de normalisation, activités abandonnées et fonds de roulement	156,9	(949,4)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du secteur Détail normalisés avant les variations du fonds de roulement	1 109,0 \$	1 114,4 \$
Paiement d'obligations locatives (sur le capital) du secteur Détail, déduction faite des paiements reçus	(631,3)	(580,4)
Distributions versées par CT REIT au secteur Détail	220,6	212,1
Flux de trésorerie du secteur Détail normalisés après l'incidence des contrats de location et de la FPI avant les variations du fonds de roulement	698,3 \$	746,1 \$
Dépenses d'investissement du secteur Détail, déduction faite des commissions de location	(445,5)	(440,7)
Flux de trésorerie disponibles du secteur Détail normalisés après les dépenses d'investissement et avant la variation du fonds de roulement	252,8 \$	305,4 \$
Dividendes versés par les Services Financiers au secteur Détail	273,4	358,0
Flux de trésorerie disponibles du secteur Détail normalisés avant la variation du fonds de roulement	526,2 \$	663,4 \$
Variation du fonds de roulement du secteur Détail	(128,3)	528,8
Flux de trésorerie disponibles du secteur Détail normalisés	397,9 \$	1 192,2 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt du secteur Détail avec les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du secteur Détail avant les variations du fonds de roulement.

(en millions de dollars canadiens)	2025	2024
Bénéfice avant impôt	878,5 \$	1 175,1 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	425,3	473,8
Plus : coûts normalisés	230,5	(214,2)
Bénéfice avant impôt du secteur Détail normalisé	683,7 \$	487,1 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Produits tirés des Services Financiers et de CT REIT	(352,4)	(340,5)
Amortissements du secteur Détail	957,0	943,8
Impôt sur le résultat, charges d'intérêts et autres du secteur Détail	(179,3)	24,0
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du secteur Détail normalisés avant les variations du fonds de roulement	1 109,0 \$	1 114,4 \$

10.1.5 Autres mesures financières des Services Financiers

Taux des créances sur cartes de crédit en souffrance

Le taux des créances en souffrance depuis deux mois ou plus est calculé en divisant les créances sur cartes de crédit brutes qui sont en souffrance depuis deux cycles ou plus (en souffrance depuis plus de 30 jours) par le total des créances sur cartes de crédit brutes. Les deux composantes excluent les corrections de valeur et des escomptes. Les créances sur cartes de crédit en souffrance brutes, le total des créances sur cartes de crédit brutes et les créances en souffrance depuis deux mois ou plus sont des mesures financières non conformes aux PCGR et un ratio non conforme aux PCGR, respectivement.

Le ratio des créances sur cartes de crédit en souffrance fournit à la direction et aux investisseurs une mesure additionnelle pour évaluer la qualité et l'état des actifs de créances sur cartes de crédit. Les créances sur cartes de crédit en souffrance brutes et le total des créances sur cartes de crédit brutes donnent un aperçu de la valeur comptable des soldes des détenteurs de cartes de notre portefeuille à la date de clôture; toutefois, les données observées de façon isolée ne fournissent pas d'information significative.

(en millions de dollars canadiens)	2025	2024
Tranche courante des créances sur prêts	6 857,8 \$	6 697,5 \$
Plus : correction de valeur pour pertes de crédit attendues	934,9	935,9
Moins :		
Autres escomptes ou ajustements	215,9	195,4
Marge de crédit et tranche courante des prêts aux marchands	20,9	63,2
Total des créances sur cartes de crédit brutes	7 555,9 \$	7 374,8 \$
Moins : prêts en souffrance depuis 30 jours ou moins	7 291,6	7 108,7
Créances sur cartes de crédit en souffrance brutes	264,3 \$	266,1 \$

10.1.6 Autres mesures financières de CT REIT

Bénéfice d'exploitation net de CT REIT

Le bénéfice d'exploitation net est défini comme étant les produits tirés des immeubles moins les charges liées aux immeubles, ajusté en fonction des produits locatifs comptabilisés de manière linéaire. Cette mesure est la plus directement comparable aux produits, soit une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés. La direction estime que le bénéfice d'exploitation net est un indicateur clé de la performance, puisqu'il s'agit d'une mesure des activités d'exploitation des biens immobiliers sur laquelle la direction exerce un contrôle. Le bénéfice d'exploitation net est également une information déterminante pour évaluer la valeur du portefeuille. Le bénéfice d'exploitation net ne devrait pas être considéré comme une mesure de substitution aux produits tirés des immeubles ou au bénéfice net et au bénéfice global, qui sont tous deux établis conformément aux PCGR.

Le tableau suivant présente le lien entre le bénéfice d'exploitation net et les produits tirés des immeubles ainsi que les charges liées aux immeubles, calculés conformément aux PCGR, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat et du résultat global de CT REIT.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Produits	4 551,1 \$	4 200,8 \$	16 315,5 \$	15 516,0 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	4 398,1	4 055,4	15 711,2	14 937,3
Produits tirés des immeubles de CT REIT	153,0 \$	145,4 \$	604,3 \$	578,7 \$
Moins :				
Charges liées aux immeubles de CT REIT	33,5	30,9	132,6	125,7
Produits locatifs comptabilisés de manière linéaire de CT REIT	(1,7)	(1,1)	(7,0)	(4,6)
Bénéfice d'exploitation net de CT REIT	121,2 \$	115,6 \$	478,7 \$	457,6 \$

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés de CT REIT

Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO »)

Les FTO sont une mesure financière de la performance opérationnelle non conforme aux PCGR qui est utilisée dans le secteur de l'immobilier, particulièrement par les sociétés cotées en bourse qui possèdent et exploitent des immeubles productifs. Cette mesure est la plus directement comparable au bénéfice net et au bénéfice global, soit des mesures conformes aux PCGR présentées dans les états financiers consolidés. Les FTO ne devraient pas être considérés comme une mesure de substitution au bénéfice net ou aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation calculés conformément aux Normes IFRS de comptabilité. CT REIT calcule ses FTO conformément à la publication de l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALPAC ») portant sur les flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour les normes IFRS (les « FTO et FTOA selon la REALPAC »). L'utilisation des FTO, en plus de la présentation des éléments d'information financière requis en vertu des Normes IFRS de comptabilité, a pour but d'améliorer la compréhension des résultats d'exploitation de CT REIT.

La direction est d'avis que les FTO sont une mesure utile de la performance opérationnelle qui, dans le cadre d'une comparaison d'une période à l'autre, illustre l'incidence sur l'exploitation des tendances en matière de taux d'occupation, de taux de location, de charges d'exploitation et d'impôts fonciers, des activités d'acquisition et des charges d'intérêts, et offre une perspective à l'égard de la performance financière que ne révèle pas nécessairement le bénéfice net établi conformément aux Normes IFRS de comptabilité.

Les FTO réintègrent des éléments au bénéfice net qui ne découlent pas des activités d'exploitation, comme les ajustements de la juste valeur. Cependant, les FTO comprennent les produits sans effet sur la trésorerie relatifs à la comptabilisation des produits locatifs calculés de manière linéaire et ne présentent aucune déduction au titre des dépenses d'investissement récurrentes nécessaires au maintien des flux de rentrées existants.

Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (« FTOA »)

Les FTOA sont une mesure financière non conforme aux PCGR du bénéfice économique récurrent utilisée dans le secteur de l'immobilier pour évaluer la capacité de distribution d'une entité. Cette mesure est la plus directement comparable au bénéfice net et au bénéfice global, soit des mesures conformes aux PCGR présentées dans les états financiers consolidés. Les FTOA ne devraient pas être considérés comme une mesure de substitution au bénéfice net ou aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation calculés conformément aux Normes IFRS de comptabilité. CT REIT calcule ses FTOA conformément aux FTO et FTOA selon la REALPAC.

CT REIT calcule les FTOA en ajustant les FTO pour tenir compte d'éléments sans effet sur la trésorerie des produits et des charges, comme l'amortissement des loyers calculés de manière linéaire. Les FTO sont également ajustés pour tenir compte de la réserve au titre de la préservation de la capacité de production nécessaire au maintien de l'infrastructure des immeubles et des produits tirés des immeubles, de même que pour tenir compte des coûts de location directs. Étant donné que les dépenses d'investissement liées aux immeubles ne sont pas engagées uniformément au cours de l'exercice ni d'un exercice à l'autre, la réserve au titre des dépenses d'investissement dont on tient compte dans le calcul des FTOA, qui est une donnée utilisée pour évaluer le ratio de distribution de la FPI, vise à refléter un niveau de dépenses annuelles moyen. La réserve est principalement basée sur la moyenne des dépenses établie en fonction des rapports de l'état des bâtiments préparés par des conseillers indépendants.

La direction est d'avis que les FTOA sont une mesure utile de la performance opérationnelle semblable aux FTO décrits précédemment, ajustée pour tenir compte de l'incidence des produits et des charges sans effet sur la trésorerie.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, conforme aux PCGR, avec les FTO, ainsi qu'un rapprochement des FTO avec les FTOA.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	2025	2024
Bénéfice avant impôt	318,7 \$	468,6 \$	878,5 \$	1 175,1 \$
Moins : autres secteurs opérationnels	127,4	333,3	361,4	740,9
Bénéfice avant impôt de CT REIT	191,3 \$	135,3 \$	517,1 \$	434,2 \$
Plus :				
Ajustement au titre (du profit) de la perte à la juste valeur de CT REIT	(110,4)	(54,8)	(195,4)	(119,1)
Impôt différé de CT REIT	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,1)
Paiements sur le capital des contrats de location liés aux actifs au titre de droits d'utilisation de CT REIT	(0,1)	(0,2)	(0,6)	(0,8)
Juste valeur des attributions de titres de capitaux propres de CT REIT	0,1	(1,4)	1,4	(0,7)
Charges liées à la location interne de CT REIT	0,3	0,4	1,4	1,2
Flux de trésorerie liés aux opérations de CT REIT	80,7 \$	79,0 \$	323,6 \$	314,7 \$
Moins :				
Produits locatifs comptabilisés de manière linéaire de CT REIT	(1,7)	(1,1)	(7,0)	(4,6)
Coûts de location directs de CT REIT	0,2	0,2	0,8	0,9
Réserve au titre des dépenses d'investissement de CT REIT	6,6	6,9	26,7	26,0
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés de CT REIT	75,6 \$	73,0 \$	303,1 \$	292,4 \$

FTO par part – dilués et FTOA par part – dilués

Les FTO par part – dilués et les FTOA par part – dilués sont calculés en divisant les FTO ou les FTOA par le nombre moyen pondéré de parts en circulation, après dilution. La direction est d'avis que ces mesures sont utiles aux investisseurs pour évaluer l'incidence de ces mesures sur leurs placements.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
Flux de trésorerie liés aux opérations de CT REIT	80,7 \$	79,0 \$	2,2 %	323,6 \$	314,7 \$	2,8 %
Nombre moyen pondéré de parts en circulation, après dilution ¹	238,4	236,7		237,9	236,1	
Flux de trésorerie liés aux opérations par part – dilués de CT REIT	0,339 \$	0,334 \$	1,5 %	1,360 \$	1,333 \$	2,0 %

1. Les parts diluées comprenaient les parts restreintes et les parts différées émises en vertu de divers régimes et excluent l'incidence du règlement.

(en millions de dollars canadiens)	T4 2025	T4 2024	Variation	2025	2024	Variation
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés de CT REIT	75,6 \$	73,0 \$	3,6 %	303,1 \$	292,4 \$	3,7 %
Nombre moyen pondéré de parts en circulation, après dilution ¹	238,4	236,7		237,9	236,1	
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés par part – dilués de CT REIT	0,317 \$	0,308 \$	2,9 %	1,274 \$	1,239 \$	2,8 %

1. Les parts diluées comprenaient les parts restreintes et les parts différées émises en vertu de divers régimes et excluent l'incidence du règlement des parts de société en commandite de catégorie C au moyen de parts de société en commandite de catégorie B.

10.2 Mesures financières supplémentaires

Solde moyen des comptes

Le solde moyen des comptes mesure le total des soldes moyens des comptes du portefeuille de cartes de crédit, en excluant les marges de crédit et les prêts personnels, divisé par le nombre moyen de comptes de cartes de crédit pour la période considérée.

Emprunts impayés

Les emprunts impayés représentent les prélèvements sur les marges de crédit bancaire engagées.

Ventes par cartes de crédit et croissance des ventes par cartes de crédit

Les ventes par cartes de crédit sont une mesure des ventes nettes payées par carte de crédit. La croissance des ventes par cartes de crédit exclut les transferts de solde et représente le pourcentage de variation d'un exercice à l'autre.

Ventes comparables

Les ventes comparables sont une mesure utilisée communément dans le secteur du commerce de détail pour déterminer la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et éliminer l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de la période. Le calcul comprend les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins un an et une semaine ainsi que les ventes de commerce électronique, et il tient compte d'une période de 52 semaines. Les ventes comparables ne font pas partie des états financiers consolidés de la Société. La direction applique cette mesure aux résultats consolidés (incluant et excluant la Division pétrolière), au secteur Détail (incluant et excluant la Division pétrolière) et à toutes les enseignes du secteur Détail (y compris, mais sans s'y limiter, le Groupe détail Canadian Tire, SportChek et Mark's).

Coût de la dette

Le coût de la dette représente les frais de financement moyens pondérés en pourcentage du total de la dette à court terme et de la dette à long terme au cours de la période.

Ventes de commerce électronique

Les ventes de commerce électronique correspondent aux ventes générées par la présence en ligne de la Société. Seules les ventes de commerce électronique provenant des succursales sont incluses dans les états financiers consolidés de la Société. La direction applique cette mesure aux résultats consolidés, au secteur Détail et aux enseignes du secteur Détail.

Taux de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues

Cette mesure représente le total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en pourcentage du total des créances sur prêts brutes du secteur Services Financiers.

Argent Canadian Tire octroyé aux titulaires de carte de crédit de la BCT

L'Argent Canadian Tire octroyé aux titulaires de carte de crédit de la BCT représente le montant d'Argent Canadian Tire octroyé aux titulaires de carte de crédit de la BCT en fonction de leurs achats effectués dans les enseignes de la Société, chez ses partenaires et chez ses détaillants externes. Ce montant est calculé sur 12 mois.

Taux d'imposition effectif

Le taux d'imposition effectif correspond à la charge d'impôt sur le résultat de la période divisée par le bénéfice avant impôt de la même période.

Créances moyennes brutes

Les créances moyennes brutes correspondent à la moyenne des créances liées aux cartes de crédit, aux prêts personnels et aux marges de crédit avant la correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les mesures utilisant les créances moyennes brutes s'appliquent uniquement au secteur Services Financiers.

Taux de la marge brute

Le taux de la marge brute correspond à la marge brute divisée par les produits.

Marge brute en dollars, excluant la Division pétrolière, et taux de la marge brute, excluant la Division pétrolière

La marge brute en dollars, excluant la Division pétrolière, correspond à la marge brute en dollars de l'entité consolidée ou du secteur Détail, telle qu'elle est évaluée selon la méthode comptable conforme aux Normes IFRS de comptabilité de la Société, tout en excluant la marge brute en dollars des ventes de la Division pétrolière. Le taux de la marge brute, excluant la Division pétrolière, est calculé en divisant la marge brute, excluant la Division pétrolière, par les produits, excluant la Division pétrolière.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts représentent les charges financières liées à la dette à court terme et à la dette à long terme, qui comprennent les marges de crédit, les billets à moyen terme, les débentures et les billets à terme de premier rang et subordonnés. Cette mesure exclut les dépôts détenus par la BCT, la dette de Franchise Trust et les intérêts sur l'obligation locative.

Ventes liées au programme de fidélisation et taux de pénétration du programme de fidélisation

Le taux de pénétration du programme de fidélisation représente les ventes au détail attribuables aux membres du programme Récompenses Triangle, réalisées dans des enseignes admissibles pour l'octroi d'Argent Canadian Tire, pour lesquelles une carte de fidélité ou une carte de crédit Triangle est balayée au point de vente (les « ventes liées au programme de fidélisation »), divisées par les ventes au détail de ces mêmes enseignes, sur 12 mois.

Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit

Le taux de radiation nette lié aux cartes de crédit mesure uniquement les radiations de soldes de cartes de crédit, déduction faite des recouvrements des 12 derniers mois, en pourcentage des créances moyennes brutes sur cartes de crédit.

Taux de pénétration des marques détenues

Le taux de pénétration des marques détenues est calculé en divisant les ventes des marques détenues par les ventes du secteur Détail.

Produits tirés des immeubles

Les produits tirés des immeubles comprennent tous les montants reçus des locataires en vertu des contrats de location, y compris les recouvrements d'impôt foncier et de coûts d'exploitation, ainsi que d'autres recouvrements.

Charges liées aux immeubles

Les charges liées aux immeubles comprennent principalement l'impôt foncier, les coûts d'exploitation et les charges liées aux services de gestion immobilière (incluant l'impartition des services de gestion immobilière).

Ventes au détail

Les ventes au détail font référence à la valeur au point de vente de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands, les franchisés de Mark's et de SportChek, les détaillants de la Division pétrolière et dans les succursales de toutes les enseignes du secteur Détail ainsi que des biens vendus par l'entremise des réseaux de vente en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés de la Société. La direction applique cette mesure aux résultats consolidés (incluant et excluant la Division pétrolière), au secteur Détail (incluant et excluant la Division pétrolière) et à toutes les enseignes du secteur Détail (y compris, mais sans s'y limiter, le Groupe détail Canadian Tire, SportChek, Mark's et la Division pétrolière).

Taux des frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail et frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière

Le taux des frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail est calculé en divisant les frais de vente, généraux et administratifs par les produits du secteur Détail. Les frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, sont calculés en divisant les frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail par les produits du secteur Détail, excluant la Division pétrolière.

Rendement des créances

Le rendement des créances évalue la rentabilité de l'ensemble du portefeuille de créances des Services Financiers, et il est calculé au moyen de la division du bénéfice avant impôt du secteur Services Financiers et des profits/pertes à la cession d'immobilisations corporelles par le total du portefeuille géré moyen sur 12 mois des Services Financiers.

Produits en pourcentage des créances moyennes brutes

Les produits en pourcentage des créances moyennes brutes correspondent aux produits sur 12 mois du secteur Services Financiers divisés par les créances moyennes brutes.

Produits, excluant la Division pétrolière

Les produits, excluant la Division pétrolière, correspondent aux produits de l'entité consolidée ou du secteur Détail, tels qu'ils sont évalués selon la méthode comptable conforme aux Normes IFRS de comptabilité de la Société, tout en excluant les produits tirés des ventes de la Division pétrolière.

Ventes par pied carré

La comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes permet de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société rend plus productive l'utilisation des actifs existants. Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois pour le secteur Détail. Ce calcul comprend la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés. En ce qui concerne Canadian Tire, la superficie consacrée à la vente au détail ne comprend pas le centre de jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos, ni la superficie des entrepôts et des locaux administratifs. En ce qui concerne SportChek et Mark's, elle comprend les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.

Proportion du mode de paiement

La proportion du mode de paiement est une mesure du pourcentage des ventes au détail dans les principales enseignes de la Société qui sont payées avec une carte de crédit de la BCT (plutôt qu'avec de l'argent comptant, une carte de débit ou une carte de crédit d'un émetteur concurrent), divisé par le total des ventes au détail des mêmes enseignes. La proportion du mode de paiement est calculée sur 12 mois.

11. Risques et gestion des risques

Aperçu

La gestion efficace des risques est une priorité clé pour le conseil et la haute direction. Une approche équilibrée entre la prise de risques et la gestion efficace des risques permet, d'une part, de générer des rendements appréciables pour l'entreprise et de la valeur pour les actionnaires, et d'autre part, de créer des occasions sur le marché et des avantages concurrentiels, des facteurs qui favorisent tous une croissance rentable à long terme. La Société a adopté une politique et un cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), des énoncés sur l'appétence au risque et d'autres politiques destinées à identifier, évaluer, gérer, surveiller, signaler et communiquer les risques qui, pris de manière isolée ou combinés à d'autres risques connexes, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la marque et la performance financière de la Société, et/ou sur sa capacité de réaliser ses objectifs stratégiques (les principaux risques). Se reporter à la section 2.6 de la notice annuelle de 2025 de la Société pour plus d'information sur la politique et le cadre de GRE.

La section suivante présente une description des principaux risques ainsi que d'autres risques qui pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société. Ils sont regroupés dans les catégories des risques d'entreprise et d'exploitation, et des risques financiers. En plus des risques décrits ci-après, il peut exister d'autres risques et incertitudes dont la direction n'a pas connaissance à l'heure actuelle. En outre, d'autres risques qui ne sont pas considérés comme significatifs à l'heure actuelle pourraient évoluer et avoir une incidence défavorable significative sur la Société dans l'avenir. L'incidence réelle de tout risque pourrait être significativement différente de ce que nous prévoyons actuellement. Plusieurs risques sont interreliés, de sorte qu'ils influencent la probabilité de matérialisation et l'incidence d'autres risques.

La Société s'efforce de mettre en œuvre des mesures et des stratégies de gestion des risques appropriées pour gérer ses principaux risques. La direction examine régulièrement ses stratégies et ses mesures de gestion des risques afin de s'assurer qu'elles sont suffisantes compte tenu non seulement de la nature dynamique des risques, mais également des risques nouveaux et des tendances émergentes qui pourraient avoir une incidence sur l'exposition résiduelle aux risques de la Société. Cependant, rien ne garantit que ces mesures et stratégies permettront d'atténuer efficacement ces risques.

Au moment d'envisager l'achat ou la vente de titres de la Société, les investisseurs et les autres parties intéressées doivent tenir compte de ces risques (y compris le fait que les stratégies et les mesures de gestion des risques pourraient ne pas atténuer efficacement ces risques) et d'autres incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable sur la performance future de la Société.

Pour une analyse des risques qui ont une incidence sur les activités de CT REIT, se reporter à la section 5 de la notice annuelle de CT REIT et à la section 12 du rapport de gestion de CT REIT pour la période close le 31 décembre 2025, qui ne sont pas intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion.

11.1 Risques d'entreprise et d'exploitation

Agilité stratégique

La Société établit, finance et met en œuvre des stratégies, notamment la stratégie Vrai Nord, visant à répondre aux occasions, à prédire la dynamique du marché et à générer une performance positive et distinctive sur le marché. Les conditions macroéconomiques et géopolitiques, les technologies émergentes et perturbatrices et les forces concurrentielles dynamiques pourraient modifier fondamentalement les hypothèses qui sous-tendent la stratégie de la Société. Le succès de la Société dépend, entre autres choses, de sa capacité à être agile et à réagir aux tendances et aux faits nouveaux, et à réorienter sa stratégie, au besoin, de manière opportune et efficace. La diversité des activités internes de la Société, ses projets et ses investissements en cours, ses systèmes de TI existants, ses obligations contractuelles et sa dépendance à l'égard de tiers, y compris les détenteurs de franchises (définis ci-dessous), pourraient nuire à sa capacité de réagir avec agilité. En outre, l'étendue, la complexité et le rythme de l'évolution des initiatives stratégiques entreprises par la Société pourraient avoir une incidence sur sa capacité à les mettre en œuvre, à réaliser les avantages prévus et à renforcer les capacités nécessaires pour maintenir ces avantages, et pourraient également détourner l'attention de la performance de l'entreprise. Tout partenariat, acquisition, cession ou transaction semblable à venir doit être exécuté avec succès et, le cas échéant, être intégré aux stratégies et aux activités de la Société afin de réaliser les synergies et les autres avantages prévus, lesquels pourraient présenter un niveau d'incertitude important. La stratégie de la Société peut inclure des mesures de réduction des coûts qui pourraient se répercuter sur l'agilité stratégique de la Société, et les économies prévues pourraient ne pas se concrétiser. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une baisse du rendement pour les actionnaires, ce qui pourrait mener à de l'activisme actionnarial.

La stratégie Vrai Nord de la Société repose sur une transformation pluriannuelle. Cette série d'initiatives transformatrices à grande échelle exige des engagements substantiels et soutenus en matière de ressources et de financement et impose des contraintes importantes à l'organisation. Des capacités ou des fonctionnalités insuffisantes à des étapes critiques pourraient entraîner des retards, une hausse des coûts et une réduction de l'efficacité des changements prévus. Des employés pourraient devoir assumer de nouvelles responsabilités, utiliser des systèmes inconnus ou s'adapter à des processus redéfinis, ce qui pourrait entraîner des défis en matière de productivité, des risques liés à l'exécution et une augmentation du taux de roulement. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, et celle-ci pourrait être dans l'incapacité de réaliser les bénéfices attendus de la stratégie Vrai Nord.

Exploitation de franchises

Les magasins Canadian Tire et Party City de la Société sont exploités par des marchands, certains magasins de l'enseigne SportChek (Sports Experts, Atmosphere, Hockey Experts et Sports Rousseau) et magasins Mark's sont exploités par des franchisés, et les postes d'essence de la Division pétrolière de la Société sont exploités par des détaillants indépendants (collectivement désignés avec les marchands et autres franchisés, aux fins de la présente section 11 seulement, comme les « détenteurs de franchises »). Les détenteurs de franchises sont des exploitants indépendants qui ont conclu des ententes avec la Société en vue d'exploiter leurs magasins respectifs conformément aux normes de la Société, ce qui oblige la Société à gérer des relations et des ententes contractuelles complexes.

Une part importante des produits de la Société provient des ventes aux marchands et d'autres montants payés par les détenteurs de franchises, de sorte qu'une mauvaise performance des détenteurs de franchises pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers de la Société. Le succès des activités et la performance financière des détenteurs de franchises pourraient être touchés de façon défavorable par des facteurs indépendants de la volonté de la Société. Généralement, les détenteurs de franchises sont exposés à des risques similaires à ceux de la Société, notamment en ce qui a trait aux conditions macroéconomiques, à la nature saisonnière des activités, aux talents, à la chaîne d'approvisionnement et aux tendances en matière de consommation, ce qui pourrait se répercuter sur leurs activités et leur performance financière, et ultimement sur celles de la Société. En tant qu'exploitants indépendants, les détenteurs de franchises pourraient, malgré leurs obligations contractuelles, ne pas exploiter leurs magasins conformément aux normes de la Société, une situation qui pourrait avoir une incidence défavorable sur leur performance financière. De plus, étant donné leur association avec la Société, leurs actes pourraient être considérés par les clients comme étant imputables à cette dernière ou à ses enseignes, nuisant ainsi à la réputation de la Société. Les détenteurs de franchises pourraient ne pas soutenir efficacement la mise en œuvre des programmes de marketing et des initiatives opérationnelles et stratégiques, ce qui pourrait miner l'efficacité de la stratégie de la Société et des tactiques connexes. Les lois nouvelles ou existantes en matière de franchisage et d'autres exigences légales pourraient avoir une incidence sur la capacité de la Société à exercer ses activités ou se traduire par une responsabilité additionnelle pour la Société à titre de franchiseuse. La Société pourrait également se retrouver impliquée dans des litiges avec un ou plusieurs détenteurs de franchises. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une diminution des produits liés aux ventes aux détenteurs de franchises et à l'entente de partage de la marge avec les marchands, porter atteinte à la réputation de la Société et dégrader l'expérience client.

Marque et réputation

La Société doit protéger et renforcer sa réputation, en plus de consolider la confiance envers sa marque et son capital de marque afin de rehausser la valeur et l'identité de ses marques. La solidité de la marque et de la réputation de la Société repose, entre autres facteurs, sur l'offre d'un assortiment d'articles pertinent qui répond aux besoins changeants des clients et sur un mode d'exploitation qui satisfait les attentes des clients et des autres parties prenantes. Une couverture médiatique négative et une attention accrue de la part des utilisateurs des médias sociaux, y compris relativement à des questions comme les défaillances en matière de cybersécurité et de protection des données et de la vie privée, la conformité à la réglementation, la gestion des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), notamment les talents, les changements climatiques et l'approvisionnement responsable, ou encore les interactions avec les clients ou l'expérience des employés, pourraient avoir une incidence sur la marque et la réputation de la Société. Il est également possible que des actions des détenteurs de franchises, sur lesquels la Société n'a aucun contrôle, soient imputées à la Société, ce qui pourrait porter atteinte à sa marque et à sa réputation. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une diminution des ventes et des parts de marché, réduire la capacité à attirer et à maintenir en poste des talents, et miner la confiance et les relations avec les parties prenantes.

Conditions géopolitiques

Les activités mondiales de la Société ont trait au sourcing et à la chaîne d'approvisionnement du secteur Détail. Pour pouvoir s'approvisionner et exercer ses activités de façon fiable, efficiente et efficace à l'échelle internationale, la Société doit prévoir et réagir aux conditions géopolitiques connues et inconnues dans les pays où elle ou ses fournisseurs exercent leurs activités, particulièrement en Asie. Les conditions géopolitiques comprennent l'implantation de restrictions commerciales, de quotas, de droits de douane ou d'autres taxes liées aux importations, les changements dans les engagements et les orientations des gouvernements, les troubles civils dans les pays étrangers, les changements dans les relations diplomatiques ou commerciales, les guerres, le terrorisme et les autres conflits. Les conflits internationaux, comme les guerres, et les actes de terrorisme peuvent exacerber les tensions internationales et donner lieu à de nouvelles restrictions commerciales, à de nouveaux conflits ou à l'expansion de conflits existants, et à d'autres événements géopolitiques. La durée et l'ampleur des conditions géopolitiques sont incertaines. La Société et ses fournisseurs, ainsi que d'autres entreprises et consommateurs canadiens, sont touchés par les droits de douane et autres restrictions commerciales, qui sont susceptibles d'être modifiés ou élargis, et des droits de douane additionnels ou d'autres restrictions commerciales pourraient être imposés. Les droits de douane et autres restrictions commerciales pourraient avoir une incidence indirecte sur la Société, notamment donner lieu à des conditions macroéconomiques défavorables (comme une diminution du produit intérieur brut et une hausse de l'inflation et du chômage), ainsi qu'une incidence directe, notamment entraîner une baisse des ventes et une hausse du coût des marchandises et du risque de crédit à la consommation. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, une diminution des ventes, une hausse des coûts, des cas de non-conformité réglementaire, une augmentation des menaces à la cybersécurité, des dommages réputationnels et une restriction ou une perte d'accès à certains marchés mondiaux.

Talents

Main-d'œuvre

Pour soutenir ses activités, la Société doit attirer, maintenir en poste et former une main-d'œuvre compétente, diversifiée et engagée, notamment des gérants des ventes au détail et des associés aux ventes, du personnel pour ses centres de distribution et centres de service à la clientèle, ainsi que d'autres professionnels, et doit cultiver une culture d'entreprise significative et productive. La capacité de la Société à répondre aux besoins de main-d'œuvre ainsi que les coûts connexes dépendent d'une grande variété de facteurs externes, comme les pressions accrues du marché sur les taux de salaire, le taux de chômage et les coûts liés à l'assurance-maladie et à d'autres assurances; l'incidence des changements apportés aux lois et aux règlements; l'évolution démographique et des attentes de la main-d'œuvre; les changements dans les relations de travail; et la réputation de la Société sur le marché du travail. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une augmentation des salaires et du taux de roulement, ainsi qu'une dégradation de l'expérience client.

Personnel clé

La Société compte sur les membres de la haute direction et sur d'autres membres clés du personnel pour stimuler sa croissance et son succès, y compris pour cultiver une culture d'entreprise significative et productive. La Société a besoin d'employés possédant des compétences spécialisées dans des domaines tels que la commercialisation, le marketing, le développement de produits, les perspectives sur la clientèle, la chaîne d'approvisionnement, les finances et le leadership dans le commerce de détail pour stimuler et maintenir les éléments fondamentaux de ses activités de détail. De plus, la Société a besoin d'employés possédant des compétences spécialisées pour soutenir la croissance future dans des domaines clés comme la technologie, l'IA, le numérique et l'analytique de données. Le marché des talents est hautement concurrentiel, et la capacité de la Société d'attirer et de retenir des membres du personnel clés dépend de divers facteurs, comme la disponibilité de personnes qualifiées, l'attrait de la Société à titre d'employeur et sa capacité à offrir une rémunération et des avantages concurrentiels. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une augmentation des coûts, une diminution de l'agilité stratégique et une détérioration du positionnement stratégique.

Conditions macroéconomiques

Les activités de la Société sont soumises aux fluctuations et aux changements fondamentaux de l'environnement externe à l'échelle régionale, provinciale, nationale et mondiale. Les conditions macroéconomiques comme l'inflation, le taux de chômage, le produit intérieur brut, le revenu et le niveau d'endettement des consommateurs, et la démographie subissent l'incidence des politiques fiscales et monétaires des gouvernements, des taux d'intérêt, des taux d'imposition et des politiques en la matière, de l'incertitude politique, des conditions géopolitiques, des taux de change, des pandémies ou épidémies ainsi que des catastrophes naturelles, selon le cas. Les conditions macroéconomiques et les facteurs qui les influencent sont essentiellement incertains, volatils et indépendants de la volonté de la Société. Des conditions macroéconomiques défavorables peuvent entraîner une diminution des dépenses des consommateurs; une évolution des habitudes d'achat en faveur d'articles moins rentables ou de catégories ne correspondant pas à l'assortiment de la Société; une hausse des coûts des biens, des services, des talents et du matériel ainsi que des coûts liés à l'immobilier (comme les loyers et les coûts d'aménagement et de rénovation des immeubles); ainsi qu'une perturbation des échanges commerciaux et du commerce international. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une baisse des ventes, une hausse des coûts et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Infrastructures technologiques

La Société dépend de plus en plus de la fonctionnalité de ses technologies pour soutenir ses activités, comme la présentation de l'information financière et la comptabilité, la gestion et le réapprovisionnement des stocks, la gestion des données et les interactions avec les clients. Les plateformes numériques de commerce de détail exploitées par la Société jouent un rôle essentiel dans la prestation d'une expérience de magasinage omnicanal et doivent être maintenues et adaptées au fil du temps pour répondre aux besoins des clients. Les systèmes de TI existants de la Société peuvent être conçus de façon rigide, être difficilement extensibles et être moins adaptables et efficaces au fil du temps. Les changements et les solutions technologiques sont également essentiels aux plans stratégiques de la Société, notamment à la stratégie Vrai Nord, mais leur déploiement dans les activités de la Société peut s'avérer un processus lent, coûteux et laborieux, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la capacité de la Société à atteindre ses objectifs stratégiques. Les dysfonctionnements ou pannes qui affectent la disponibilité, la capacité ou la durabilité des systèmes peuvent être causés, par exemple, par la défaillance de logiciels, de matériel ou de systèmes de télécommunications ou encore par une erreur ou un méfait de la part d'employés ou de tiers, et ils peuvent perturber les activités de l'entreprise. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner des pertes financières en raison de l'indisponibilité de systèmes, une hausse des coûts d'entretien des systèmes et de migration vers de nouveaux systèmes de TI, des retards dans la mise en œuvre d'initiatives stratégiques et des dommages réputationnels.

Technologies émergentes et perturbatrices

Les technologies émergentes et perturbatrices, y compris les avancées dans des domaines comme l'intelligence artificielle (l'« IA »), ont une incidence sur le modèle d'affaires et les activités de la Société. L'IA est un domaine aux applications variées, y compris l'IA générative, l'IA agentive et l'orchestration de l'IA, qui est de plus en plus complexe et qui évolue de plus en plus rapidement. Ces technologies ont le potentiel de rendre obsolètes les activités, les produits et les services existants, d'éliminer les avantages concurrentiels, de réduire les barrières à l'entrée pour les nouveaux concurrents et de transformer fondamentalement les attentes des clients, obligeant la Société à évaluer et à adopter de nouvelles technologies et à atténuer l'incidence des perturbations technologiques. Les nouvelles technologies peuvent nécessiter des ressources et des investissements importants, sans aucune garantie que les résultats souhaités se matérialiseront ou que les coûts engagés seront recouvrés. En outre, l'adoption de nouvelles technologies amène d'autres défis et préoccupations qui requièrent une gestion et une surveillance diligentes, comme les enjeux touchant la confidentialité et l'éthique, les risques liés à la cybersécurité, l'incidence sur la perception de la marque de la part des clients et leur confiance envers celle-ci, un resserrement des contrôles réglementaires, une utilisation inappropriée de ces nouvelles technologies par le personnel de la Société, ainsi que les biais, les lacunes ou les inexactitudes des algorithmes. La prolifération et l'adoption de ces technologies dans l'ensemble du marché, ainsi que l'évolution des attentes des parties prenantes quant à l'utilisation des technologies nouvelles et novatrices sont autant de facteurs qui pourraient influencer ces risques. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une baisse des ventes et une détérioration du positionnement concurrentiel, une hausse des coûts, des cas de non-conformité réglementaire et d'éventuels litiges.

Cybersécurité

Les systèmes de TI de la Société, ainsi que ceux de ses tiers fournisseurs de services, fournisseurs et partenaires stratégiques, sont exposés à des cybermenaces mondiales dont la fréquence et la sophistication sont croissantes, qu'il s'agisse d'attaques par rançongiciels, logiciels malveillants et déni de service, de virus, de vers informatiques, d'hameçonnage, de piratage psychologique, de programmation malveillante, de brèches de sécurité internes et externes, ou d'autres événements perturbateurs connus ou inconnus. Ces systèmes, y compris le matériel et les logiciels, peuvent également comporter des vulnérabilités, des bogues ou des défauts qui peuvent être exploités, notamment dans la configuration, l'exploitation ou l'application de correctifs. Les menaces à la cybersécurité peuvent être orchestrées par des parties internes ou des acteurs externes, y compris des organisations criminelles sophistiquées, présentant des motifs et des niveaux de compétence différents. Les conditions géopolitiques peuvent également influencer sur les motivations de certains acteurs externes, ce qui pourrait accroître le risque de menaces à la cybersécurité. Les méthodes utilisées pour obtenir des accès non autorisés, pour interrompre, modifier ou détériorer le service, ou pour saboter les systèmes sont en constante évolution et sont de plus en plus difficiles à contrer. Les systèmes de TI utilisés par la Société, y compris les systèmes auxiliaires, sont également vulnérables aux dommages, aux interruptions, aux défaillances ou aux pannes découlant d'une variété de problèmes éventuels, comme les vols de matériel, les incendies, les pannes de courant, les défaillances informatiques et des systèmes télécommunications, ou d'autres événements catastrophiques. Les changements et les solutions technologiques sont essentiels aux plans stratégiques de la Société. Or, les systèmes de la Société sont de plus en plus vieillissants, ce qui nécessite le déploiement de nouveaux systèmes et technologies, y compris de technologies émergentes, et pourrait augmenter les risques liés à la cybersécurité.

La Société s'est dotée d'un programme de cybersécurité en vertu duquel elle a mis en place des politiques, des processus et des contrôles afin de protéger ses systèmes de TI, elle exerce une surveillance de ces politiques, processus et contrôles, en plus de surveiller les risques liés aux systèmes de TI de tiers. Le chef de la sécurité de l'information, qui relève du chef de l'information et de la technologie et qui est appuyé par celui-ci, est responsable du programme, des activités et de la gouvernance en matière de cybersécurité de la Société. Des protocoles de sécurité et des politiques en matière de sécurité de l'information visent à assurer la conformité avec les normes de sécurité de l'information, notamment en ce qui a trait aux renseignements personnels des clients et des employés de la Société. En outre, la Société a mis en œuvre des mesures de cybersécurité additionnelles relativement à la formation des employés, à la surveillance et aux tests, à la protection des systèmes, aux plans de continuité des activités et aux plans d'urgence, et a instauré des processus et des normes de sécurité pour ses tiers fournisseurs de services. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures permettront d'atténuer efficacement ces risques.

Tel qu'il a été annoncé précédemment par la Société, le 2 octobre 2025, la Société a décelé une atteinte à la sécurité des données touchant des renseignements sur les clients dans une base de données de commerce électronique qui contenait des renseignements personnels de base de clients qui avaient un compte de commerce électronique avec un ou plusieurs des magasins Canadian Tire, SportChek, Mark's/L'Équipeur et Party City. Bien que la Société ait résolu cette situation de vulnérabilité et qu'elle ait collaboré avec des experts à l'externe afin de renforcer les mesures de protection connexes, rien ne garantit que ces améliorations seront suffisantes pour empêcher de futures brèches de cybersécurité, ni que la Société ne fera pas l'objet de brèches de cybersécurité à l'avenir.

La matérialisation de l'un ou l'autre des risques décrits ci-dessus pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une perturbation des activités, des pertes financières en raison de l'indisponibilité de systèmes, une hausse des coûts, des dommages réputationnels, d'éventuels litiges et des cas de non-conformité réglementaire. Une brèche de cybersécurité au sein de la Société pourrait également avoir une incidence sur des tiers, comme des fournisseurs ou des clients, ce qui pourrait engager la responsabilité de la Société ou donner lieu à une éventuelle indemnisation de ces parties.

Données et protection de la vie privée

Dans le cours normal des affaires, la Société et ses tiers fournisseurs de services recueillent, stockent, utilisent, détruisent et, si nécessaire, divulguent des données et des renseignements sensibles et confidentiels, comme les renseignements personnels de ses clients et de ses employés, l'information confidentielle de la Société et de ses partenaires commerciaux, ainsi que d'autres renseignements. Les données, l'analytique et la technologie sont de plus en plus pertinentes pour les activités et la stratégie d'affaires de la Société en ce qu'elles aident à façonner et à améliorer les offres de détail et renforcent l'engagement des clients et les habitudes de consommation. La Société doit veiller à l'intégrité, à la fiabilité et à la sécurité de ces renseignements d'une manière qui est conforme aux lois relatives à la protection de la vie privée qui régissent la collecte, le stockage, l'utilisation et la communication de ces renseignements dans le cadre de ses activités et de sa stratégie d'affaires. La capacité de la Société de recueillir et d'utiliser des données à ces fins pourrait être entravée par des changements aux lois relatives à la protection de la vie privée qui entraîneraient des coûts importants ou obligeraient la Société à modifier ses pratiques commerciales. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une baisse des ventes et une détérioration du positionnement concurrentiel, des dommages réputationnels, des cas de non-conformité réglementaire, d'éventuels litiges, ainsi qu'une perturbation des activités ou de la présentation de l'information.

Tiers

La Société fait appel à des tiers, sur lesquels elle n'a aucun contrôle, pour divers aspects de ses activités. Des tiers fournisseurs doivent fabriquer en temps opportun et en quantité suffisante des articles d'un niveau de qualité approprié afin de soutenir les ventes par la Société aux clients et aux détenteurs de franchises. Divers fournisseurs, consultants et autres fournisseurs de services soutiennent la Société relativement à toute une gamme de questions opérationnelles, comme la stratégie, la technologie, l'approvisionnement, la chaîne d'approvisionnement, le service à la clientèle, le marketing et la publicité, la distribution de circulaires et la cybersécurité. La Société compte également sur d'autres tiers, comme des coentrepreneurs, des partenaires du programme de fidélisation et d'autres partenaires pour soutenir la réalisation de ses objectifs stratégiques. Les tiers sont pour leur part également exposés à une variété de risques qui pourraient avoir une incidence sur l'exécution de leurs obligations contractuelles envers la Société et, ultimement, sur ses activités. À titre d'exemple, des tiers pourraient subir des perturbations de leurs activités, de leur technologie ou de leur chaîne d'approvisionnement, notamment des atteintes à la cybersécurité, qui auraient pour effet de nuire à leur capacité de fabriquer des articles vendus par la Société ou de lui fournir des services, selon le cas. Des tiers pourraient également éprouver des difficultés financières ou devenir insolvables, ce qui aurait une incidence sur l'exécution de leurs obligations. De plus, la Société pourrait ne pas gérer efficacement l'étendue, la complexité et le caractère substantiel des relations avec des tiers afin d'assurer la continuité des activités commerciales. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une hausse des coûts, une baisse des ventes, une offre d'articles moins variée, des problèmes de qualité des articles et des rappels de marchandises, des stocks insuffisants et des dommages réputationnels.

Chaîne d'approvisionnement

La Société a recours à des ressources internes et à des prestataires de services logistiques tiers pour gérer la circulation des marchandises entre les fournisseurs, les centres de distribution de la Société et les magasins exploités par la Société ou les détenteurs de franchises. Une proportion considérable de l'assortiment d'articles de la Société provient de fournisseurs étrangers, particulièrement de fournisseurs situés en Asie, ce qui accroît l'exposition de la Société aux risques liés à la chaîne d'approvisionnement. Un vaste éventail de facteurs externes pourraient avoir une incidence sur l'intégrité et la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement de la Société, ainsi que sur les coûts connexes, notamment les conditions macroéconomiques (y compris les taux de change) et les conditions géopolitiques (y compris les troubles civils, les différends commerciaux et les droits de douane), les pénuries de matières premières et de composants, la disponibilité du carburant, les pénuries de main-d'œuvre ou les arrêts de travail, les enjeux liés à l'approvisionnement responsable, l'offre et la demande de services de transport, y compris la capacité aux ports, les changements climatiques et les événements météorologiques, les pandémies ou les épidémies, ainsi que les catastrophes naturelles. En cas de perturbations de la chaîne d'approvisionnement, y compris de pénuries, la Société pourrait rechercher d'autres sources d'approvisionnement, si elles sont disponibles, ce qui pourrait faire augmenter les coûts en raison de la hausse des coûts des produits et des frais de transport. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, des stocks insuffisants, une baisse des ventes, une diminution des marges ainsi que des dommages réputationnels.

Approvisionnement responsable

Les activités de la Société reposent sur une chaîne d'approvisionnement mondiale comprenant de nombreux fournisseurs établis dans des pays qui présentent de plus grands risques en matière de droits de la personne, de sécurité des travailleurs et d'enjeux environnementaux. La Société s'est dotée d'un Code d'éthique professionnelle à l'intention des fournisseurs qui décrit les normes auxquelles les fournisseurs doivent se conformer et qui couvre des sujets tels que la santé et sécurité au travail, le travail des enfants, le travail forcé ou involontaire, la rémunération et les droits de la personne. Bien que des mécanismes aient été instaurés afin de surveiller les fournisseurs et de traiter les cas de non-conformité, rien ne garantit que ces mécanismes seront suffisants ou que des risques liés à l'approvisionnement responsable ne se matérialiseront pas. En outre, les risques liés à l'approvisionnement responsable existent d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement de la Société, mais sa capacité à exercer une surveillance des fournisseurs qui ne sont pas ses fournisseurs directs est limitée. Le modèle de chaîne d'approvisionnement mondiale de la Société fait également l'objet d'une attention étroite de la part du grand public, et des allégations, fondées ou non, concernant des pratiques commerciales contraires aux normes de la Société pourraient être soulevées. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner des rappels de marchandises, des dommages réputationnels, des cas de non-conformité réglementaire et d'éventuels litiges.

Programme de fidélisation

Le programme Récompenses Triangle, le programme de fidélisation de la Société, est un facteur clé de l'engagement continu des clients dans les différentes enseignes et permet un marketing personnalisé, ce qui soutient les activités et la croissance de la Société. L'incapacité de la Société à investir dans le programme Récompenses Triangle, à proposer des offres et des expériences client pertinentes et personnalisées, à maintenir la faveur des clients et à s'adapter à l'évolution de l'environnement des programmes de fidélisation pourrait limiter la capacité de la Société à attirer, à mobiliser et à fidéliser les membres du programme Récompenses Triangle. Les partenariats avec d'autres programmes de fidélisation visent à favoriser la croissance du programme Récompenses Triangle. Cependant, la Société pourrait ne pas être en mesure de trouver des partenaires attrayants et sans autre engagement dont les programmes de fidélisation sont complémentaires aux activités de la Société, et de négocier des ententes avec eux. De plus, afin de réaliser les avantages attendus des partenariats, la Société doit les mettre en œuvre et les intégrer de manière opportune et efficace, ce qui peut s'avérer difficile en raison de leur complexité. Des partenaires de programmes de fidélisation pourraient présenter des enjeux opérationnels et réputationnels qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les partenariats concernés ainsi que sur les activités, la marque et la réputation de la Société. En outre, le programme Récompenses Triangle s'appuie sur un accès continu aux données des clients et sur le consentement des clients à l'utilisation de ces données. Les changements à la législation, l'évolution des préférences de la clientèle, l'érosion de la confiance des clients ou tout autre changement susceptible de diminuer l'accès à ces données pourraient nuire au succès du programme. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques et la performance financière de la Société, notamment entraîner une diminution des ventes et des parts de marché.

Contexte concurrentiel

La Société exerce ses activités dans des marchés hautement concurrentiels et en constante évolution, et sa capacité à maintenir et à faire croître ses parts de marché dépend, entre autres, de sa capacité à prévoir et à gérer ces pressions concurrentielles. Les enseignes de détail de la Société sont en concurrence pour la clientèle, la main-d'œuvre, les emplacements de magasins, les articles et les services avec de nombreuses entreprises et chaînes de détail internationales, nationales et régionales, nouvelles ou établies. La Division pétrolière livre concurrence à d'autres exploitants nationaux et régionaux de postes d'essence, de dépanneurs et de lave-autos. La BCT fait concurrence aux banques et à d'autres institutions financières dans le marché canadien hautement réglementé et concurrentiel des cartes de crédit et des produits de dépôt. Les concurrents pourraient développer et entretenir la notoriété de leur marque et gagner des parts de marché plus rapidement et plus efficacement que la Société, et ils pourraient tenter de capter des parts de marché par des mesures comme des réductions de prix, des offres de valeur accrue, des liquidations et des promotions, le cas échéant. Le succès de la Société dans sa conquête de parts de marché face à ses concurrents dépend de sa capacité à reconnaître les changements dans les conditions macroéconomiques et les tendances, les préférences et les habitudes de consommation des clients, ainsi que d'autres tendances et faits nouveaux ayant une incidence sur sa stratégie, et à y réagir rapidement et efficacement. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques et la performance financière de la Société, notamment entraîner une diminution des ventes, des marges et des parts de marché.

Tendances en matière de consommation

Le succès de la Société dans ses activités de détail dépend de sa capacité à prévoir, malgré que cela soit difficile, les changements dans les tendances, les préférences et les habitudes de magasinage et de consommation des clients, et à y réagir rapidement et agilement. De telles prévisions peuvent concerner notamment les préférences en matière de magasinage en ligne (y compris l'expérience en ligne, le commerce agentif et le magasinage assisté), l'augmentation de la demande pour certaines catégories d'articles ou un rééquilibrage des priorités entre les dépenses discrétionnaires et les dépenses essentielles. La capacité de la Société à anticiper l'évolution des goûts et des préférences et à y répondre dépend de nombreux facteurs, y compris de la disponibilité de données exactes et pertinentes. En outre, la Société doit être à même de se procurer des assortiments d'articles appropriés, de les commercialiser de manière à favoriser la conversion des clients, de gérer les niveaux de stocks et de mettre en œuvre des stratégies de promotion et de fixation des prix concurrentielles. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques et la performance financière de la Société, notamment entraîner une baisse des ventes, des stocks insuffisants ou excédentaires, des réductions de prix et des dommages réputationnels.

Nature saisonnière des activités

Les activités de la Société sont de nature saisonnière, le quatrième trimestre générant d'ordinaire la plus grande part des produits et du bénéfice, et le premier trimestre, la part la moins importante. Le secteur Détail tire une part importante de ses produits de la vente de marchandises saisonnières, comme les articles extérieurs pour la maison et les articles de jardinage au printemps et en été, ainsi que les articles pour les températures froides et les articles de Noël durant l'hiver. Tout enjeu pouvant influencer sur les ventes ou les activités aura une incidence plus marquée sur la Société s'il survient au cours des saisons clés. Par exemple, toute perturbation des activités ou de la chaîne d'approvisionnement découlant notamment de brèches de cybersécurité, de défaillances technologiques, de pénuries de main-d'œuvre, des changements climatiques ou d'événements météorologiques, de catastrophes naturelles, de pandémies ou d'épidémies, ou encore de conditions géopolitiques, pourrait nuire à la capacité de la Société de tirer profit des saisons clés. En outre, si les régions clés de la Société connaissent des conditions météorologiques inhabituelles, particulièrement durant l'hiver, les ventes de certains articles, notamment d'articles saisonniers, qui sont habituellement enregistrées pourraient ne pas se matérialiser ou l'être durant des trimestres subséquents, et les articles en magasin pourraient ne pas être adaptés aux conditions météorologiques. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques et la performance financière de la Société, notamment entraîner une baisse des ventes, ainsi que des stocks insuffisants ou excédentaires.

Risques juridiques

Conformité réglementaire

La Société est assujettie à un large éventail de lois et de règlements, notamment en matière de protection de la vie privée, d'emploi, de franchises, de services bancaires, de protection des consommateurs, de valeurs mobilières, d'impôt, de sécurité des produits, d'étiquetage des produits, de propriété intellectuelle, d'environnement, de santé et sécurité, de pratiques monopolistiques et de concurrence, de commerce, d'enjeux ESG et d'autres questions. Ces lois et ces règlements, ainsi que ceux qui pourraient éventuellement être promulgués, pourraient être modifiés et imposer des contraintes aux activités de la Société, entraîner une hausse des coûts d'exploitation ou donner lieu à des dépenses d'investissement importantes ou à d'autres dépenses dans l'avenir. Les Services Financiers de la Société exercent leurs activités dans un secteur hautement réglementé dont les participants doivent assumer des coûts plus élevés aux fins de conformité réglementaire que les entreprises de détail traditionnelles. Le défaut de la Société de se conformer aux lois, aux règlements et aux ordonnances applicables pourrait l'exposer à des mesures, à des enquêtes ou à des poursuites civiles ou réglementaires, notamment des amendes, des avis de cotisation, des injonctions ou des rappels, ou avoir une incidence sur sa capacité à exercer ses activités. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner des dommages réputationnels, une hausse des coûts et une baisse des ventes.

Litiges

La Société fait l'objet, ou pourrait faire l'objet, de réclamations, de litiges ou de poursuites. Il pourrait s'agir de réclamations liées à la responsabilité du fait des produits, de poursuites pour violation de propriété intellectuelle, de litiges commerciaux, de recours collectifs d'actionnaires, de réclamations liées aux dérivés et de différends avec les détenteurs de franchises. Dans certains cas, la Société entreprend des procédures judiciaires pour faire valoir ses droits, notamment en relation avec des ententes contractuelles et la propriété intellectuelle. L'issue potentielle d'un litige est incertaine et pourrait être défavorable pour la Société. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une hausse des coûts, des dommages réputationnels et un détournement du temps et de l'attention de la direction.

Changements climatiques

Les changements climatiques posent des risques physiques, notamment l'augmentation des températures moyennes et la fréquence et la gravité croissantes des événements météorologiques comme les inondations, les incendies de forêt et les tempêtes de vent, ainsi que des risques de transition, tels que les risques découlant des changements liés aux politiques, aux règlements, aux marchés ou aux technologies qui pourraient survenir dans le cadre de la transition vers une économie à faible émission de carbone. Ces risques peuvent être influencés par la volonté ou l'absence de volonté des gouvernements, des industries et d'autres acteurs de se mobiliser et de décarboner les économies mondiales. Les stratégies d'adaptation et de transition que la Société pourrait mettre en œuvre pour gérer ces risques pourraient appeler des changements opérationnels et des dépenses d'exploitation importants. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner des perturbations des activités des magasins et de la chaîne d'approvisionnement ou d'autres perturbations, des dommages matériels aux actifs de la Société, l'obsolescence de catégories d'articles et l'augmentation des coûts d'approvisionnement (liés aux carburants, à l'électricité, à la production, au transport et aux matières premières), d'assurances et d'autres coûts.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »)

La Société gère activement ses priorités relativement aux facteurs ESG, dont certains peuvent poser un risque direct pour les activités de la Société, comme indiqué dans les descriptions des risques liés aux talents, à la cybersécurité, aux données et à la protection de la vie privée, aux changements climatiques et à l'approvisionnement responsable. En ce qui a trait à ces sujets prioritaires, la Société a établi un cadre de présentation de l'information sur les facteurs ESG et a rendu publics ses stratégies, ses cibles et ses engagements en la matière. Ces objectifs, engagements et cibles reflètent les plans et les aspirations actuels de la Société, mais rien ne garantit qu'ils répondront aux attentes de ses parties prenantes. En outre, ils sont assujettis à divers risques et incertitudes liés à la faisabilité financière et opérationnelle et à la mise en œuvre des initiatives gouvernementales et sectorielles pertinentes, ce qui pourrait amener la Société à ajuster, à améliorer ou à abandonner ces objectifs, engagements et cibles dans l'avenir. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques et les activités de la Société, notamment entraîner des dommages réputationnels et réduire la capacité à attirer et à maintenir en poste des talents.

Perturbations des activités

Les activités et les services commerciaux essentiels de la Société sont susceptibles d'être exposés à des perturbations des activités pouvant être causées par divers incidents et circonstances, comme les changements climatiques et les événements météorologiques, les catastrophes naturelles, les pandémies ou les épidémies, les arrêts de travail, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les boycottages, les conditions géopolitiques, les brèches de cybersécurité, les pannes prolongées des systèmes informatiques, les pannes de courant, la fermeture des frontières, les actes de terrorisme et d'autres catastrophes nationales ou internationales. La durée de toute perturbation peut être incertaine, et rien ne garantit que les activités et les services commerciaux essentiels de la Société pourront reprendre rapidement et de la même manière après un tel événement. La matérialisation de l'une ou l'autre de ces perturbations des activités pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une baisse des ventes, une hausse des coûts et des dommages réputationnels.

11.2 Risques financiers

La Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché. Pour plus d'information sur les instruments financiers de la Société, leur classement, leur incidence sur les états financiers et la détermination de la juste valeur, se reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 34 des états financiers consolidés de 2025. La Société est également exposée à d'autres risques financiers, notamment en ce qui a trait au prix des marchandises et à l'assurance.

Crédit

Les relations de la Société avec ses clients et d'autres contreparties l'exposent au risque de crédit, qui constitue un risque de perte si l'une de ces contreparties ne respecte pas ses obligations contractuelles. Le risque découle principalement des activités liées au portefeuille de créances sur cartes de crédit de la Banque, des interactions de la Société avec les détenteurs de franchises et ses clients de commerce de gros, ainsi que de ses contreparties financières, lesquels sont analysés plus en détail ci-après. Des conditions macroéconomiques défavorables, comme la diminution du produit intérieur brut réel et des niveaux de revenu des consommateurs, ainsi que l'augmentation de l'inflation, du chômage et des niveaux d'endettement pourraient accroître le risque de crédit.

Risque de crédit à la consommation

En accordant des cartes de crédit, la Banque est exposée au risque de crédit à la consommation quant à la capacité et à la volonté de ses clients de rembourser leur emprunt. Se reporter à la note 8 des états financiers consolidés de 2025 pour obtenir de l'information sur la qualité du crédit et la performance au chapitre des créances sur prêts. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la performance financière de la Société, notamment entraîner des charges pour pertes de crédit et une réduction des flux de trésorerie et des liquidités.

La Banque gère le risque de crédit à la consommation en tenant à jour des politiques, des processus et des contrôles de gestion du risque de crédit, en ayant recours à des modèles de notation dans le but d'effectuer un suivi de la solvabilité de ses clients, en faisant appel à la technologie pour prendre des décisions avisées pour chacun des comptes de manière à réduire le risque de crédit, en adoptant une technologie visant à améliorer l'efficacité du processus de recouvrement, et en surveillant de près les conditions macroéconomiques, comme la dette à la consommation, les niveaux de revenu, le taux de chômage et d'autres facteurs, comme les taux d'intérêt. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures permettront d'atténuer efficacement ces risques.

Risque de crédit lié aux détenteurs de franchises

La Société est également exposée au risque de crédit relativement à ses relations commerciales avec les détenteurs de franchises et ses clients de commerce de gros, qui pourraient ne pas être en mesure ou ne pas vouloir régler leurs dettes. De plus, la Société est exposée aux risques de crédit par l'intermédiaire de l'émission de lettres de garantie relativement au portefeuille de prêts aux marchands de Franchise Trust et des garanties qu'elle peut fournir à des tiers relativement aux emprunts bancaires ou aux rachats de stocks de certains détenteurs de franchises, lorsque des banques émettrices en font la demande. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la performance financière de la Société, notamment entraîner des charges pour pertes de crédit et pour créances douteuses et une réduction des flux de trésorerie et des liquidités.

Pour plus d'information sur les garanties et les engagements, se reporter à la note 35 des états financiers consolidés de 2025.

Risque de crédit des contreparties à un instrument financier

Le risque de crédit des contreparties comprend le risque lié aux soldes de trésorerie, aux activités d'investissement et à l'utilisation de dérivés financiers. La Société s'expose au risque de crédit des contreparties lorsque des fonds sont consentis, engagés ou investis dans le cadre d'ententes contractuelles réelles ou implicites. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la performance financière de la Société, notamment entraîner des charges pour pertes de crédit, des ajustements de la juste valeur et une réduction des flux de trésorerie et des liquidités.

La politique de GRF régit la façon dont la Société gère son exposition au risque de crédit des contreparties à un instrument financier. Le portefeuille d'instruments financiers de la Société est réparti entre des institutions financières, les gouvernements provinciaux et fédéral et, dans une moindre mesure, des sociétés émettrices et des émetteurs de billets adossés à des créances. La politique de GRF exige de ne faire affaire qu'avec des institutions financières et d'autres contreparties affichant une excellente cote de solvabilité, en gérant dans certaines limites l'exposition au risque de crédit et la durée jusqu'à l'échéance conformément à la politique. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures permettront d'atténuer efficacement ces risques.

Liquidité

La Société a besoin de liquidités suffisantes et efficaces pour s'acquitter des obligations liées à sa dette et à ses autres passifs financiers. Sa capacité à respecter ces obligations dépend des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et des sources de financement comme les marges de crédit bancaire, les programmes de papier commercial, les certificats de placement garanti (« CPG ») émis par l'entremise de courtiers, les dépôts de détail, les nouveaux titres d'emprunt ou de capitaux propres émis dans le public ou au privé et la titrisation de créances sur cartes de crédit par l'intermédiaire de GCCT. La Banque détient également des actifs liquides de haute qualité, comme l'exige le BSIF. Se reporter à la section 6.5 du présent rapport de gestion pour de l'information sur les sources de financement de la Société.

Parfois, les flux de trésorerie d'exploitation peuvent être insuffisants et un risque de liquidité peut résulter de l'incapacité de la Société à accéder à ses sources de financement de façon efficace. Des conditions macroéconomiques comme la diminution des niveaux de revenu des consommateurs ainsi que l'augmentation de l'inflation, du chômage et des niveaux d'endettement peuvent accroître le risque de liquidité. La capacité de la Société à obtenir et à maintenir un financement efficace dépend de ses notations, et les notations de crédit peuvent être abaissées pour diverses raisons, notamment la baisse des produits, l'augmentation des niveaux d'endettement et des conditions macroéconomiques défavorables. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques, la performance financière et les activités de la Société et faire en sorte que la Société cherche à obtenir du financement additionnel selon des modalités défavorables, qu'elle retarde ou limite ses dépenses d'investissement, qu'elle renonce à des occasions potentielles, qu'elle liquide des actifs ou qu'elle restructure sa dette.

La politique de GRF régit la façon dont la Société gère son exposition au risque de liquidité. La Société utilise un modèle de prévision des flux de trésorerie consolidés pour surveiller périodiquement ses besoins en liquidités à court et à long terme, lequel lui permet d'optimiser sa position de trésorerie et sa dette à court terme tout en évaluant des stratégies de financement à long terme et de répartition du capital. De plus, la politique en matière de gestion de l'actif et du passif de la Banque régit son approche à l'égard de la gestion de son exposition au risque de liquidité au moyen d'un cadre de gestion des liquidités et du respect des exigences réglementaires applicables. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures permettront d'atténuer efficacement ces risques.

Marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations des prix de marché, comme les taux de change, les taux d'intérêt et les autres prix, influent sur les produits de la Société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer les expositions au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements. La Société utilise des instruments financiers pour atténuer certains risques de marché, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix (comme les prix d'instruments de capitaux propres ayant une incidence sur la charge de rémunération). Cependant, rien ne garantit que ces mesures atténueront entièrement les risques.

Risque de change

Bien que les ventes de la Société soient principalement en dollars canadiens, une part importante de ses marchandises proviennent des marchés mondiaux. En 2025, environ 50 pour cent, 33 pour cent et 21 pour cent des stocks achetés pour les enseignes du Groupe détail Canadian Tire, Mark's et SportChek, respectivement, provenaient directement de fournisseurs situés à l'extérieur du Canada et étaient libellés en dollars américains. Les fluctuations des taux de change sont attribuables à divers facteurs, notamment les conditions macroéconomiques et l'évolution du contexte géopolitique. Ces fluctuations peuvent avoir une incidence sur le coût des achats lorsqu'ils sont convertis en dollars canadiens. Certains fournisseurs peuvent ajuster leurs prix en raison de leur propre exposition aux fluctuations de change, ce qui peut avoir une incidence sur le prix qu'ils demandent à la Société pour les marchandises. La Société pourrait tenter de transmettre l'effet de ces fluctuations de change à ses clients; toutefois, sa capacité à le faire dépend des conditions du marché. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la performance financière de la Société, notamment entraîner une hausse des coûts des stocks et une diminution de la marge.

La politique de GRF régit la façon dont la Société gère le risque de change, y compris la conclusion de dérivés de change pour couvrir les achats en dollars américains prévus. La Société a couvert une partie importante de ses achats en dollars américains prévus à court terme afin de réduire l'incidence immédiate des fluctuations défavorables des taux de change. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures atténueront entièrement ce risque, et des fluctuations persistantes des taux de change pourraient avoir une incidence sur les coûts d'achat au fil du temps.

Risque de taux d'intérêt

La politique de GRF régit la façon dont la Société gère le risque de taux d'intérêt et en exigeant qu'au moins 75 pour cent de la dette consolidée de la Société (à court terme et à long terme, à l'exclusion de Franchise Trust, et en tenant compte des dérivés de taux d'intérêt) soit maintenue à des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, une variation de un pour cent des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net ou les capitaux propres de la Société, étant donné que son exposition aux taux d'intérêt variables est relativement faible.

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison des emprunts à court terme (marges de crédit de chaque secteur, facilité d'achat de billets du secteur Services Financiers et papier commercial libellé en dollars américains du secteur Détail et du secteur Services Financiers [GCCT]), et des dépôts dans des comptes d'épargne à intérêt élevé et des CELI des Services Financiers. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt en raison du refinancement d'emprunts arrivant à échéance, ainsi que de son incidence sur le risque de crédit lié aux consommateurs, aux marchands et aux franchisés, comme il est mentionné précédemment. Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent être favorables ou défavorables et elles dépendent de divers facteurs, y compris les conditions macroéconomiques. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la performance financière de la Société, notamment entraîner la hausse des coûts d'emprunt, la diminution des flux de trésorerie et la perte d'occasions d'investissement et de croissance.

La Société gère son exposition aux hausses futures des taux d'intérêt en concluant des dérivés de taux d'intérêt et en exerçant des options de résiliation ou de rachat anticipés en vertu de ses passifs financiers. La Banque a conclu des dérivés de taux d'intérêt pour couvrir une partie de ses émissions de billets à terme de GCCT et de ses dépôts de CPG auprès de courtiers prévus de 2026 à 2030. De plus, la Banque détient des placements à court terme productifs d'intérêts détenus en réserve afin de se conformer aux exigences en matière de liquidités et de réglementation. Elle perçoit aussi des intérêts sur les soldes des cartes de crédit, ce qui peut contrebalancer certaines fluctuations des taux d'intérêt. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures permettront d'atténuer efficacement ces risques.

Prix des marchandises

La performance opérationnelle de la Division pétrolière dépend du marché pétrolier mondial et du prix du pétrole. La Société doit équilibrer les fluctuations de prix avec sa capacité ou sa volonté de transférer ces coûts au client ou de les absorber à l'interne. Les prix mondiaux du pétrole peuvent être influencés par les conditions macroéconomiques, les fluctuations de la demande mondiale de pétrole, les comportements de négociation des spéculateurs sur les matières premières, l'évolution du contexte géopolitique et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement en pétrole. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les objectifs stratégiques et la performance financière de la Société, notamment entraîner une diminution des ventes et des marges.

Assurance

La Société dispose d'une couverture d'assurance qui prévoit des plafonds de garantie, des retenues, des franchises, des primes et des conditions qui, de l'avis de la direction, sont raisonnables en fonction de la nature et de la taille des activités de la Société. La Société n'est pas assurée contre tous les sinistres, comme ceux résultant d'actes de guerre, de terrorisme, de catastrophes nucléaires, de pandémies ou d'épidémies, de dommages réputationnels, de rappels de marchandises, de grèves, d'émeutes et de certaines catastrophes naturelles, lesquels pourraient exposer la Société à des pertes et à des coûts importants. Même lorsqu'un événement est couvert par ses polices d'assurance, rien ne garantit que la Société sera indemnisée pour toutes les pertes. La disponibilité d'une couverture d'assurance adéquate à des modalités raisonnables dépend d'une variété de facteurs, notamment les conditions au sein du secteur de l'assurance, mais également l'historique des règlements et le profil de risque de la Société. Les assureurs peuvent également contester la couverture relativement aux demandes de règlement présentées. La matérialisation de l'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la performance financière et les activités de la Société, notamment entraîner une hausse des coûts.

12. Contrôles et procédures internes

12.1 Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction a la responsabilité de concevoir et de maintenir un système de contrôles et de procédures à l'égard de la communication au public de l'information financière et des autres éléments d'information de la Société. Ces contrôles et procédures sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que toute l'information importante pertinente est rassemblée et présentée à la haute direction en temps utile, notamment au chef de la direction et au chef des finances, de sorte qu'elle peut prendre des décisions appropriées concernant la communication de l'information au public.

Conformément aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le « Règlement 52-109 »), une évaluation du caractère adéquat de la conception (trimestriellement) et de l'efficacité du fonctionnement (annuellement) des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été effectuée sous la supervision de la direction, notamment le chef de la direction et le chef des finances, au 3 janvier 2026. Selon les résultats de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles et des procédures de communication de l'information étaient efficaces au 3 janvier 2026.

12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est également responsable de la mise en place et du maintien d'un processus adéquat de contrôle interne à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés aux fins de la publication de l'information financière conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe la qualité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, ces systèmes, qui n'en sont pas moins jugés efficaces, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable relativement à la préparation et à la présentation des états financiers, et pourraient ne pas permettre de prévenir ou de détecter certaines anomalies.

Conformément aux exigences du Règlement 52-109, la direction, notamment le chef de la direction et le chef des finances, a procédé à une évaluation du caractère adéquat de la conception (trimestriellement) et de l'efficacité du fonctionnement (annuellement) du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société à l'aide du cadre *Internal Control – Integrated Framework* (2013) établi par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. Selon les résultats de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière étaient efficaces au 3 janvier 2026.

12.3 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre et de l'exercice clos le 3 janvier 2026, il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

13. Parties liées

Martha Billes et Owen Billes sont ensemble les propriétaires véritables; ils contrôlent ou ils dirigent environ 61,4 pour cent des actions ordinaires de la Société par l'intermédiaire de deux sociétés fermées, soit Tire 'N' Me Pty. Ltd. et Albikin Management Inc.

Les transactions avec les membres du conseil d'administration de la Société qui sont également des marchands ont représenté moins de un pour cent des produits totaux de la Société et étaient conformes à la politique mise en place par la Société s'appliquant à tous les marchands. Les autres transactions avec des parties liées, telles qu'elles sont définies par les Normes IFRS de comptabilité, ont été négligeables au cours de l'exercice.

14. Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance

La raison d'être de la marque de la Société, qui consiste à améliorer la vie au Canada, oriente ses décisions et sa stratégie, y compris les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »). La Société a cerné les sujets ESG les plus pertinents pour l'entreprise et ses parties prenantes, et elle gère les risques et les occasions qui y sont associés.

La Société publie un rapport ESG annuel qui décrit son approche en la matière, y compris les stratégies et les cibles sous-jacentes. Le rapport comprend un indice de données climatiques ainsi que des informations à fournir en vertu des normes du Sustainability Accounting Standards Board (« SASB »). La Société publie également des rapports sur des enjeux ESG précis, notamment un rapport annuel sur le travail forcé et le travail des enfants et un aperçu annuel sur la diversité, l'inclusion et l'appartenance.

Ces rapports sont accessibles à l'adresse <https://corp.canadiantire.ca/French/esg/default.aspx> et ne sont pas intégrés par renvoi dans les présentes.

15. Tendances trimestrielles

15.1 Tendances trimestrielles de 2025

Les résultats suivants représentent les montants normalisés ajustés en fonction des activités abandonnées. Les montants normalisés sont ajustés en fonction des éléments de normalisation présentés précédemment.

Résultats normalisés consolidés

(en millions de dollars canadiens,
sauf indication contraire)

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	2025
Produits	3 456,7 \$	4 201,9 \$	4 105,8 \$	4 551,1 \$	16 315,5 \$
Coût des activités génératrices de produits	2 265,9	2 782,4	2 677,4	2 974,5	10 700,2
Marge brute en dollars	1 190,8	1 419,5	1 428,4	1 576,6	5 615,3
Autres charges (produits)	(2,2)	(8,7)	(7,3)	16,7	(1,5)
Frais de vente, généraux et administratifs	775,9	880,6	878,4	935,7	3 470,6
Amortissements	181,8	177,3	186,7	195,9	741,7
Charges financières nettes (produits financiers nets)	69,6	74,3	72,9	78,7	295,5
Bénéfice avant impôt	165,7 \$	296,0 \$	297,7 \$	349,6 \$	1 109,0 \$
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	34,6	80,0	71,2	89,9	275,7
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	131,1 \$	216,0 \$	226,5 \$	259,7 \$	833,3 \$
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	9,9	(56,1)	—	(3,1)	(49,3)
Bénéfice net	141,0 \$	159,9 \$	226,5 \$	256,6 \$	784,0 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire					
Activités poursuivies	111,4 \$	195,9 \$	204,3 \$	238,3 \$	749,9 \$
Activités abandonnées	9,9	(56,1)	—	(3,1)	(49,3)
Bénéfice (perte) par action dilué	2,18 \$	2,54 \$	3,78 \$	4,41 \$	12,87 \$
Activités poursuivies	2,00	3,57	3,78	4,47	13,77
Activités abandonnées	0,18	(1,03)	—	(0,06)	(0,90)

Activités poursuivies du secteur Détail normalisées

(en millions de dollars canadiens)

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	2025
Total des produits	3 061,8 \$	3 810,3 \$	3 705,8 \$	4 150,7 \$	14 728,6 \$
Coût des activités génératrices de produits	2 084,0	2 595,5	2 493,9	2 789,7	9 963,1
Marge brute	977,8 \$	1 214,8 \$	1 211,9 \$	1 361,0 \$	4 765,5 \$
Autres charges (produits)	(40,9)	(46,6)	(45,6)	(22,2)	(155,3)
Frais de vente, généraux et administratifs	689,8	779,6	780,5	831,6	3 081,5
Amortissements	223,9	226,1	233,0	251,7	934,7
Charges financières nettes (produits financiers nets)	54,1	56,9	51,6	58,3	220,9
Bénéfice avant impôt	50,9 \$	198,8 \$	192,4 \$	241,6 \$	683,7 \$
Amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits	5,3 \$	5,0 \$	6,7 \$	5,3 \$	22,3 \$
BAIIA	334,2	486,8	483,7	556,9	1 861,6
Éléments inclus ci-dessus :					
Produits d'intérêts ¹	30,3	28,3	30,6	27,6	116,8
Charges d'intérêts	78,1	79,4	76,3	80,4	314,2
Taux de la marge brute du secteur Détail, excluant la Division pétrolière	36,1 %	34,8 %	35,8 %	35,4 %	35,5 %

1. Les produits d'intérêts comprennent les intérêts sur les créances sur prêts comptabilisés dans les produits externes. Se reporter à la note sur les produits dans les états financiers consolidés pour la période pertinente ci-dessus.

15.2 Tendances trimestrielles de 2024

Les résultats suivants représentent les montants normalisés ajustés en fonction des activités abandonnées. Les montants normalisés sont ajustés en fonction des éléments de normalisation présentés précédemment. Il n'y a eu aucun élément de normalisation aux trois premiers trimestres de 2024.

Résultats consolidés normalisés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	2024
Produits	3 332,8 \$	3 995,4 \$	3 987,0 \$	4 200,8 \$	15 516,0 \$
Coût des activités génératrices de produits	2 182,2	2 648,9	2 644,7	2 821,3	10 297,1
Marge brute en dollars	1 150,6 \$	1 346,5 \$	1 342,3 \$	1 379,5 \$	5 218,9 \$
Autres charges (produits)	(0,9)	(12,7)	(34,5)	(0,9)	(49,0)
Frais de vente, généraux et administratifs	776,5	781,9	814,4	849,1	3 221,9
Amortissements	183,0	182,3	181,6	184,7	731,6
Charges financières nettes (produits financiers nets)	89,1	88,1	84,1	82,8	344,1
Bénéfice avant impôt	102,9 \$	306,9 \$	296,7 \$	263,8 \$	970,3 \$
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	23,8	74,5	78,1	62,6	239,0
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	79,1 \$	232,4 \$	218,6 \$	201,2 \$	731,3 \$
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	16,9	(8,9)	2,1	46,3	56,4
Bénéfice net	96,0 \$	223,5 \$	220,7 \$	247,5 \$	787,7 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire					
Activités poursuivies	59,9 \$	207,7 \$	198,5 \$	181,0 \$	647,1 \$
Activités abandonnées	16,9	(8,9)	2,1	46,3	56,4
Bénéfice (perte) par action dilué	1,38 \$	3,56 \$	3,59 \$	4,07 \$	12,62 \$
Activités poursuivies	1,08	3,72	3,55	3,24	11,61
Activités abandonnées	0,30	(0,16)	0,04	0,83	1,01

Activités poursuivies du secteur Détail normalisées

(en millions de dollars canadiens)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	2024
Total des produits	2 944,5 \$	3 617,5 \$	3 591,9 \$	3 816,7 \$	13 970,6 \$
Coût des activités génératrices de produits	2 006,0	2 469,5	2 466,4	2 630,0	9 571,9
Marge brute	938,5 \$	1 148,0 \$	1 125,5 \$	1 186,7 \$	4 398,7 \$
Autres charges (produits)	(37,9)	(34,3)	(69,4)	(40,0)	(181,6)
Frais de vente, généraux et administratifs	686,7	696,1	734,0	764,3	2 881,1
Amortissements	229,6	229,6	229,2	232,6	921,0
Charges financières nettes (produits financiers nets)	78,4	75,4	69,5	67,8	291,1
Bénéfice avant impôt	(18,3) \$	181,2 \$	162,2 \$	162,0 \$	487,1 \$
Amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits	6,7 \$	5,7 \$	5,4 \$	5,1 \$	22,9 \$
BAIIA	296,4	491,9	466,3	467,5	1 722,1
Éléments inclus ci-dessus :					
Produits d'intérêts ¹	27,1	30,8	29,3	27,5	114,7
Charges d'intérêts	96,6	96,8	89,5	87,5	370,4
Taux de la marge brute du secteur Détail, excluant la Division pétrolière	35,9 %	35,7 %	35,2 %	34,2 %	35,2 %

1. Les produits d'intérêts comprennent les intérêts sur les créances sur prêts comptabilisés dans les produits externes. Se reporter à la note sur les produits dans les états financiers consolidés pour la période pertinente ci-dessus.

16. Mise en garde relative aux informations prospectives

Le présent document contient des informations qui peuvent constituer des « informations prospectives » aux termes des lois applicables sur les valeurs mobilières. Les informations prospectives fournissent des indications sur les attentes et les projets actuels de la direction et permettent aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société. Les lecteurs sont prévenus que ces informations pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les déclarations contenant des informations prospectives ne sont pas des faits historiques ni des garanties de rendements futurs. Les informations prospectives décrites ou intégrées par renvoi dans le présent document comprennent, sans s'y limiter, l'information concernant les éléments suivants :

- l'incidence de la stratégie Vrai Nord de la Société, y compris les économies au titre des charges d'exploitation, à la section 4;
- le lancement planifié des partenariats de fidélisation avec WestJet et Tim Hortons, à la section 4;
- les prévisions de dépenses d'investissement liées à l'exploitation de la Société, à la section 6.4.1;
- l'intention de la Société quant au rachat de ses actions sans droit de vote de catégorie A, à la section 7.1.

Certaines autres informations non historiques figurant dans le présent document peuvent constituer des informations prospectives, y compris, mais sans s'y limiter, l'information ayant trait aux attentes actuelles de la direction en ce qui concerne les résultats et les perspectives possibles ou hypothétiques, les objectifs et priorités stratégiques de la Société, ses actions et leurs résultats, de même que les perspectives économiques et commerciales pour la Société. Les informations prospectives sont souvent, mais pas toujours, signalées par des mots tels que « pouvoir », « supposer », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « planifier », « perspective », « cible », « prévision », « anticiper », « aspirer », « prévoir », « continuer », « en cours » ou la forme négative de ces mots ou par des variantes similaires.

De par leur nature, les informations prospectives sont fondées sur des estimations et des hypothèses, ainsi que sur l'information dont dispose actuellement la direction. Sauf indication contraire, la direction a supposé qu'il n'y aurait aucun changement défavorable significatif en ce qui concerne les conditions macroéconomiques régionales, provinciales, nationales et mondiales (notamment le taux d'inflation, le produit intérieur brut et les niveaux de revenu et d'endettement des consommateurs), les conditions géopolitiques (y compris les droits de douane), les niveaux de dépenses des consommateurs, les taux d'intérêt, les taux de change, le contexte réglementaire (y compris l'impôt), ainsi que la position concurrentielle de la Société dans le secteur du commerce de détail, ses perspectives en matière de bénéfice et ses liquidités. La direction a également supposé qu'il n'y aurait aucun changement significatif en ce qui concerne les priorités de la Société en matière de stratégie et de répartition du capital, que les économies de coût et les gains d'efficacité opérationnelle anticipés se matérialiseraient, que les avantages prévus des initiatives, des partenariats et des acquisitions se réaliseraient et que toutes les approbations réglementaires requises seraient obtenues. Rien ne garantit que les estimations et les hypothèses sur lesquelles reposent les informations prospectives s'avéreront exactes.

Bien que la Société estime que les informations prospectives présentées dans ce document reposent sur des renseignements, des estimations et des hypothèses raisonnables, de telles informations sont nécessairement assujetties à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans ces informations prospectives. Ces risques, incertitudes et autres facteurs sont présentés ci-dessous et comprennent ceux décrits à la section 11, Risques et gestion des risques, du présent rapport de gestion et à toutes ses sous-sections :

- l'incapacité de la Société à réagir aux tendances et à l'évolution de la conjoncture, et à mettre en œuvre sa stratégie Vrai Nord, des acquisitions, des projets, des investissements et des mesures d'économie de coûts, ainsi que les risques liés à la transformation connexes;
- une mauvaise performance opérationnelle ou financière des marchands, des franchisés et des détaillants indépendants;
- une atteinte à la marque et à la réputation de la Société;
- des conditions géopolitiques défavorables, y compris des restrictions commerciales, des quotas, des droits de douane ou d'autres taxes liées aux importations, des changements dans les engagements des gouvernements et des conflits internationaux;
- l'incapacité à attirer, à maintenir en poste et former la main-d'œuvre, y compris les membres de la direction et du personnel clé;
- les conditions macroéconomiques défavorables, comme une hausse du taux d'inflation et du niveau d'endettement des consommateurs, et une diminution du produit intérieur brut et des niveaux de revenu des consommateurs;
- la dépendance accrue à l'égard de la technologie et des systèmes de TI existants, qui présentent un risque accru de pannes et de défaillances;
- l'émergence de technologies perturbatrices, y compris l'IA;
- la fréquence et la sophistication croissantes des cybermenaces mondiales, ainsi que la possibilité de brèches de cybersécurité;
- l'évolution des lois relatives à la protection de la vie privée, qui pourrait avoir une incidence sur la collecte, l'utilisation et la communication de données sur les clients et d'autres données à l'appui de la stratégie de la Société;
- la dépendance à l'égard de tiers qui sont pour leur part également exposés à une variété de risques qui pourraient avoir une incidence sur leur performance;
- les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les pénuries d'articles;
- l'incapacité à mettre en lumière des enjeux liés aux droits de la personne, à la sécurité des travailleurs et à l'environnement, entre autres, dans la chaîne d'approvisionnement de la Société;
- l'incapacité à attirer de nouveaux membres, à garder les membres existants et à accroître le nombre de membres du programme de fidélisation de la Société, et à élargir et à mettre en œuvre des partenariats de fidélisation;
- l'incapacité à maintenir et à faire croître les parts de marché dans les marchés hautement concurrentiels et en constante évolution dans lesquels la Société exerce ses activités;
- les changements dans les tendances, les préférences et les habitudes de consommation des clients;
- les risques liés à la nature saisonnière des activités de la Société, y compris l'incidence des conditions météorologiques inhabituelles;

- les changements aux lois et aux règlements auxquels la Société est assujettie, ainsi que le risque d'être partie dans une poursuite civile ou d'être visée par des mesures réglementaires, par des enquêtes ou par des poursuites;
- les risques relatifs aux changements climatiques, y compris les risques physiques et les risques de transition;
- les risques liés à la gestion par la direction de la Société des sujets ESG prioritaires;
- les perturbations des activités et les défis liés au rétablissement des activités et les services commerciaux essentiels;
- le risque de crédit découlant de l'incapacité éventuelle de contreparties à respecter leurs obligations contractuelles, y compris le risque de crédit des contreparties à un instrument financier, ainsi que le risque de crédit à la consommation et le risque de crédit lié aux marchands et aux franchisés;
- des liquidités insuffisantes pour s'acquitter des obligations liées à la dette de la Société et à ses autres passifs financiers;
- le risque que des variations des prix de marché découlant des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt influent sur les produits de la Société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient;
- les fluctuations du prix du pétrole;
- l'indisponibilité d'une couverture d'assurance adéquate à des conditions raisonnables.

Les investisseurs et les autres lecteurs sont priés de tenir compte des risques, des incertitudes, des facteurs et des hypothèses susmentionnés au moment d'évaluer les informations prospectives et sont prévenus de ne pas se fier indûment à celles-ci. En outre, la Société met en garde contre le fait que les listes de risques et d'hypothèses qui précèdent ne sont pas exhaustives, et que d'autres risques, incertitudes et facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société et faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans ces informations prospectives.

Les informations prospectives présentées dans ce document reposent sur des renseignements, des estimations et des hypothèses à la date des présentes. La Société ne s'engage pas à mettre à jour quelque information prospective que ce soit, verbale ou écrite, sous réserve des exigences des lois applicables.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport de gestion ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie de ce rapport de gestion et n'est pas intégrée par renvoi dans le présent rapport de gestion. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information, et à aucune autre fin.

17. Engagement en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs

La Société s'efforce de respecter des normes élevées en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs. Reflet de l'engagement de la Société à fournir une information intégrale et transparente, la section Investisseurs du site Web de la Société, à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca>, fournit toute l'information pertinente pour les investisseurs, notamment les documents suivants :

- les rapports annuels et trimestriels aux actionnaires;
- les communiqués de presse trimestriels sur les résultats, les fiches d'information et d'autres documents, y compris les transcriptions des conférences téléphoniques et les webdiffusions (archivées pendant un an);
- de l'information supplémentaire comme les présentations et les vidéos à l'intention des investisseurs;
- la notice annuelle;
- la circulaire d'information de la direction;
- l'information aux détenteurs de titres d'emprunt;
- la démarche de la Société en matière de gouvernance d'entreprise.

Le rapport aux actionnaires, la notice annuelle, la circulaire d'information de la direction et les états financiers trimestriels et les rapports de gestion de la Société sont également disponibles à l'adresse <https://www.sedarplus.ca>.

Pour communiquer avec le service des relations avec les investisseurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@cantire.com.

Le 18 février 2026